



LA MÉTÉO: DÉGAGEMENT EN MATINÉE.
TEMPÉRATURE STATIONNAIRE À PRÈS DE -10°.
DEMAIN: FAIBLE NEIGE. DÉTAILS PAGE A 2

LES PROFESSIONNELS DE LA VISION
GREICHE ET SCAFF
OPTOMETRISTES
30 SUCCURSALES 336-5330

1 \$

Illes de La Madeleine: 1.50

Science

La comète de Halley: c'est le temps ou jamais...

page X 14

Economie

Les ventes de Noël sont en hausse... grâce surtout aux micro-ondes

page A 11

Vacances / Voyages

Dans les Antilles: trois îles, trois pays et trois mondes...

page X 1

Arts et spectacles

Granger Frères: une entreprise familiale qui fête ses 100 ans

page E 1

LE SAUVETAGE DE L'EST DE MONTRÉAL Bourassa prévoit une solution avant Noël

Les plus hauts fonctionnaires d'Ottawa et de Québec se mettront à l'oeuvre, dès lundi, afin d'harmoniser

MARIO FONTAINE

leur démarche dans le but d'assurer la survie de l'est de Montréal.

Volla ce qui ressort de la première rencontre officielle qu'ont eue hier MM. Brian Mulroney et Robert Bourassa à ti-

tre de premiers ministres. Une rencontre qualifiée «d'excellente et de productive» par M. Mulroney, même si des divergences d'opinions semblent poindre entre les deux hommes.

Cruciales et urgentes, les questions de la pétrochimie et de l'industrie pétrolière dans la métropole feront l'objet d'un examen à compter d'après-demain de la part du secrétaire général du cabinet de M. Bourassa, M. Roch Bolduc, et de son

vis-à-vis fédéral, M. Paul Tellier, ainsi que du responsable des relations fédérales-provinciales à Ottawa, M. Gérard Veilleux.

Il apparaît en effet que les deux gouvernements ne s'entendent pas sur les chiffres. Ces fonctionnaires directement impliqués dans leurs appareils politiques et associés aux prises de décisions tenteront donc d'établir une base com-

voir BOURASSA en A 2



Au cours de leurs discussions, le premier ministre Robert Bourassa et le premier ministre canadien Brian Mulroney ont aussi eu recours à la gestuelle pour faire valoir leur point de vue lors de leur rencontre de deux heures hier à Montréal.

photo Robert Mailloux, LA PRESSE

OTTAWA ET LES PROVINCES S'ENTENDENT La cotisation au Régime des rentes grimpe de 6 %

TORONTO — La Conférence annuelle des ministres des Finances a réservé hier deux mauvaises nouvelles à la population canadienne.

MAURICE JANNARD
envoyé spécial de LA PRESSE

À compter du 1^{er} janvier 1987, les cotisations au Régime des rentes du Québec (RRQ) augmenteront de 6 p. cent, ce qui se traduira par une hausse annuelle de \$24 par salarié.

De plus, le gouvernement fédéral est demeuré inflexible sur son intention de réduire de \$6 milliards les paiements aux provinces dans les domaines de la santé et de l'enseignement post-secondaire au cours des cinq prochaines années.

Dans ce cas, les provinces devront, soit diminuer la qualité de leurs servi-

ces sociaux, ou accroître les impôts pour compenser le manque de générosité d'Ottawa.

La question du régime de pensions a fait toutefois l'unanimité. Le ministre fédéral des Finances, M. Michael Wilson, et ses collègues des dix provinces ont décidé d'accroître de 0,02 par année le taux des cotisations au Régime des rentes du Québec et au Régime de pensions du Canada (RPC), l'équivalent du RRQ dans les autres provinces.

La prime est actuellement fixée à 3,6 p. cent du salaire, ce qui représente un montant de \$458 par salarié pour l'an prochain. L'employeur et le salarié paient chacun leur moitié. À partir du 1^{er} janvier 1987, la prime passera à 3,8, puis à 4,0 en 1988, à 4,2 l'année suivante et ainsi de suite durant les 25 prochaines années.

En 1991, l'augmentation atteindra \$140 par année.

M. Wilson a dit que cette hausse graduelle est préférable à une augmentation subite dans dix ans. Le changement dans les cotisations est rendu nécessaire en raison du vieillissement de la population.

Sans la hausse des primes, la caisse de retraite aurait été à sec en 1995, selon M. Wilson.

Comme la cotisation est déductible d'impôt, la hausse réelle sera de \$17 l'an prochain, c'est-à-dire \$8,50 pour le salarié, l'employeur payant l'autre moitié. Pour les entreprises, l'augmentation des primes se traduit par une hausse des charges sociales de \$150 millions l'an prochain.

voir RENTES en A 2

POUR ENCOURAGER LA GASTRONOMIE RÉGIONALE Le mystère plane sur la toute dernière subvention de Garon

Dans son dernier geste administratif à titre de ministre de l'Agriculture, M. Jean Garon a octroyé mercredi dernier une subvention globale de

CLAUDE-V. MARSOLAI

\$158 500 à la firme Les Entreprises Renaud Cyr Inc. de Montmagny dans le but de créer un centre de promotion et de développement de la gastronomie régionale.

Dans un communiqué de presse accompagnant cette annonce de subven-

tion, l'ex-ministre précisait que le centre aura comme buts de colliger les recettes québécoises, à titre de références, afin de permettre aux cuisiniers de développer de nouveaux mets.

Or, c'est exactement le mandat qui est normalement dévolu à l'Institut du tourisme et de l'hôtellerie du Québec qui se préoccupe de populariser les mets régionaux des différents coins de la province et de développer certains menus allégés par ses propres services de recherche.

Un directeur du Centre de recherche de l'Institut du tourisme et de l'hôtellerie, M. Jean Gaudreau, a déclaré hier à LA PRESSE qu'il n'avait jamais entendu parler de ce projet de créer un nouveau centre de promotion et de développement de la gastronomie régionale.

«Bien que l'Institut ait souvent utilisé M. Renaud Cyr à titre de personne-ressource (chef cuisinier), nous n'avons jamais été consultés sur ce projet. Quant aux mets régionaux, c'est notre mandat

voir GARON en A 2



photo Michel Gravel, LA PRESSE
Jean-Paul Riopelle

Riopelle reçoit le Grand Prix de Paris

Jean-Paul Riopelle vient de se voir décerner le Grand Prix de peinture 1985 de la Ville de Paris. Il se trouvait dans sa propriété de Sainte-Marguerite, dans les Laurentides, quand il a appris la nouvelle il y a quatre jours.

PAUL ROY

La cérémonie de remise des prix a eu lieu hier à l'hôtel de ville de Paris, mais le peintre de 62 ans, le plus connu internationalement de nos peintres canadiens, ne s'est pas rendu recevoir le sien — et la bourse d'environ \$9 000 qui l'accompagne — des mains du maire de Paris, M. Jacques Chirac.

«J'ai du travail ici. Mais mes amis doivent être en train d'arroser ça à Paris», a-t-il déclaré à LA PRESSE hier matin.

— Vous ne voulez pas vous rendre fêter avec eux?

— On va tous se retrouver à New York bientôt...

C'est M. Jean Frémon, de la galerie Maeght, à Paris, qui l'a représenté.

Cet honneur lui a-t-il fait un petit velours? «Les prix, je ne suis pas contre mais j'en ai eu pas mal dans ma vie. Je suis un peu fatigué des cérémonies.»

Le Grand Prix de Paris, il dit ne pas trop le connaître: «Mais je pense que c'est un prix assez important.»

Compte-t-il retourner en France prochainement? «Pour le moment, j'ai l'intention de continuer à travailler ici, je fais de la lithographie. Quand je vais partir? Je n'en ai aucune idée... La dernière fois, j'étais venu ici pour trois semaines et j'étais resté un an. Il faut dire qu'ici, l'hiver c'est un peu compliqué.»

Né à Montréal en 1923, Jean-Paul Riopelle est initié au dessin à l'âge de six ans. En 1943, il s'inscrit à l'École

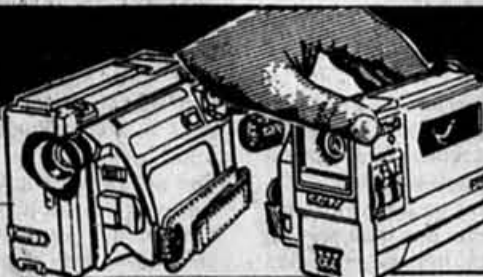
voir RIOPELLE en A 2

SOMMAIRE

Annonces classées	A 20, D 8 à D 13, H 3 à H 8
— Habitat	D 1 à D 8
Arts et Spectacles	E 1 à E 23, F 1 à F 3
— Horaires	E 18
Bandes dessinées	X 15, X 16
Bricolage	D 4
Bridge	X 13
Carrières et professions	Y 1 à Y 8, Z 1 à Z 8
Décès, naissances, etc.	H 9, H 10
Économie	A 11 à A 22
Êtes-vous observateur?	D 12
FEUILLETON	
— Maryse	D 13
«Génies en herbe»	X 15
Horoscope	D 10
Jardinage	D 5
Le monde	H 1, H 12 à H 14
Loterie — résultats	A 4
Maisons d'enseignement	B 6, B 7
Mots croisés	H 3, H 5
«Mot mystère»	B 11
Pleins feux	A 7 à A 9
Quoi faire	H 2
Restaurants	F 3 à F 8
Sciences	X 14
Sports	G 1 à G 6
— (— Chasse et pêche	G 4
Télévision	E 14, E 15
Timbres	X 13
Vacances-voyage	X 1 à X 12
Vivre aujourd'hui	C 1 à C 3

SONY Video 8

LA plus FACILE (presque pas d'ajustement!)
LA plus DISCRÈTE (tient dans votre main!)



TOUT EN UN
**CAMÉRA
VIDÉO
CCDM-8**

Les Petits Magasins au Grand-Grand Choix

Ummoulin
8390, ST-HUBERT (coin Leman) 388-4636/1122
5916, BÉLANGER (coin Lacordaire) 256-7571

AUJOURD'HUI...

CHRONIQUES

LYSIANE GAGNON: Entre l'assermentation des ministres, en 1985, et celle faite en 1976, il s'est passé cent ans, mille ans, deux jours ? Cette année, pas de grande joie fulgurante, juste la vie qui a repris son petit bonhomme de chemin.

page A 7

PLEINS FEUX

MARIO ROY: Plus de 20 ans après la révolution du même nom, Robert Bourassa a annoncé cette semaine la « transition tranquille », mais le virage sera-t-il vraiment paisible ?

page A 7

LUC PERREAULT: L'ex-ministre des Affaires culturelles, M. Gérald Godin, a soulevé une tempête en révélant que le cabinet Johnson avait été soumis à des pressions des Américains pour faire adoucir certaines dispositions de la loi 109 sur le cinéma.

page A 8

MICHEL VASTEL: Ce qui, dans notre « météo » politique, passe pour une tempête n'est parfois qu'un petit souffle lorsque senti à Washington, comme l'a démontré l'affaire de la loi québécoise sur le cinéma.

page A 8

Voici la liste des 53 nouveaux députés à l'Assemblée nationale du Québec, liste comportant des détails biographiques.

page A 9

ANDRÉ NOËL: Il y a eu des remous cette semaine à la Commission des écoles catholiques de Montréal car les commissaires veulent remettre à l'honneur crucifix, prières et manifestations de foi dans les écoles.

page A 7

ARTS ET SPECTACLES

DENIS LAVOIE: Huit ans après sa création, le magazine « Québec Rock » et sa version anglaise « Graffiti » se vendent présentement à près de 100 000 exemplaires.

page E 1

JEAN-PAUL SOULIÉ: En moins de quatre mois, l'« Alphabet », des Éditions de la Courte Échelle, connaît un succès phénoménal et 25 000 copies du livre ont déjà été écoulées.

page E 1

DU VIN

JACQUES BENOIT: Quatre disciples de Dionysos proposent des vins pour les fêtes de Noël.

page F 7

PLUS

BRIGITTE GAUVREAU: Les jeunes en ont assez des féministes mais elles tiennent encore au féminisme.

pages 3, 4 et 5

PHILATÉLIE

DENIS MASSE: Chronique pour les amateurs des joyaux de la philatélie, dont le « provisoire » de New Carlisle, la plus grande rareté philatélique au Canada.

page X 13

JARDINAGE

FLORIAN BERNARD: Ce sont des plantes tropicales ou sub-tropicales, elles peuvent pousser sans terre, s'accrochant à tout ce qui peut leur servir de support: ce sont les broméliacées.

page D 5

VIVRE AUJOURD'HUI

MARTHA GAGNON: Dans la tourmente des années dures, des jeunes ont décidé de devenir entrepreneurs et certains d'entre eux réussissent fort bien.

page C 1

BRICOLAGE

LOUIS THIVIERGE: Pour travailler avec précision, rien de tel que des outils et des machines électriques.

page D 4

CHASSE ET PÊCHE

PIERRE GINGRAS: Une grande majorité des répondants à un questionnaire organisé par LA PRESSE s'opposent à la chasse à la tourterelle triste sur le territoire du Québec.

page G 4



Le député de Sainte-Marie, Jean-Claude Malépart, entouré de défenseurs de l'industrie pétro-chimique.

photo Robert Mailloux, LA PRESSE

À MONTRÉAL-EST

Pétrochimie: 400 employés pressent les députés d'agir

Plus de 400 personnes regroupées sous la bannière de Pétrochimie-Action emplissent hier soir le gymnase du centre civique Édouard à Montréal-Est, afin de presser le gouvernement fédéral d'adopter enfin une politique claire de survie de l'industrie pétrochimique à Montréal.

CAROLE THIBAUDEAU

La salle était chaude mais disciplinée, réunissant diverses couleurs politiques et tendances syndicales en faveur d'un même but: conserver le complexe pétrochimique qui emploie plus de 20 000 personnes au Québec.

Quatre députés conservateurs ont présenté leur position: Roch Lasalle, député de Joliette et mandaté par le premier ministre Mulroney pour le représenter dans cette affaire, Carole Jacques, député de Mercier (territoire de la raffinerie Gulf), Robert Toupin, député de Terrebonne et Marcel Danis, dé-

puté de Verchères (Pétromont et Union Carbide). Il y avait également les chefs syndicaux de Gulf, Pétromont, BASF, Union Carbide et Les Alcools de commerce, qui ont rencontré Brian Mulroney mercredi dernier.

On remarquait par ailleurs la présence dans la salle du député de Sainte-Marie, Jean-Claude Malépart, et du député provincial de Maisonneuve, Mme Louise Harel. De nombreux représentants de compagnies étaient présents de même que beaucoup d'employés de ces entreprises.

René Pichet, coordonnateur de Pétrochimie-Action, a résumé les requêtes entre autres par les points suivants: reconnaître la nécessité d'un centre pétrochimique à Montréal, annuler la transaction de l'achat de la raffinerie Gulf par la multinationale Ultramar, cette dernière ayant projeté de fermer la raffinerie et supporter le transport de pétrole brut de Sarnia à Montréal.

Le vice-président de Pétromont, M. Serge Guérin, a rappelé que sa compagnie avait mis sur pied un plan de relance de la pétrochimie et que plusieurs entreprises, en amont et en aval de la raffinerie, étaient prêtes à former un consortium et à investir un total de \$200 millions dans le transport des matières premières. «Que le gouvernement Mulroney nous annonce une volonté politique claire», a-t-il demandé.

M. Mulroney a le pouvoir de faire annuler la transaction Ultramar-Gulf, a soutenu Mme Harel, c'est à la portée de sa main!

M. Roch Lasalle a assuré que le gouvernement Mulroney voulait sauver l'industrie pétrochimique à Montréal et annoncerait une politique claire avant le 31 décembre. Un comité formé par les plus hauts fonctionnaires des deux gouvernements sera sur pied lundi prochain pour trouver une solution.

RIOPELLE

SUITE DE LA PAGE A 1

du meuble de Montréal où il devient le disciple de Paul-Emile Borduas. Pendant quelques années, il fréquente un cercle d'artistes rattachés au mouvement automatiste.

Il y a quelques années, Gilles Toupin, alors critique d'art à LA PRESSE, écrivait: «De tous nos peintres de l'époque automaiste Riopelle est celui dont l'oeuvre vieillit le mieux.»

En 1946, Riopelle débarque à Paris où il s'établira définitivement à la fin de 1948. Cette année-là, il endosse le manifeste du «Refus global» de Borduas.

Jean-Paul Riopelle s'est vu décerner plusieurs honneurs et distinctions: mentions à la Biennale de Sao Paulo (1955), au Prix international Guggenheim (1958), à la Biennale de Venise (1962). En 1973, année où il a construit son atelier dans les Laurentides, il reçoit le prix Philippe-Hébert de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal. En 1981, il reçoit le prix Paul-Emile Borduas, la plus haute distinction accordée par le gouvernement du Québec dans le domaine des arts visuels.

Le prolifique artiste, qui a tenu plus d'une centaine d'expositions dans une dizaine de pays, s'est en outre vu décerner des doctorats honorifiques de l'université McGill et de l'Université du Manitoba.

Le Grand Prix de Paris a été créé en 1948.

BOURASSA

SUITE DE LA PAGE A 1

mune de discussion, de s'assurer que les données des deux gouvernements sont identiques.

«Nous devrions pouvoir arriver à une solution ou à des éléments de solution avant les fêtes», a expliqué M. Bourassa, qui a dit sortir optimiste de cette première prise de contact: «La réaction du premier ministre m'a fortement encouragé à continuer.»

Un dénouement rapide de ce dossier ne pourrait qu'être bénéfique au chef libéral puisqu'il a décidé de solliciter à nouveau l'appui des électeurs le 20 janvier, cette fois dans une circonscription de la métropole, le comté de Saint-Laurent.

Le premier ministre canadien n'a pris cependant aucun engagement formel. Or, comme le soulignait hier dans un communiqué le président de Pétromont, M. John Dinsmore, seule une décision (lire subvention) du gouvernement fédéral pourrait maintenant débloquent ce dossier. Avec la fermeture de Pétromont, ce serait des milliers d'emplois qui disparaîtraient dans le domaine de la pétrochimie.

«Tout le monde réclame l'aide du gouvernement fédéral qui se débat avec un déficit de \$35 ou \$36 milliards», a rétorqué M. Mulroney. «Nous avons déjà aidé Pétromont dans le passé», a-t-il ajouté. Il attend de MM. Tellier, Bolduc et Veilleux qu'ils

soumettent un rapport sur le genre d'interventions susceptibles d'être utilisées favorablement par le gouvernement du Québec et celui du Canada.

Plus tôt dans la journée, M. Bourassa avait déclaré vouloir faire pression sur Ottawa pour qu'il bloque l'offre d'achat de la raffinerie Gulf par la multinationale Ultramar, laquelle a déjà annoncé son intention de fermer cette raffinerie située dans l'est de Montréal. «J'en ai parlé avec M. Mulroney, et j'en ai conclu qu'il y avait encore de l'espoir», a soutenu le nouveau premier ministre du Québec. Gaz Métropolitain veut également acheter Gulf, mais en gardant ses installations ouvertes.

Ottawa a déjà mis sur pied un comité ministériel pour assurer la relance de l'est de la métropole. Hier le premier ministre Mulroney a lancé l'idée de le transformer en comité conjoint en invitant le gouvernement du Québec à s'y joindre. Ce même appel vaut aussi pour la Ville de Montréal, de sorte qu'on se retrouverait alors avec un comité tripartite.

Les deux premiers ministres ont, en fait, profité de leur premier face-à-face officiel pour faire un tour d'horizon des questions importantes concernant leurs gouvernements respectifs, avec une attention particulière à l'économie et à la création d'emplois. On a par exemple abordé le cas de la papeterie de Matane et de la relance d'ITT Rayonier à Port Cartier, sans que rien de bien concret en ressorte cepen-

EN BRIEF

Famille

acquittée

■ Un troisième membre d'une même famille a été acquitté, hier, à Québec, des accusations portées contre lui à la suite d'une importante saisie de cocaïne. Le 2 avril dernier, la Gendarmerie royale du Canada saisissait dans un coffre-fort, au domicile de la famille de Yves Boutin, à Sainte-Appoline de Montmagny, 1 000 grammes de cocaïne d'une valeur d'environ \$1 million et deux revolvers chargés. Représentés par les criminalistes Lawrence et Richard Corriveau, père et fils, les trois prévenus optaient pour des procès séparés.

Dans un premier temps, la mère, Lilliane, a été libérée au stade de l'enquête préliminaire, le tribunal ayant conclu qu'il y avait absence de preuves. Le fils, Alain, a été acquitté parce que la preuve au procès a permis d'établir qu'il n'avait pas accès au coffre et en ignorait la combinaison. Finalement, le père, Yves Boutin, a été acquitté par un jury, hier, malgré une déclaration faite aux policiers dans laquelle il admettait avoir été le seul à connaître la combinaison du coffre et son contenu. Au cours du procès, il a toutefois nié la teneur de cette déclaration, expliquant qu'il avait voulu ainsi protéger son fils.

Pas de

divorce

■ La trêve des confiseurs doit également être celle du divorce, estime un juge américain, qui a décidé que les fêtes de Noël ne devaient pas être ternies par des divorces. Le juge Joe LeMasters, 42 ans, a annoncé à Eufaula, Oklahoma, qu'il n'y aurait pas de divorces pendant cette période. À partir de lundi et jusqu'au 3 janvier, les candidats à la rupture devront patienter. La principale raison pour laquelle j'ai décidé cela, ce sont les familles avec des enfants mineurs, a fait valoir le magistrat, cité, vendredi, par le quotidien USA Today. C'est leur meilleure période de l'année et ce n'est pas le moment où ils devraient choisir de vivre avec papa ou avec maman. Marié depuis 23 ans et père de trois enfants, le juge LeMasters est un récidiviste en la matière. Il a déjà suspendu l'octroi des divorces pendant les fêtes à de nombreuses reprises.

dant. Là aussi, comme pour l'est de Montréal, des faits ne concordent pas. MM. Tellier, Veilleux et Bolduc en discuteront également au cours de leur réunion de lundi.

La rencontre d'hier entre les premiers ministres, qui s'est tenue dans un hôtel de la métropole, ne devait durer que trente minutes. MM. Mulroney et Bourassa n'en sont toutefois sortis qu'au bout de deux heures.

D'autres questions y ont été abordées, notamment le Sommet francophone et le libre-échange. Mais le dossier constitutionnel semble avoir fait surface avec force, lui aussi. M. Bourassa paraît déterminé à faire adhérer le Québec à l'accord constitutionnel de 1982. Une attitude partagée par M. Mulroney, qui aimerait voir le Québec s'y joindre avec «enthousiasme et honneur».

Le chef libéral continue de réclamer un droit de veto pour le Québec (dont pourraient aussi profiter les autres régions du Canada), droit qui lui avait déjà été offert dans le passé. Il admet toutefois que cela sera difficile.

Pour sa part son vis-à-vis fédéral laisse entendre que M. Bourassa défendra efficacement les intérêts du Québec là-dessus: «Nous savons, de dire M. Mulroney, que n'importe quel gouvernement du Québec qui se respecte n'apposera pas sa signature (sur un document constitutionnel) à moins d'être absolument convaincu des bienfaits, de l'importance de ce geste.»

liards.

M. Lévesque a déclaré qu'Ottawa devra revoir sa position, même s'il n'entretient pas trop d'espoir de ce côté-là. Le représentant libéral a indiqué qu'il avait une bonne idée de ce que contiendrait son mini-budget de la semaine prochaine. Les restrictions fédérales n'affecteront pas le budget de cette année, a mentionné M. Lévesque, mais celui qui débutera en avril prochain.

Ottawa soutient que ses dépenses sociales envers les provinces se chiffrent à \$90 milliards au cours des cinq prochaines années. Il a promis que les transferts augmenteraient annuellement d'un montant au moins égal au rythme de l'inflation.

dossier politique dans cette affaire puisque des analyses et des études avaient été faites par des fonctionnaires.

«C'est vrai qu'un protocole d'entente a été accordé mais cela a exigé de deux à trois ans de préparation. Cela va nous prendre encore un mois et demi avant de nous structurer et l'embauche de chefs cuisiniers est conditionnelle à la demande que nous aurons», a-t-elle précisé.

La Quotidienne à trois chiffres à quatre chiffres
Tirage d'hier 615 3940

LA MÉTÉO

Samedi 14 décembre 1985
AUJOURD'HUI: Min.: -12° Max.: -10°
DÉGAGEMENT
DEMAIN: FAIBLE NEIGE



50 6 01

Québec

	Min.	Max.	Aujourd'hui
Abitibi	-30	-20	Ensoleillé
Outaouais	-14	-12	Ensoleillé
Laurentides	-20	-16	Ensoleillé
Cantons de l'Est	-12	-6	Neige
Mauricie	-10	-8	Neige
Québec	-16	-6	Dégagement
La-Saint-Jean	-20	-16	Neigeux
Rimouski	-8	-6	Neige
Gaspésie	-10	-3	Neige
Bas-Caraïbe	-12	-7	Neige
Sept-Îles	-12	-7	Neige

Canada

	Min.	Max.	Aujourd'hui
Victoria	-5	-5	Neigeux
Edmonton	-20	-16	Ensoleillé
Regina	-29	-21	Ensoleillé
Winnipeg	-27	-13	Ensoleillé
Toronto	-2	2	Neigeux
Fredericton	-18	-4	Neige
Halifax	-10	-4	Neige
Charlottetown	-10	-4	Neige
Saint-Jean	-5	-1	Neige

États-Unis

	Min.	Max.		Min.	Max.
Boston	-3	6	N.-Orléans	10	22
Buffalo	-1	1	Pittsburgh	0	10
Chicago	-14	-6	S. Francisco	2	10
Miami	21	27	Washington	4	18
New York	3	10	Dallas	-2	2

les capitales

	Min.	Max.		Min.	Max.
Amsterdam	3	8	Madrid	1	9
Athènes	10	16	Moscou	-6	-5
Acapulco	19	33	Mexico	4	24
Berlin	-2	2	Oslo	3	5
Bruxelles	0	3	Paris	1	2
Buenos Aires	15	25	Rome	8	13
Copenhague	-3	2	Stockholm	-5	2
Génève	2	4	Stockholm	-9	0
Hong Kong	12	17	Tokyo	2	10
La Caire	12	22	Trinidad	20	30
Lisbonne	7	12	Vienne	2	5
Londres	9	12			

RENTES

SUITE DE LA PAGE A 1

Ottawa a décidé d'harmoniser son régime avec celui du Québec qui est plus généreux envers les retraités.

Par exemple, tous les retraités canadiens pourront recevoir des pensions en tout temps entre 60 et 70 ans. Les prestations pour conjoints ont aussi été majorées dans les autres provinces.

Les participants sont convenus hier de revoir à tous les cinq ans l'évolution des régimes de pensions.

M. Wilson a avoué qu'il n'y avait pas un consensus assez large parmi les provinces pour permettre aux femmes au foyer de

participer au régime de pension. Seules l'Ontario et le Québec y sont favorables.

Assermenté la veille, le ministre des Finances du Québec, M. Gérard D. Lévesque, en était à sa première rencontre avec ses homologues provinciaux. Au début de la journée, il a dit qu'il venait à Toronto avec «humilité, mais détermination».

Mais, sur le fond du problème, M. Lévesque a été obligé de constater l'intransigeance d'Ottawa en ce qui concerne les paiements de transfert.

À compter du 1er avril prochain, Ottawa diminuera de \$350 millions ses transferts aux soins de santé et à l'éducation post-secondaire.

Les coupures augmenteront ensuite d'année en année pour atteindre \$2 milliards lors de l'année fiscale 1990-91. M. Wilson a admis hier que les restrictions dépasseront \$6 milliards pour l'ensemble de la période 1988-1991.

Pour sa part, M. Lévesque a dit que ces coupures «auront un impact sur la qualité des services sociaux offerts» dans la province.

Pour le Québec, la diminution est de \$80 milliards l'an prochain pour augmenter à \$500 millions durant l'année 1990-1991. Echelonnée sur cinq ans, la baisse sera de \$1,5 à \$2 mil-

lions ses transferts aux soins de santé et à l'éducation post-secondaire.

Les coupures augmenteront ensuite d'année en année pour atteindre \$2 milliards lors de l'année fiscale 1990-91. M. Wilson a admis hier que les restrictions dépasseront \$6 milliards pour l'ensemble de la période 1988-1991.

Pour sa part, M. Lévesque a dit que ces coupures «auront un impact sur la qualité des services sociaux offerts» dans la province.

Pour le Québec, la diminution est de \$80 milliards l'an prochain pour augmenter à \$500 millions durant l'année 1990-1991. Echelonnée sur cinq ans, la baisse sera de \$1,5 à \$2 mil-

lions ses transferts aux soins de santé et à l'éducation post-secondaire.

Les coupures augmenteront ensuite d'année en année pour atteindre \$2 milliards lors de l'année fiscale 1990-91. M. Wilson a admis hier que les restrictions dépasseront \$6 milliards pour l'ensemble de la période 1988-1991.

Pour sa part, M. Lévesque a dit que ces coupures «auront un impact sur la qualité des services sociaux offerts» dans la province.

Pour le Québec, la diminution est de \$80 milliards l'an prochain pour augmenter à \$500 millions durant l'année 1990-1991. Echelonnée sur cinq ans, la baisse sera de \$1,5 à \$2 mil-

lions ses transferts aux soins de santé et à l'éducation post-secondaire.

Les coupures augmenteront ensuite d'année en année pour atteindre \$2 milliards lors de l'année fiscale 1990-91. M. Wilson a admis hier que les restrictions dépasseront \$6 milliards pour l'ensemble de la période 1988-1991.

Pour sa part, M. Lévesque a dit que ces coupures «auront un impact sur la qualité des services sociaux offerts» dans la province.

Pour le Québec, la diminution est de \$80 milliards l'an prochain pour augmenter à \$500 millions durant l'année 1990-1991. Echelonnée sur cinq ans, la baisse sera de \$1,5 à \$2 mil-

GARON

SUITE DE LA PAGE A 1

de les populariser et d'en faire profiter le plus grand nombre. Nous y travaillons d'ailleurs depuis 1978», a-t-il précisé.

M. Renaud Cyr est propriétaire du Manoir des Érables de Montmorency, une auberge classée historique par le ministère des Affaires culturelles. Il y a

trois ans, un incendie avait détruit une partie du Manoir et M. Cyr avait obtenu en octobre 1983 une subvention PECEC de l'OPDQ au montant de \$90 000 pour sa reconstruction.

Selon certaines sources, M. Cyr aurait noué des liens d'amitié avec l'ex-ministre de l'Agriculture qui avait organisé plusieurs réunions ministérielles au Manoir des Érables et on dit que l'ex-premier ministre Lévesque

y avait sa chambre réservée.

L'aubergiste avait également fait partie à titre de chef d'équipe de soutien de la délégation du Québec qui avait accompagné M. Garon aux Olympiades culinaires de Francfort l'an dernier.

Mme Cyr, qui a travaillé pour M. Garon lors de la campagne à la présidence du Parti québécois, a déclaré à LA PRESSE qu'il ne fallait pas voir de

dossier politique dans cette affaire puisque des analyses et des études avaient été faites par des fonctionnaires.

«C'est vrai qu'un protocole d'entente a été accordé mais cela a exigé de deux à trois ans de préparation. Cela va nous prendre encore un mois et demi avant de nous structurer et l'embauche de chefs cuisiniers est conditionnelle à la demande que nous aurons», a-t-elle précisé.

Une remise de diplômes à l'Institut Archambault

«Si au moins mes études pouvaient m'ouvrir les portes du pen»

■ Vêtu de la traditionnelle toge des gradués qu'il avait enfilée par dessus ses vêtements gris et vert de prisonnier, Michel Guillet, 28 ans, était ému hier après-midi en recevant son baccalauréat ès arts à l'intérieur du pénitencier à sécurité maximum Archambault où il purge une longue peine.

ANDRÉ PÉPIN

«Aujourd'hui, les journalistes ne sont pas ici pour décrire les activités d'un bandit, mais pour constater que j'ai surmonté tous les obstacles pour me mériter ce parchemin», a déclaré le récipiendaire.

Dans le petit local bien gardé où la cérémonie s'est déroulée, d'autres détenus qui participent aux différents programmes de formation offerts par les services correctionnels ne menaçaient pas leurs applaudissements. Un immense gâteau, littéralement bourré de cerises, a été partagé dans une atmosphère de joie et d'amitié.

Daniel Benson, 23 ans, un autre détenu qui a choisi de s'inscrire, a pour sa part reçu, après trois ans d'efforts, son diplôme d'études collégiales. Il entreprendra en janvier des études en théologie dans l'espoir de se faire prêtre. Il est sérieux dans ses intentions, soutiennent les autorités: Son père, Raoul, était là hier pour l'encourager. Le père aussi est condamné à 25 ans de réclusion, pour le même meurtre commis. Lui aussi, un ancien technicien en électronique, s'est inscrit à des études universitaires en psychologie. Tous deux ne sortiront pas du pénitencier avant une vingtaine d'années, à moins que la législation ne soit amendée.

Enfin, il y avait Pierre Gra-

vel, 28 ans, diplômé à la fin de ses études collégiales. Il entend poursuivre des études en lettres. Pierre sortira du pénitencier dans trois ans.

L'amitié profonde

Une amitié profonde lie ces étudiants marginaux qui doivent consacrer de nombreuses heures de travail et d'études pour rattrapper... le temps perdu.

Le professeur Lucien Morin, de l'université Laval et le directeur du collège Marie-Victorin, M. Jacques Lafontaine, ont tous deux rendu d'émouvants témoignages aux détenus qui, malgré de lourdes peines à purger, ont décidé de mettre tous les efforts nécessaires à la poursuite d'un véritable idéal.

Michel Guillet se souvient des difficultés qu'il a rencontrées depuis 1980. Il ne connaissait pas les techniques de travail exigeantes de l'université. Des professeurs ont même cru qu'il devrait reprendre une partie de ses études secondaires. «Je voulais réussir à n'importe quel prix. J'ai grandi dans un milieu pauvre à tous les points de vue, j'ai voulu enrichir ma personnalité et j'ai réussi», explique Guillet avec fierté.

Les Guillet, Benson et Gravel sont tous d'accord pour affirmer qu'il n'est pas facile d'entreprendre une action positive à l'intérieur d'un pénitencier à sécurité maximum. Il faut oublier la longueur de la peine à purger pour construire un édifice humain tout neuf. Devenir un exemple derrière les murs, «c'est toute une commande», admet Daniel Benson.

Michel Guillet deviendra-t-il un travailleur efficace chez les délinquants? Daniel Benson sera-t-il prêtre? Son père Raoul



Depuis longtemps Michel Guillet rêvait de poser le mortier sur sa tête et de revêtir la toge des gradués d'université.

réussira-t-il à servir un jour efficacement la société? Pierre Gravel écrira-t-il? Animera-t-il des groupes? Ils y croient tous fermement. «Si seulement mes études pouvaient m'ouvrir la grande porte du pen», déclare, souriant, Michel Guillet.

Dans l'ensemble des institu-

tions carcérales, seulement 1 p. cent des détenus ont complété des études universitaires. Le responsable des programmes, le docteur Laurent Isabelle, a invité les détenus à donner l'exemple puisque 20 p. cent d'entre eux sont illettrés.

Le programme en vigueur à

Archambault a été mis sur pied en 1980 et a permis à quatre détenus de terminer leurs études collégiales et universitaires. L'établissement offre ce programme en collaboration avec la faculté de l'Éducation permanente de l'Université de Montréal.



Daniel Benson et son père Raoul sont tous deux condamnés à purger 25 ans de pénitencier. Daniel rêve de prêtrise et son père étudie la psychologie. Toutes les semaines, Manon Benson rend visite à son frère et son père.

Entente de principe chez Steinberg

■ Il y a de bonnes chances que la grève qui menaçait d'éclater chez Steinberg n'ait pas lieu: une entente de principe est intervenue hier et, selon un porte-parole de la compagnie, le syndicat s'est engagé à recommander à ses membres l'acceptation des offres patronales.

Les représentants de Steinberg et ceux du local 501 de l'Union des employés de commerce négociaient depuis 11 heures hier matin dans l'espoir d'éviter la grève des 1 100 employés d'entrepôt. L'accord de principe est intervenu en fin d'après-midi.

L'assemblée qui devait avoir lieu dimanche après-midi pour prendre un vote de grève sera donc saisie plutôt des dernières offres patronales. Un porte-parole de Steinberg a déclaré que les négociateurs syndicaux se sont engagés formellement à en recommander l'acceptation.

Selon le porte-parole syndical, M. Gilles Rollin, trois points separaient encore les parties jouées: les salaires, les congés statutaires et les congés de maladie.

Au plan salarial, le syndicat exigeait la parité avec les chaînes d'alimentation concurrentes telles Provigo, Métro et IGA, qui paient leurs employés environ \$25 de plus par semaine.

Au sujet des journées de maladie, le local 501 voulait les uniformiser à neuf jours par an pour tous les employés. Quant aux congés statutaires, le syndicat réclamait une demi-journée la veille de Noël et une autre demi-journée la veille du jour de l'an.

Voleurs de cartes de crédit arrêtés

■ La Sûreté du Québec a annoncé hier qu'elle venait de démanteler un important réseau qui se spécialisait dans le vol des cartes de crédit.

Dans le cadre d'une enquête entreprise il y a deux ans avec la collaboration des institutions bancaires touchées, l'escouade des crimes économiques de la SQ a effectué 75 perquisitions et interrogé une centaine de personnes.

Deux suspects, Alfred McCrea, 51 ans, et Fernand Séguin, 44 ans, ont comparu en Cour des sessions de la paix, hier, à Montréal, sous diverses accusations.

Selon la SQ, d'autres individus pourraient être mis en accusation au cours des prochains jours en rapport avec cette affaire.

Les policiers ont aussi récupéré des biens de toutes sortes d'une valeur de \$50 000 à \$100 000 qui auraient été achetés frauduleusement avec les cartes de crédit volées.

Les pertes encourues par les banques s'élèveraient à \$2 millions.

— PC

STCUM: les tests d'autobus articulés sont commencés

■ Les rues de certaines municipalités de l'île de Montréal servent actuellement aux essais d'un prototype d'autobus articulé Volvo, sur des circuits du boulevard Gouin, de l'avenue du Parc et de Baie-d'Urfé.

«Le gros test, dit Gilles Gagnon, chef au génie industriel de la STCUM, s'est probablement passé dans le Vieux-Montréal. Imaginez un peu un autobus de cet acabit être à même de tourner dans les petites avenues et ruelles.»

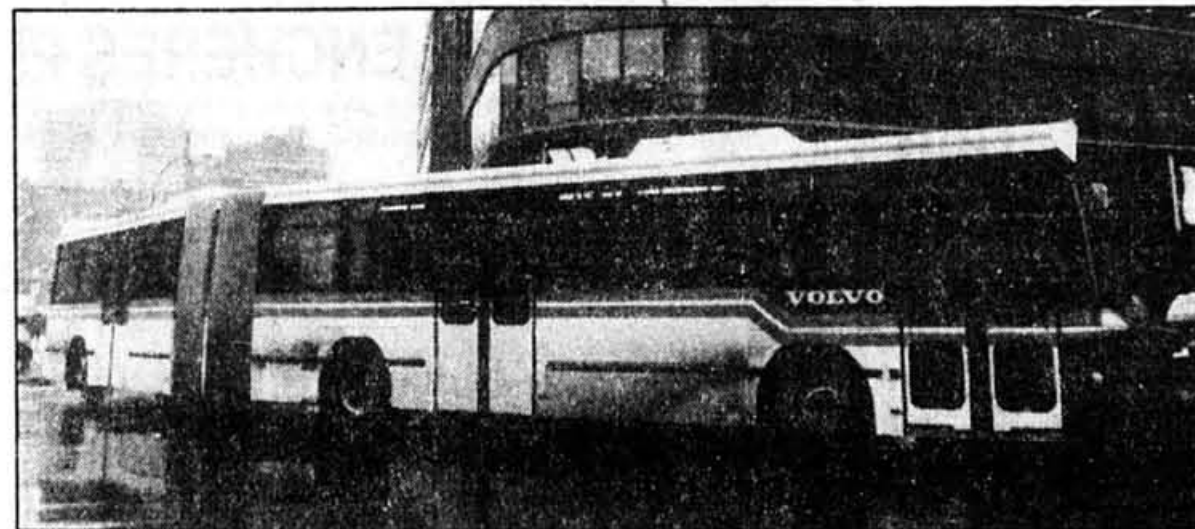
Ce modèle suédois n'est pas retenu pour autant. La STCUM devrait en effet faire l'essai de plusieurs autres prototypes: belge (Van Hool), français (Renault), canado-hongrois (Igarus-OB1).

Les tests permettront de répondre à un certain nombre de questions sur la fiabilité de ce type de

véhicule durant les hivers montréalais et ses capacités de s'adapter au système routier de la métropole.

En tout cas, le chauffeur et les passagers rencontrés par LA PRESSE semblent pleinement satisfaits du véhicule. Le premier, Jacques Aubin, 30 ans de métier, ne s'obstine pas longtemps: «Je ne sais pas lequel ils (la STCUM) choisiront, mais celui-ci est un véhicule tout terrain.»

Le ministère des Transports du Québec, comme la STCUM, volent l'utilisation de ce type de véhicule comme particulièrement rentable, s'il peut trouver la faveur populaire sans inconvénient. On estime en effet que deux autobus de la sorte remplacent trois véhicules actuels. Ces autobus coûtent \$400 000 pièce.



Ce type d'autobus-articulé, si Montréal, Sherbrooke, Laval et Québec l'adoptent, pourrait aider aux efforts de compression budgétaire du ministère des Transports du Québec.

Les époux Zurlo sont reconnus coupables d'homicide involontaire

■ Aldo Zurlo, 19 ans, et sa jeune femme de 21 ans, la danseuse à gogo Charlotte Selby, ont été déclarés coupables d'homicide involontaire, hier.

LÉOPOLD LIZOTTE

relativement à la mort de leur bébé de 29 jours. Les jurés ont rendu leur verdict beaucoup plus rapidement qu'on le prévoyait, soit 23 heures seulement après le début de leurs délibérations.

Les deux jeunes gens sont passibles de la prison à perpétuité, mais ils peuvent également s'en tirer avec la plus légère des peines, la loi accordant au juge en pareils cas beaucoup de latitude. Ils reviendront en cour jeudi pour les représentations concernant les sentences.

En fait, le jury les a également déclarés coupables sous les accusations accessoires — et d'une certaine façon incluses — de négligence criminelle et de défaut de soins mettant la vie de l'enfant en danger.

C'est pour cette raison que le

juge Claire Barrette-Joncas n'a entériné que leur première décision. Et c'est donc pour homicide qu'ils seront châtiés.

Au moment du verdict, Charlotte Selby a perdu connaissance dans le box, pendant que son mari, toujours aussi imperturbable, ne faisait que baliser les yeux dans sa direction. Pendant tout le procès, il semblait feindre de ne pas la voir.

Rien n'avait été négligé par les procureurs de la défense, Mes Alexandre Spagnoli et Jean-Paul Braun, pour tenter d'attirer la sympathie sur leurs clients. Le père, en particulier, avait été ballotté pendant toute sa jeunesse entre des familles d'accueil qui ne pouvaient l'endurer bien longtemps, et des institutions où son caractère difficile en faisait un cas-problème.

Le point tournant de la cause fut peut-être la matinée où le procureur de la Couronne, Me France Charbonneau, fit accepter en preuve une quinzaine de photos du petit être souillé et décharné qui n'avait jamais été nourri convenablement pendant

une seule journée de sa courte existence.

Alors que, dans bien des cas, les clichés macabres sont rigoureusement exclus, le juge a ordonné qu'ils soient remis aux jurés. La Couronne y voyait la plus évidente preuve que ce jeune homme et cette jeune femme, malgré toutes les déficiences dont on les disait atteints, n'avaient pu ne pas se rendre compte qu'ils étaient en train de tuer leur bébé à force de ne pas s'en occuper.

Il y eut aussi les témoignages professionnels, un peu contradictoires comme toujours. Mais celui du dernier psychiatre entendu, vendredi dernier, allait être dévastateur.

Les deux accusés, a-t-il soutenu, ne pouvaient pas ne pas être responsables de leurs gestes et, surtout, de leur négligence pendant les brèves journées qui ont suivi la naissance du petit. Ils ne pouvaient pas ne pas se rendre compte que l'enfant était en train de mourir. Ils étaient en état de requérir de l'aide mais ils ne l'ont pas fait.

Le plus grand réseau Réa au Québec

Le Régime d'épargne-actions

vous permet d'économiser de l'impôt au Québec. Ce régime avantageux est disponible auprès d'une des succursales de la Fiducie du Québec ou des 1 000 caisses participantes.

Vous trouverez chez nous un service de qualité et une information détaillée. Nos guides, nos bulletins et nos relevés de portefeuille sont complets et précis. Ils vous aideront à comprendre le régime et à faire le point sur votre situation.

Si vous possédez déjà un Réa chez un autre courtier, n'hésitez pas à le transférer à la Fiducie du Québec pour profiter des avantages du plus grand réseau Réa au Québec.

Renseignez-vous davantage auprès de votre caisse ou d'une succursale de la Fiducie du Québec.



Fiducie du Québec

Le rendement, c'est important; le service l'est tout autant.

La catastrophe de Gander

BILAN FINAL: 256 MORTS Boîtes noires inutilisables ?



Une militaire tient à jour une liste des parents de victimes qui sont entrés en contact avec la base de Fort Campbell, destination du DC-8 qui s'est écrasé à Gander. photo AP

Le pilote aurait omis le dégivrage

■ GANDER — Le pilote du DC-8 qui s'est écrasé jeudi n'avait pas effectué le dégivrage de routine de l'appareil avant de décoller par temps de gel, mais on ne sait si cet élément a joué un rôle dans l'accident.

Le dépôt de glace formé sur les ailes avait été considéré comme un élément à prendre en compte dans divers accidents mortels précédents, notamment celui de l'hiver 1982 à Washington.

M. John Pittman, directeur de l'aéroport de Gander, s'est refusé à spéculer sur le non-dégivrage, soulignant que cette décision relevait des seuls pilotes. Il s'est refusé à dire si les conditions météorologiques réclamaient un dégivrage même préventif.

Un mélange de brume givrante et de neige était tombé durant la nuit sur Gander et, au moment de l'accident, la température était de moins 3,8 degrés C.

En vol, les avions disposent de leur propre système de dégivrage, mais à terre l'opération se fait manuellement.

Pour sa part, à Londres, un ancien pilote de la Arrow Air l'a accusée, hier, de ne faire aucun «entretien préventif» de ses avions.

«Ils n'effectuaient les réparations que lorsque les choses brisaient», affirme M. James Court dans une interview téléphonique.

M. Court signale, de plus, que la compagnie paye ses pilotes à l'heure, ce qui incite plusieurs à travailler durant de nombreuses heures, malgré la fatigue.

De son côté, le lieutenant-général Egil J. Ingebrigtsen, commandant norvégien de la Force de paix multinationale au Proche-Orient, a déclaré hier que cette force allait cesser d'avoir recours aux services d'Arrow.

Le général Ingebrigtsen a précisé qu'il en serait ainsi tant que l'enquête sur la tragédie de Gander ne serait pas complétée.

Pour sa part, le Commandement américain du transport des troupes a fait savoir qu'il allait peut-être résilier le contrat passé avec la société Arrow Air tant que l'enquête sur la tragédie de Gander ne sera pas complétée.

Cependant, pour sa part, le «Military Air Command», un utilisateur beaucoup plus important des transporteurs privés pour le personnel du Département de la défense, ne songe pas à mettre fin à son contrat avec Arrow.

— AP, Reuter et UPI

■ Le Pentagone a annoncé hier que 248 militaires ont trouvé la mort à Gander, jeudi, dans l'accident du DC-8 d'Arrow Air, et non 250 comme on l'avait d'abord indiqué. L'accident a donc fait au total 256 morts, y compris les huit membres d'équipage.

L'enquête en vue de déterminer la cause du désastre se poursuivait fébrilement, hier. Pas moins de 300 enquêteurs, spécialistes et membres des forces de sécurité, se trouvent maintenant sur les lieux, dont 140 militaires canadiens, 100 membres de la Gendarmerie royale du Canada, 40 enquêteurs canadiens et 32 militaires américains.

On a cependant rejeté l'hypothèse d'un attentat terroriste arabe. Deux groupes extrémistes en avaient revendiqué la paternité jeudi soir.

Selon le Bureau canadien de la sécurité aérienne (BCSA), les deux boîtes noires du DC-8 ne livreront malheureusement pas leurs secrets facilement; elle ont été fortement endommagées.

Les enquêteurs du BCSA qui, dans la nuit de jeudi à hier, ont acheminé les deux boîtes noires de Gander au Centre national de la recherche scientifique du Canada (CNRC) à Ottawa, n'ont pu tirer aucune information d'un premier examen.

Boîte calcinée

La boîte contenant les données de vol, d'un modèle ancien, a été trouvée calcinée. La bobine de l'enregistrement des conversations entre la cabine de pilotage et la tour de contrôle de l'aéroport de Gander est brisée et ne sera peut-être pas en mesure de révéler quoi que ce soit.

Le BCSA a par ailleurs décidé d'ouvrir une enquête publique au terme de l'enquête préliminaire actuellement en cours. Une enquête publique complète est nécessaire pour servir l'intérêt public en matière de sécurité aérienne, a déclaré M. Bernard Deschênes, président du BCSA.

Quoi qu'il en soit, le président Ronald Reagan a ordonné hier que les drapeaux de la Maison-Blanche soient mis en berne en mémoire des victimes de la tragédie.

Et le secrétaire à la Défense Kaspar Weinberger a ordonné, pour sa part, que les drapeaux soient mis en berne dans toutes les installations militaires américaines dans le monde. «Ils le resteront jusqu'à l'inhumation des victimes», a déclaré M. Weinberger.

De retour pour Noël

Le quadriracteur de Arrow



Des experts du Centre national de la recherche à Ottawa examinaient hier les boîtes noires du DC-8 qui s'est écrasé à Gander. Les appareils ont été endommagés et l'on se demandait hier si l'on pourrait en tirer des informations sur la cause de la catastrophe. photo CP

Air, compagnie dont le siège social est à Miami, était parti du Caire. Il avait fait une première escale à Cologne, en Allemagne de l'Ouest, et une seconde à Gander pour y faire le plein. Il devait poursuivre sa route vers Fort Campbell, au Kentucky, base du 3e bataillon du 502e Régiment d'infanterie de la 101e Division aéroportée (parachutistes) attachée à la Force de paix multinationale du Sinaï.

Les 248 militaires rentraient chez eux pour les fêtes de Noël

après un séjour de six mois dans le Sinaï.

La tragédie aérienne est la pire de l'histoire des forces armées américaines. Elle porte à 1948 le nombre de victimes du trafic aérien cette année, la plus meurtrière depuis le début de l'aviation.

Les cadavres des passagers et des membres d'équipage ont été déposés dans une morgue improvisée dans un hangar de l'aéroport. Un porte-parole militaire

Bonne étoile...

■ TEL AVIV — Chris Carlin, un soldat américain membre de la Force multinationale du Sinaï, doit la vie à son frère.

Carlin, 23 ans, originaire de Keene, au New Hampshire, devait prendre le DC-8 qui s'est écrasé jeudi matin à Gander. Mais il est demeuré au Proche-Orient parce que son frère était venu le voir.

Carlin a déclaré de sa chambre d'hôtel à Tel Aviv qu'il était atterri et bouleversé par l'accident.

Mais il a toujours l'intention de retourner aux États-Unis, la semaine prochaine, à bord d'un autre appareil affrété pour les soldats américains de la Force multinationale.

Un autre chanceux: le soldat Eric Harrington, de Lake City, en Floride, qui n'avait pu s'embarquer à bord du DC-8 qui s'est écrasé parce qu'il avait perdu son passeport, au grand soulagement de sa famille, d'ailleurs.

«C'est un miracle. Il nous a téléphoné pour nous rassurer et nous faire savoir qu'il rentrerait probablement la semaine prochaine, dès qu'il aura un nouveau passeport», a précisé sa mère, Mme Johnnie Harrington, à l'agence UPI.

Les militaires américains en poste au Moyen-Orient sont tenus de présenter leurs passeports en raison des possibilités d'actes de piraterie.

— AP et UPI

Résultats

(((636))) 3 5 7 8 25 26							no comple- mentaire	23
Tirage du 13-12-85								
					GAGNANTS		LOTS	
					6/6 0		377 236,00\$	
					5/6 + 9		7 451,50\$	
					5/6 224		374,20\$	
					4/6 8 534		36,30\$	
Prochain gros lot					Ventes totales: 1 850 629,00\$			
747 000,00\$					approx.			

Mise-tôt 2 13 19 29
GAGNANTS LOT
372 134,40\$

Provincial		La Quotidienne		Mini	
Tirage du 13-12-85		Semaine du:		Tirage du 13-12-85	
NUMÉROS LOTS		07-12-85		NUMÉROS LOTS	
4548462 500 000\$		3 4		657056 50 000\$	
548462 50 000\$		SAMEDI 380 4864		57056 5 000\$	
48462 1 000\$		LUNDI 552 5439		7056 250\$	
8462 100\$		MARDI 192 7121		056 50\$	
462 25\$		MERCREDI 256 5266		56 5\$	
62 10\$		JEUDI 281 4873			
		VENDREDI 615 3940			

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de dispute entre cette liste de numéros gagnants et la liste officielle, cette dernière a priorité.

Résultats

Mini		1 lot boni		812M620	
NUMÉROS LOTS		de 25 000\$			
657056 50 000\$				207H739	
57056 5 000\$				522H101	
Tirage du 13-12-85		5 lots bonis de		617P290	
7056 250\$		5 000 \$ chacun		583H1908	
056 50\$				211J654	
56 5\$		numéros non-décomposables			

250 lots bonis de 500 \$ chacun

110H338	130J980	643J772	552K032	530L437	329M616	223P239
117H279	133J330	649J995	579K361	554L119	344M164	224P207
127H940	144J669	677J778	553K414	555L642	348M208	242P641
144H184	177J123	702J138	623K488	607L316	350M587	246P617
158H778	180J735	715J627	632K531	617L982	366M205	256P170
177H217	214J469	726J924	663K022	631L848	375M937	268P778
182H039	235J671	741J736	663K432	660L797	390M259	273P471
182H685	238J063	772J288	679K530	658L287	394M846	344P250
186H124	248J625	788J666	680K464	715L971	41CM6E5	345P251
207H167	254J465	792J116	690K140	734L411	429M062	354P833
242H869	260J904	800J230	691K151	747L158	454M080	409P132
312H255	280J309	804J573	723K215	757L438	456M030	415P025
328H045	280J902	817J807	751K344	762L907	505M529	416P515
389H169	300J056	855J781	770K182	773L377	544M020	421P943
395H794	322J906	159K234	779K095	826L308	544M459	465P822
400H408	328J266	151K412	815K539	840L481	610M814	468P731
440H172	334J646	163K820	839K255	846L424	612M805	473P234
447H098	335J132	261K054	842K831	863L475	625M487	484P907
447H359	349J158	262K301	857K914	131M035	629M301	488P799
475H104	357J168	263K564	899K319	131M564	70CM265	491P151
504H818	379J831	264K538	101L521	131M997	713M702	516P025
507H682	413J565	310K576	116L829	143M027	784M736	603P556
508H795	423J592	337K160	117L829	141M465	793M490	603P578
523H884	444J745	353K730	163L550	215M643	854M978	634P355
572H009	474J717	357K529	194L746	227M298	899M638	638P730
631H967	484J185	368K773	277L271	242M760	100P412	654P713
637H122	490J795	385K899	292L655	243M603	109P743	672P209
661H962	496J418	460K667	329L603	244M893	132P906	676P185
688H212	526J258	477K155	366L562	256M244	137P387	689P850
689H147	581J096	477K467	403L728	277M658	155P964	803P766
808H412	581J138	483K915	454L650	295M241	158P416	859P417
835H407	602J972	495K507	490L560	300M314	167P908	866P140
886H680	603J671	501K419	492L431	308M391	171P623	878P037
107J490	623J887	525K816	458L026	322M939	173P852	885P620
118J828	632J227	546K240	509L392	329M298		

VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES EN 5 SÉANCES

Importante vente aux enchères par catalogue avec plusieurs pièces et consignations de plusieurs successions, consignateurs, et/ou notre propre compte.

VISITE: Vendredi 13 déc. 10 h - 21 h
Samedi 14 déc. 10 h - 17 h
Dimanche 15 déc. 10 h - 17 h
Dimanche 22 déc. 11 h - 13 h
(Désolé, pas d'enfants)

ENCAN: Lundi 16 déc. 19 h
Mardi 17 déc. 19 h
Mercredi 18 déc. 19 h
Jeudi 19 déc. 19 h
Dimanche 22 déc. 13 h



FRANK HANS (FRANZ) JOHNSTON
ARCA, OSA (1888-1949) Huile sur panneau



Deux statuettes en bronze,
sujets égyptiens, à la manière
d'Emile-Louis Picault.



M.A. FORTIN ARCA
Matériaux divers



Lampe de table Tiffany



Piano à queue



René Richard
Huile sur panneau

MEUBLES: Piano mécanique en acajou, salle à manger antique de style Louis XVI à 9 mcs., 10 chaises de salle à manger style Chippendale, cabinet-vaisselier avec portes de verre bombé, encoignure de vitre courbée, vitrines ornées de marqueterie, commode avec fournaies en bronze, bibliothèque-secrétaire chinoise en bois laqué, coffre en palissandre avec incrustations de nacre, causeuse Queen Anne antique, mobilier de salon chinois en palissandre, salle à manger Sheraton à 10 mcs., tables à dîner à trois piédestals Chippendale et Sheraton, bureau et fauteuil Louis XV, console style Boulle, commodes marquetées aux dessus en marbre, table ronde avec marqueterie, tabourets, fauteuil miniature, mobilier de salon Sheraton orné de marqueterie, mobilier de salon style Louis XV, piédestal en onyx, causeuse Empire, bureau américain avec haut en forme de cylindre, fauteuil antique style du temps de Jacques Ier, ensemble de chaises de salle à manger style Louis XV, meubles victoriens, buffets, étagère de curiosités en palissandre.

LAMPES: lampe de table Bradley & Hubbard avec abat-jour en vitrail, lustres en cristal en bronze, lampe de table en cristal taillé à la main avec abat-jour, lampes fixes en bronze doré pour vestibule.

PORCELAINES ET VERRERIE: Choix étendu de porcelaines d'Europe incluant service de table et service à dessert par Rosenthal, articles de table Limoges, grand assortiment de plats, soupières, services à café, pots, compotiers, etc., en bleu sur blanc par Royal Copenhagen et Bing & Gröndahl, compotier Meissen, collection des assiettes Boehm (Lenox) d'édition limitée, figurines par Boehm et Hutschenreuther, service de table aux rebords de cobalt de 65 mcs.

ORIENTALIA: Paravents et cabinets chinois en laque à la coromandel, paravents plants en soie, assortiment de sculptures détaillées en jade et ivoire, netsukés en ivoire, articles choisis en email cloisonné, porcelaine peinte à la main incluant paires de vases, jarres de ginseng, jarres de temple, et jardinières en styles Méditerranée, Canton, Imari, Nippon, etc.

TAPIS, HORLOGES, ARGENT, ETC.: Tapis long antique de Saraband, tapis long antique de Kazakh, petits tapis aubusson de Chine. Horloge et garniture en bronze doré à 3 mcs., horloge de manteau française antique, horloge grand-père en acajou. Paire de candélabres à 5 branches en argent plaqué, service à thé et café Sheffield.

ART CANADIEN: R. Richard, L. Mulholland, R. Jamieson, M. Mauro, R. Gagnon, G. Carrette, F. Labelle, B. Côté, A. Rousseau, C. LeSautour, H. Masson, R. Simpkins, H. Christian, Marie-Claire, R. Cantin, J. Toupliller. ART EUROPEEN: Attribué à Francisco Zurbarán, Bertram Mitford, Gustave Colin, Daniel Sherrin.

PIÈCES DE MONNAIE: Dollars en argent et monnaie canadienne comprenant un dollar 1948, pièces de monnaie en or canadiennes et de pays étrangers.

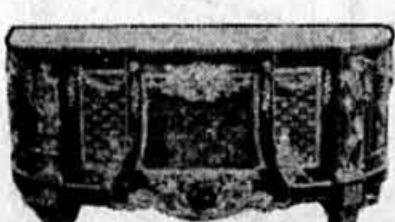
UNE PRIME DE 10% SERA PAYABLE SUR LE PRIX D'ACHAT SUR TOUS
LES ARTICLES ACHETÉS DANS NOTRE VENTE AUX ENCHÈRES.
Consignation toujours acceptée. Notre commission est de 15% jusqu'à \$500. et 10% au-dessus de \$500.,
minimum de \$25. par lot vendu ou non vendu.

EMPIRE INDUSTRIES INC.

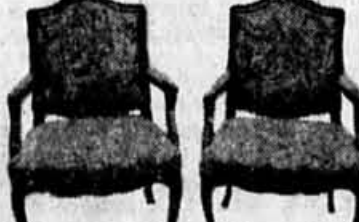
5500 RUE PARÉ
(ouest de Décarie)

737-6586

737-5343



Commode d'après Reinsner
au dessus de marbre



Fauteuils anciens tapissés



Lampe antique
style Tiffany



Bibliothèque anglaise
ornée de bronze

La catastrophe de Gander

TANT QU'ON N'EN CONNAÎTRA PAS LES EFFETS SUR LA SÉCURITÉ Turner demande au gouvernement de surseoir à la déréglementation

■ OTTAWA — L'enquête publique sur l'écrasement d'un DC-8 à Gander devrait être assez large pour englober l'analyse des effets de la déréglementation sur la sécurité aérienne aux États-Unis.

MARIE TISON
de la Presse Canadienne

C'est ce qu'a souhaité hier le chef du Parti libéral John Turner, qui a également recommandé au gouvernement conservateur de ne pas aller de l'avant avec sa propre politique de déréglementation tant que les effets aux États-Unis n'en auront pas été étudiés.

« Selon des arguments lancés aux États-Unis, la déréglementation totale a notamment comme conséquence que les compagnies, dans leurs efforts pour réduire les prix dans un contexte de compétition féroce et ouverte, sont tentées de réduire les coûts, y compris les coûts de maintien des équipements », a déclaré M. Turner à l'issue de la période des questions.

« Je ne dit pas que cet argument est exact, mais je me pose la question. »

En Chambre, le ministre des

Transports Don Mazankowski a indiqué que l'enquête publique, menée par le Bureau canadien de la sécurité aérienne, « examinera tous les aspects de cet accident extrêmement désastreux ».

Il a cependant déclaré qu'aucune étude statistique américaine ne supportait l'hypothèse du chef libéral, à savoir que la déréglementation aux États-Unis ait pu entraîner plus d'accidents et plus de victimes.

M. Turner est revenu à la charge en recommandant au gouvernement de ne pas introduire sa législation déréglementant l'industrie aérienne au Canada avant d'avoir fait une enquête sur les effets de la déréglementation sur la sécurité et le maintien des équipements aux États-Unis.

Aux États-Unis, la déréglementation a pris effet en 1978.

Un mois seulement

M. Turner, de concert avec le député libéral Brian Tobin, a soutenu que les membres des trois partis du comité permanent sur les Transports, incluant le président Pat Nowlan, étaient insatisfaits du peu de temps qui leur avait été alloué pour l'étude de la question de la déréglementation.

M. Tobin a fait observer que le comité n'a eu qu'un mois pour étudier un document de travail du ministère qui a demandé 15 mois de préparation, et qu'il n'avait pu visiter que trois villes du pays.

« Je demande au ministre de permettre au comité de traverser la frontière pour examiner l'expérience américaine, avant de présenter un projet de loi dans ce pays », a-t-il déclaré en Chambre.

Le ministre Mazankowski a déclaré que le comité permanent avait eu amplement le temps de débattre de cette question et qu'il avait pu prendre connaissance de 177 mémoires.

Il a indiqué que le projet de loi sur la déréglementation n'était pas même encore esquissé et qu'il était prêt à entendre les réactions de la population et du comité à ce sujet.

M. Mazankowski a cependant souligné l'urgence de remettre à jour la législation en matière de transport aérien afin de la rendre

conforme aux réalités des années 80.

« Nous ne parlons pas de déréglementer les normes de sécurité au pays, s'est-il défendu. Nous parlons d'une réforme de la ré-

glementation économique. »

« J'espère qu'il a raison, a déclaré plus tard John Turner. Mais je crois que le comité et le Parlement ont une obligation d'examiner cette question. »



télephoto Reuter

Un membre de l'équipe d'enquête ramassait hier des débris du DC-8 des Arrow Airlines qui s'est écrasé jeudi à Gander.

Une vision d'enfer

■ GANDER, T.-N. (AFP) — Une serviette de toilette, un jean encore bien plié, une boîte tordue de Coca-Cola, un sac de toile kakis éventrés : ces quelques objets éparpillés au hasard parmi les arbustes rasés ou calcinés et des morceaux de fuselage éclatés ont tout à coup une âme.

Ce sont les seuls témoins muets de la tragédie qui a fauché soudainement jeudi matin la vie de 248 militaires américains, dont trois femmes, et de huit membres d'équipage d'un DC-8 des Arrow Airlines, attendus à Fort Campbell, dans le Kentucky, par les parents et amis qu'ils n'avaient pas vus depuis leur départ pour la Force Multinationale d'Observation du Sinaï, il y a six mois.

Sur la rive pentue du lac Gander, à une cinquantaine de mètres du bord de l'eau, des odeurs de caoutchouc calciné et de bois brûlé font encore sentir leurs relents hier après-midi.

Les journalistes, autorisés pour la première fois à parcourir du regard le site de la catastrophe, depuis quatre autobus, sont tout étonnés. Il reste relativement peu de traces de cet avion affré par l'armée américaine, dont les débris sont clairsemés sur près de 60 mètres de longueur et une vingtaine de largeur.

Seules pièces bien reconnaissables : un morceau du fuselage long de six mètres, une partie d'un des quatre réacteurs et quelques pièces mécaniques. Le reste semble s'être évaporé. Le quadricycle, qui venait de décoller, a parcouru 300 mètres à partir du moment où il a touché la cime des premiers arbres jusqu'à son écrasement au sol. Près du lac, des équipes canadiennes cherchent encore les restes d'une vingtaine de corps manquants. A cet endroit en cuvette, il n'y a plus le moindre petit sapin ou bouleau, même calciné. Plus rien qu'une vision d'enfer.

Une bonne affaire

■ GANDER, T.-N. (PC) — Se défendant bien de vouloir « paraître morbide », le directeur du Holiday Inn de Gander a signalé hier que, « du strict point de vue commercial », l'écrasement de l'avion des soldats américains constituait une manne pour la ville.

Trois heures après la tragédie, a expliqué M. Ed Oldford, toutes les chambres étaient déjà prises. Le soir, il a fallu installer des lits pliants dans les salles de conférence pour répondre à la demande.

Les chauffeurs de taxi ont raconté la même chose. M. Roy Pickett, par exemple, a transporté des passagers pendant 32 heures d'affilée avant de pouvoir prendre un peu de repos.

La population de Gander est de 10 400. Il s'est rapidement ajouté, après la catastrophe, quelque 75 reporters, cameramen et techniciens des médias canadiens et américains.

En plus, rattachés à l'enquête d'une façon ou de l'autre : 140 militaires canadiens, 100 policiers de la GRC, 40 membres de la Commission canadienne de la sécurité aérienne et 32 dirigeants des forces armées.

Ce n'en est pas moins un sentiment général de tristesse qui règne actuellement à Gander, une ville où à peu près tout le monde possède des liens avec l'industrie aéronautique.

Le dernier désastre aérien à Gander remonte à 1967. L'écrasement d'un avion tchécoslovaque avait alors fait 34 morts.



Pierre Foglia

Villes

■ SAINT-ARMAND — Neige et gris. Ce matin il fait un temps à photographier, un temps à peinture, à poésie, à littérature, bref un temps de culte... Les poteaux de clôture sont coiffés de bonnets blancs pointus, le champ est froissé comme le drap d'un grand lit, et, ma fenêtre est pleine de givre... Des clichés bien sûr, mais je n'y peux rien. Ce n'est quand même pas ma faute si l'hiver se caricature...

VENISE — Neige et gris, je suis allé voir ailleurs. A Madrid, à Kinshasa, Oran, Marseille, et Trèves. A Lucques et Genève. Et à Venise où je ne suis jamais allé en réalité, à cause des pigeons. Je hais les pigeons, leur oeil tout rond, mendiant et chieux, ils passent pour fiers parce qu'ils vont toujours le bec en l'air, mais c'est seulement parce que leur gros derrière de notable les fait pencher par en arrière...

A cause des gondoliers aussi. Je sais qu'il y a à Venise un ou deux restaurants ouverts toute la nuit où les gondoliers vont se saouler et se moquer, entre eux, des jeunes épouses du Kentucky.

Mais surtout, si je ne suis jamais allé à Venise, c'est qu'en venant de chez nous, avant Venise il y a Vérone. Et quand on a réussi à sortir de Vérone, on tombe alors dans Padoue... Pour vous dire qu'à moins d'être très pressé, cela prend normalement toute une vie pour arriver à Venise...

Même que je vous dirais que ce n'est pas vraiment nécessaire d'y aller, qu'il vaut mieux laisser les autres vous en faire cadeau. J'en connais mille, qui m'ont dit : « C'est encore plus beau que je le croyais ». Je réponds : « Non ? Pas vrai ! »... avec tout plein de points de suspension qui les incitent à me raconter Venise. J'en ai mille fabuleuses versions. Alors que si j'y allais je n'en aurais plus qu'une, probablement pleine de gondoliers et de pigeons...

BUFFALO — C'est curieux les voyages, toute une vie pour aller à Venise, cinq minutes pour aller à Buffalo. Vous fermez les yeux, vous vous ennuyez un peu, et voilà, c'est là. Presque rien et déjà trop : c'est Buffalo.

« Où t'es ? Tu ne m'écoutes pas ! » A Buffalo. C'est que j'y vais souvent, entre les repas... (Des gens seuls y attendent la mort. Aucune autre aventure que celle-là ne pourra faire dévier leur attente — Marguerite Duras, *Hiroshima mon amour*)... Aller à Buffalo où à Marguerite Duras, un même itinéraire sous un même ciel pétrifié.

C'est à Buffalo que j'ai vu un jour le numéro tout à fait extraordinaire d'un faiseur de tours qui a sorti un lapin de son chapeau... Attendez, attendez, nous non plus on ne s'est pas laissé impressionner, on s'est mis à huer le faiseur de tours et c'est alors qu'il a sorti un autre lapin, mais cette fois il nous l'a sorti de nulle part, de rien du tout. Comme ça. De la Création pure...

Exactement comme Lui, oui, oui ! Dieu habite à Buffalo. Marguerite Duras aussi, m'a-t-on dit.

KINSHASA — Neige et gris, neige noire, je n'ai jamais rien vu de plus furieusement blanc que Kinshasa, au cœur de l'Afrique, sur la rive d'un grand fleuve glauque nommé Zaire, qui est aussi un pays.

J'y étais pour le combat d'Ali-le-plus-grand contre un espèce de dragon nommé Foreman. Au départ, tout était Noir dans cette histoire. La ville et les deux boxeurs... Mais voilà qu'Ali se met à traiter l'autre de Nègre. Et toute la ville ne fut plus qu'un cri : « Ali bomaye ! », Ali tue-le...

Et voilà, par la grâce d'un cri, Kinshasa et Ali plus blancs que le Ku Klux Klan.

Et voilà le grand fleuve glauque qui n'était plus si sûr d'être un pays.

GENÈVE — J'y ai fréquenté Blaise Cendrars. Comme j'ai bien l'avantage de vous le dire... Il était ami avec Joseph Kundig, le patron de l'imprimerie où je travaillais, rue du Vieux-College, et un jour, il a traversé l'atelier. Quelqu'un me l'a montré de dos et m'a dit :

— Tu sais qui c'est ?

— Non...

— C'est Blaise Cendrars !

— Ah bon !

Je me suis discrètement renseigné. Puis j'ai lu tout ce qu'il avait fait, *L'Or*, *Moravagine*, *Bourlinguer*, dont un chapitre est d'ailleurs dédié à Joseph Kundig...

Mais à part cette fois-là, de dos, je ne l'ai jamais revu. Ça ne m'a pas empêché, pendant longtemps, de raconter que je l'avais bien connu...

Plus maintenant. Ça me vieillit trop. Et puis il est arrivé un incident... Un jour que je disais combien on s'aimait Blaise et moi, quelqu'un m'a demandé :

— Et pour son bras, c'est vrai que ça l'ennuyait tant que ça ?

Je m'en suis bien sorti, mais j'ai eu chaud ! De dos et avec son manteau, j'ai pas remarqué qu'il était manchot...

SAINT-ARMAND — Neige et nuit, il fait un temps à dormir...

Mais vers minuit, j'ai entendu du bruit. J'ai pensé aux voleurs qui souvent vont siphonner les réservoirs des tracteurs du voisin... Je me suis habillé sans lumière. Suis sorti. Tout doucement. J'ai traversé le jardin et la route. Rien...

Rien d'autre que le même hibou que d'habitude. Celui qui a fait son nid sur la lune. La lune qui, incidemment, à Saint-Armand, se prend pour le nombril de la nuit.

Reagan assistera à une cérémonie à la mémoire des victimes

■ WASHINGTON — Le président Ronald Reagan et son épouse assisteront, lundi, sur la base militaire de Fort Campbell, au Kentucky, à une cérémonie à la mémoire des 248 militaires américains de la 101^e Division aéroportée qui ont péri, jeudi, dans l'accident d'avion survenu à Gander, a annoncé la Maison-Blanche, hier soir.

Reagan fera une brève déclaration et s'entretiendra avec les parents des soldats et officiers décédés, a précisé un porte-parole de la présidence.

Dans la journée d'hier, M. Reagan avait ordonné la mise en berne du drapeau qui surmonte la Maison-Blanche afin de rendre hommage aux disparus.

À l'issue de la cérémonie, M.

— AFP

La cigarette n'est pas un « danger déraisonnable »

■ KNOXVILLE, Tennessee (D'après AP) — Un juge fédéral a rejeté hier une poursuite en responsabilité d'un montant de \$55 millions intentée à la société R.J. Reynolds Tobacco Co., arguant qu'un amputé de 51 ans n'avait pas prouvé que les cigarettes fabriquées par la compagnie « présentaient des défauts et représentaient un danger déraisonnable ».

Floyd Roydson, 51 ans, d'Oneida, au Tennessee, avait tenté de faire valoir que le fait d'avoir fumé, toute sa vie, des cigarettes Camel et Winston lui avait causé des problèmes de circulation. Ces problèmes ont empiété à un point tel qu'on a dû lui amputer la jambe gauche en 1983.

Pour sa part, le juge Thomas Hull a fait connaître hier son verdict en faveur de la société R.J. Reynolds au moment où les deux parties assistaient à la fin du procès, qui s'est déroulé devant un jury de six non-fumeurs.

COURS DE CONVERSATION

ANGLAIS ET FRANÇAIS

9 à 17 participants par groupe

LA SESSION DÉBUTE LA SEMAINE DU 13 JANVIER 1986

Jour-intensif	9h00-12h00	84h	199\$	TEST DE PLACEMENT GRATUIT	
Après-midi	13h00-16h00	42h	120\$	7-8-9 janvier	
Soir	18h00-21h00	42h	140\$	12h00-14h00	
Samedi *	9h00-15h30	42h	140\$	16h00-18h00	
(anglais seulement)					
PLUS: 3 semaines intensives					
5 jours par semaine	12h00-15h00	45h	140\$		

INFORMATIQUE

Initiation à l'informatique	100\$	
Initiation au langage Basic I	125\$	VISA
Initiation au langage de Basic II	125\$	
Compabilité informatisée (Lotus 1-2-3)	155\$	
Traitement de texte (Wordstar)	155\$	MasterCard
D Base II	155\$	
Ateliers		

LANGUES DU MONDE

	Italien *	Allemand *	Chinois	Grec	Espagnol * (***)	Portugais	Russe	Japonais	Arabe
Intensif ***	12h00-15h00	45h	140\$						
Après-midi *	13h00-16h00	42h	120\$						
Soir	18h00-21h00	42h	140\$						
Samedi	10h00-13h00	42h	140\$						
Samedi	10h00-13h00	21h	75\$						



INSCRIPTION: 849-8393 713 719

ÉTUDIANT EN ACUPUNCTURE?

Si vous finissez présentement votre 2^e année d'étude en acupunctre dans une école, voici quelques questions que vous devriez vous poser:

Êtes-vous satisfait de vos études?

Êtes-vous satisfait de votre école?

Pensez-vous perdre trop de temps au détriment du contenu?

Ressentez-vous le besoin d'un cours professionnel intensif et complet de révision en acupunctre?

Si vous êtes insatisfait de vos études en acupunctre, téléphonez-nous ou remplissez (sans obligation de votre part) la formule ci-dessous. Notre professeur vous convaincra de la qualité et de la richesse de notre enseignement.

Le cours complet de révision en acupunctre débute en février 1986. Inscrivez-vous dès maintenant, retournez la demande au: Collège de Médecine Chinoise et Culturelle (Ordre des Acupuncteurs du Québec) 3565, rue Berri, Suite 220, Mtl H2L 4G5, téléphone: 288-2871.

Cours de révision en acupunctre intensif

NOM..... ÂGE..... SEXE.....

ADRESSE..... TÉLÉPHONE.....

École actuellement fréquentée:.....

Depuis..... an(s).

☐ Veuillez me contacter pour une entrevue et inscription.

☐ Veuillez m'envoyer plus d'informations.

MAIGRIR

ÉQUIPE de diététistes, éducateurs physiques, animateurs, sous la responsabilité des docteurs, Jean-Guy Balleau M.D., M.S.C. (nutrition) et Pierre Lizotte M.D.

C'EST BON DE MONTRÉAL
276-2573



Base DIVA et tuton double

\$275

Paravent laque noir \$185

Housses et traversins en soie



...le tuton par excellence

3700, rue Saint-Denis 845-6792

Les idées annoncées

Dans l'allocution qu'il a prononcée au Salon rouge, lors de la présentation de son cabinet, le nouveau Premier ministre a exposé, en quelques formules imagées, les grandes lignes de la philosophie de son gouvernement.

Pour résumer la démarche de M. Bourassa, il ne suffit plus aujourd'hui de dire qu'il entend mettre l'accent sur le développement économique. Ce truisme banal est trompeur.

D'abord parce que le développement qu'évoque le chef libéral depuis plusieurs mois ne se borne pas à l'économie bien que celle-ci ait un caractère prioritaire. C'est un développement qui fait aussi une place majeure aux politiques sociales et culturelles.

C'est également un développement étroitement lié à la nature des relations que le Québec envisage d'établir avec le gouvernement fédéral, avec les autres provinces, avec le monde.

Il n'est pas indifférent, par exemple, que le Québec redevienne dans la fédération canadienne ce «partenaire majeur» dont parlait M. Bourassa jeudi. Il est même indispensable que le Québec profite au maximum de la sollicitude que lui témoigne M. Brian Mulroney afin de faire contrepoids à l'Ontario dont la puissance d'attraction dans le domaine des grands investissements joue encore et toujours contre notre province.

S'il faut créer un axe Bourassa-Mulroney pour arracher le Québec à son inadmissible vulnérabilité économique, on ne voit pas pourquoi les deux premiers ministres se gêneraient. Il existe une conjoncture politique qui favorise un tel rapprochement, facilité d'autre part par un contexte d'amitié entre deux hommes. C'est le moment d'en tirer parti, et sans fausse honte quand on sait que le gouvernement central — qu'il fût bleu ou rouge — a systématiquement nourri sinon gavé l'Ontario depuis la naissance de la fédération.

Plus que le développement, c'est le nouvel «art de gouverner» qui caractérise la philosophie du gouvernement. Partout en Occident, l'accent est mis sur la participation du secteur privé, la privatisation des entreprises d'État et la déréglementation. C'est désormais à un État catalyseur et non entrepreneur, à dit M. Bourassa, qu'incombera la responsabilité de créer ici même au Québec un climat propice à l'entrepreneuriat.

Cette fonction revue et corrigée de l'État marque la distinction la plus profonde entre le premier régime Bourassa et celui qu'il vient d'inaugurer. En raison de ses expériences passées et de sa prédilection pour la social-démocratie, le chef libéral ne s'est pas converti aisément à cette position. C'est l'observation attentive des autres sociétés et l'examen prolongé de notre réalité québécoise qui l'ont convaincu.

On ne peut cependant pas en conclure que M. Bourassa adopte la vision plus conservatrice du président Reagan. Il en est encore très loin, ce qui est rassurant pour le Québec et ses acquis dans le domaine social. Ainsi, c'est avec prudence et par étapes bien calculées qu'il s'engagera dans la privatisation des entreprises dont l'État peut se délester. Il ne déréglementera pas non plus au grand galop comme le courant plus conservateur de son parti voudrait le faire. Il n'éliminera pas les programmes sociaux. Il ne laissera pas tomber les personnes dans le besoin.

Cette nouvelle philosophie ne diffère pas sensiblement de celle dont M. Pierre Marc Johnson a entretenu la population depuis le début de l'été. Mais il existe entre les deux hommes des distinctions fondamentales.

En six mois, M. Johnson n'a pas réussi à convaincre l'ensemble de son parti d'adopter sa «nouvelle façon de voir», ni à persuader la population que son équipe possédait, à un degré suffisant, les ressources humaines et la crédibilité nécessaire pour faire une telle volte-face.

Au contraire, M. Bourassa a présenté un programme démocratiquement adopté ces dernières années par toutes les instances du Parti libéral. Il a surtout fait preuve dans l'analyse des problèmes de la société et de l'économie québécoises d'une cohérence continue. Entre deux équipes dirigées par des hommes politiques intelligents et pragmatiques, le peuple a opté pour les vrais libéraux fédéralistes plutôt que d'accorder sa préférence aux péquistes qui se rapprochent des libéraux et se laissent gagner par le fédéralisme.

À M. Bourassa et à son gouvernement, il incombe à présent de mettre en œuvre cette philosophie avec le «courage de la vérité» que le premier ministre s'engage à manifester.

Michel ROY

Les divers maux du cinéma canadien

Le rapport du groupe de travail sur l'industrie cinématographique au Canada ne pouvait paraître à un meilleur moment: pour les cinéastes il voit le jour au lendemain des révélations inquiétantes de l'ex-ministre Gerald Godin sur l'impuissance de son gouvernement face aux distributeurs américains. L'intérêt était suscité, les passions s'aiguisaient, les mouvements politiques et les intérêts privés se rencontraient avec plaisir. Le ministre fédéral des Communications, revenu tout ragaillard de l'affront qu'on lui a fait, s'est évidemment montré prêt au combat. On verra si le rapport peut l'aider.

Car il y aura combat. Du fédéral appuyé par le Québec contre les États-Unis? Dangereux. Espérons que le réalisme présidera aux échanges. Et qu'on saura faire la part entre la préservation de l'identité canadienne, la survie de notre industrie, les attentes des cinéastes et l'intérêt personnel des individus.

Il faut une discussion réaliste parce qu'il est extrêmement délicat de traiter de sujets à dimensions culturelle et commerciale. C'est d'ailleurs là une des pierres d'achoppement de l'histoire du Québec: le nationalisme est payant et aveuglant. Il va donc falloir diviser les plans, défendre ce qui est nécessaire, juger ce qui est valable et penser au bien de la collectivité entière.

Le Canada a déjà une industrie cinématographique; il a également des structures de soutien importantes, où les contribuables ont déjà investi énormément d'argent. Dommage qu'il faille encore compter sur les doigts d'une main les films qui reçoivent un accueil populaire au Canada. Mais il faut bien admettre que les œuvres marquantes sont rares; que les Canadiens se pâment de moins en moins sur un film qui a comme unique qualité d'être simplement canadien; et que les expressions de vie trop locales risquent toujours de ne toucher que les gens d'un très petit milieu.

Avouons-le: beaucoup de Canadiens ont peu de penchant pour la production cinématographique canadienne parce qu'elle ne leur plaît pas. Ce qui signifie de très maigres profits dans les salles et pour l'industrie.

La production canadienne demeure donc en situation de souffrance; de toute évidence, il faut l'aider. Entre autres moyens, il faut penser à l'organisation de sa distribution.

Ici, il faut faire une distinction. La distribution des films étrangers non américains, c'est une chose; la distribution des films américains, une autre; et la distribution des films canadiens, une autre encore. Il ne faut pas tout mêler. Le problème réside dans des monopoles qui empêcheraient ces distinctions au plan pratique. Par exemple, si un groupe américain s'emparaient de tout. D'aucune façon la culture québécoise n'est menacée.

On sait maintenant qu'au mois de novembre dernier, des discussions, qui semblaient convenablement menées et auraient pu être fructueuses, furent interrompues: les représentants du gouvernement québécois et ceux des Majors se sont subitement laissés dans une ambiguïté qui fait l'affaire de ceux qui veulent l'utiliser.

Il faudra pourtant reprendre ces discussions pour définir une politique locale de distribution des films selon leur origine, en tout respect pour l'industrie canadienne et pour l'identité canadienne. Il faudra, semble-t-il, trouver un autre type d'aide au financement des films: on en a essayé plusieurs, mais il faut peut-être reprendre la réflexion sur les insuccès passés.

Mais tout se négocie. Ce que l'on impose risque toujours de retomber sur des têtes mal préparées. Avec de bons négociateurs et de bons conseillers, M. Masse pourra peut-être parvenir à des arrangements qui serviront les cinéastes et les contribuables sans pénaliser ni les uns ni les autres.

Jean-Guy DUBUC



(Droits réservés)



Marcel Adam

Il y a 20 ans arrivait le jeune zélateur Ralph Nader

Il y a vingt ans, aux États-Unis, arrivait sur la place publique un jeune homme qui devait bouleverser les pratiques du monde capitaliste et améliorer le processus démocratique non seulement aux États-Unis mais dans l'ensemble du monde occidental.

Avec son livre *Unsafe at Any Speed*, Ralph Nader, un avocat alors âgé de 31 ans, s'attaquait à l'industrie automobile, l'accusant de mettre le profit au-dessus de la sécurité de ses clients en leur vendant ce qu'il qualifiait, avec preuves à l'appui, des cerceaux roulants.

Lorsque la General Motors, principalement visée à cause de sa voiture casse-cou Chevrolet Corvair, se vit forcée de s'excuser pour l'avoir fait espionner dans sa vie privée, toute l'industrie automobile fut éclaboussée par la gaffe de GM qui accablait les accusations de Nader. En revanche Nader devenait pour toute l'Amérique un chevalier sans peur et sans reproche.

Ce qu'il est demeuré aux yeux de ses compatriotes mais aussi de tous les consommateurs-citoyens du monde capitaliste, qui attribuent à ce croisé des temps modernes le mérite d'avoir non seulement réformé les pratiques du marché capitaliste mais d'avoir re-

vigoré également le processus démocratique.

Nader ne s'est pas acharné exclusivement sur l'industrie automobile. Sans jamais cesser de la talonner, il s'est aussi intéressé à toute une gamme de produits et de services pour obliger les fabricants et les fournisseurs à prendre en compte la santé et la sécurité des consommateurs. Parallèlement il sensibilisait le public consommateur par le truchement des médias qui se délectaient des dossiers solidement documentés qu'il leur fournissait.

Bientôt des milliers d'étudiants s'associèrent bénévolement à son œuvre réformatrice, travaillant avec patience et minutie à dresser des dossiers destinés à alerter les consommateurs et donner du contenu aux démarches du nouveau mouvement auprès des pouvoirs publics.

Les fruits de ce puissant mouvement sont aujourd'hui un fait acquis aussi bien en Europe qu'en Amérique. Si bien qu'on oublie que c'est à Ralph Nader que l'on doit toutes nos lois sur la sécurité des véhicules, les moteurs, sur la pollution de l'air et de l'eau, sur la sécurité et la santé au travail, sur l'accès à l'information gouverne-

mentale. Que c'est à lui que l'on doit tous ces ministères et agences responsables de l'application de ces lois et de toutes celles qui concourent à protéger l'environnement et à améliorer la qualité de la vie.

Par exemple lui revient le mérite pour les améliorations apportées aux automobiles et qui ont épargné la vie et évité des infirmités à des centaines de milliers de personnes dans le monde (ceintures de sécurité, tableaux de bord rembourrés, volants escamotables (collapsible steering wheels), etc; sans oublier les systèmes anti-pollution qui ont rendu moins dommageables à la santé de millions de gens les émissions des voitures à combustion).

Mais, par-dessus tout, on lui est redevable d'avoir sensibilisé les consommateurs à leurs droits, non seulement de se faire offrir des produits et des services de qualité qui ne mettent pas leur vie ou leur santé en danger, mais aussi de leur avoir fait prendre conscience de leur pouvoir, tant auprès des industries que des pouvoirs publics.

Il a sensibilisé les citoyens-consommateurs au fait qu'ils comptaient pour quelque chose dans une société démocratique, qu'ils pouvaient obtenir des lois pour atténuer les as-

pects inhumains du capitalisme et donner un recours aux consommateurs contre les entreprises qui mentent, qui trichent, qui sacrifient au profit la sécurité et la santé des gens.

Ceux que dérangeait l'action de ce zélé défenseur des droits des consommateurs l'ont perçu à l'origine comme un homme voué à détruire le système capitaliste. Ils se trompaient. Ralph Nader n'a jamais voulu tuer la poule aux œufs d'or, c'est-à-dire le seul système qui, malgré ses défauts, a fait sortir de la pénurie et se développer les sociétés qui l'ont adopté. Ce qu'il visait c'est introduire dans le capitalisme la responsabilité et l'imputabilité. Ce qui fait de lui un réformateur, non un radical.

L'éditeur du réputé magazine *New Republic* d'avis que Ralph Nader est l'homme qui aura apporté le plus d'améliorations concrètes à la société.

Pour ma part je crois que les historiens verront un des plus grands hommes du siècle dans ce célibataire modeste et ascétique qui aura, par sa détermination et son courage, modifié profondément les pratiques du monde capitaliste et amélioré sensiblement le processus démocratique.

LECTURES

Quand le milieu s'implique

En janvier 1985, les observateurs présents au premier sommet socio-économique de l'Estrie y ont tous salué la naissance d'une conscience régionale qui, jusqu'ici, ne

PIERRE VENNAT

s'était jamais révélée au grand jour de façon si concrète. Après la Beauce ou le Saguenay-Lac-Saint-Jean, où le régionalisme a permis le développement d'une solidarité exemplaire, l'Estrie entrait, elle aussi, dans l'ère de la concertation.

Il n'est pas facile, surtout au début, d'amener un milieu à s'impliquer et à oublier les traditionnelles luttes de clochers entre municipalités et villages voisins et rivaux ou d'amener des politiciens traditionnels à s'associer à des initiatives populaires qui pourraient, dans leur esprit, nuire à leur leadership. Et pourtant, les réalisations, bien que fragiles, de l'Estrie sont là

pour démontrer que «quand le milieu s'implique» de petits miracles sont réalisables.

Le livre de Gaston Dussault n'est certes pas un exercice de littérature. Mais c'est une bouffée d'air frais et d'espoir dans le contexte actuel où tant de gens se sentent écrasés et condamnés à l'inaction.

La population de l'Estrie a réagi au climat d'apathie dans lequel elle aurait sombré si elle avait suivi le courant. Les gens de la région, au lieu de contempler tristement et amèrement les épreuves économiques et naturelles (inondations, incendies, fermetures d'usines, départs des jeunes, chômage) s'abattre sur eux, ont retourné leurs manches et se sont serrés les coudes. Ils ont décidé d'agir sur le milieu et de le changer. Bref, ils se sont impliqués et engagés personnellement et collectivement.

L'initiative la plus connue des Montréalais est sans doute le Fonds de prévoyance d'investisse-

ment de Windsor, où la population locale a pris les moyens pour garder ouverte l'usine de la Domet qui fait vivre la municipalité, en y investissant ses économies. Cette initiative a remporté, en mai 1980, le prix annuel Desjardins.

Le livre de Gaston Dussault constitue une véritable saga d'une population en marche qui, par petits groupes, ici et là, élabore et concrétise des projets qui transforment la région, créent la richesse et redonnent de l'espoir à tous.

Travailleur social en Estrie, Louis Beaupré écrit dans la présentation du volume que les promoteurs de toutes ces expériences socio-économiques surgissent de partout, surtout de la base. Les gens ne craignent pas de mettre la main à la pâte et dans leur portefeuille.

«Le développement des organismes bénévoles de toutes sortes, des conseils régionaux de développement et le reste, aura contre, jusqu'à un certain point, la démis-

sion collective des citoyens devant l'État.

«L'État étant incapable, seul, de remettre en marche la société paralysée, les citoyens se regroupent plus que jamais, effectuant des partages, inventant des formules nouvelles et défendant les acquis fondamentaux. En somme, nous recherchons un équilibre où l'homme se sentira davantage maître de son destin et partenaire de nombreuses solidarités. La participation dont tout le monde parle depuis vingt ans a des chances de vraiment se concrétiser partout et d'aboutir à un relèvement généralisé de notre société.»

De telles réalisations, le livre de Gaston Dussault le prouve, existent sûrement ailleurs. Le savoir réconforterait sans doute ceux qui ne voient que les mauvais côtés de la réalité québécoise. Peut-être nos universitaires québécois pourraient-ils s'y mettre. Quand le milieu s'implique, Gaston Dussault, Les Éditions de l'Alternative, 271 pages.

Une transition tranquille qui risque de ne pas l'être...



MARIO ROY

de notre bureau de Québec

Robert Bourassa a annoncé la « transition tranquille ». Après la révolution, pareillement qualifiée, qui créait littéralement l'État québécois il y a 25 ans, le terme de transition n'apparaît certainement pas trop fort pour désigner le virage que le nouveau premier ministre compte faire prendre à cette énorme machine. Mais cette transition sera-t-elle tranquille?

Jeudi, au Salon rouge, les nouveaux membres du cabinet avaient à peine eu le temps de se composer une mine de circonstance — après tout, un ministre doit avoir l'air d'un ministre — que déjà, tout paraissait moins simple que pendant la campagne électorale.

Dégraissier l'État, c'est bien. Mais les 9 000 enseignants de cégep ont prévenu qu'ils voulaient 1 200 nouveaux postes et le rétablissement d'un droit de grève intégral; les 96 000 salariés du secteur des affaires sociales veulent, eux, un gel des postes et un sérieux rattrapage salarial pour les femmes œuvrant dans le domaine de la santé.

Voilà de bons sujets de réflexion pour le président du Conseil du trésor, Paul Gobeil, et pour les ministres de l'Éducation, de la Santé et... de la Condition féminine, Claude Ryan, Thérèse Lavoie-Roux et Monique Gagnon-Tremblay.

Déréglementer, c'est très bien aussi. Mais l'inévitable Louis Laberge, président de la FTQ, a fait savoir qu'il était bien assis sur le règlement de placement dans la construction. Et son confrère de la CSN, Gérard Larose a annoncé une « tempête » si quel'un ose déréglementer ce secteur.

Le ministre du Travail, de la

Main d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, Pierre Paradis, pourra déposer ce dossier sur le bureau tout neuf qu'il étrenne au Parlement.

Privatiser est un noble objectif. Mais même pendant la campagne électorale, l'équipe libérale avait déjà commencé à donner des réponses évasives aux questions sur la Société des alcools du Québec. Et hier, rien ne laissait croire qu'on allait se jeter, clés et contrats en mains, sur les 56 acquéreurs désignés des succursales de la région montréalaise.

Intéressant pour le ministre délégué à la Privatisation, Pierre Fortier, qui, une fois débarrassé des comptoirs d'alcool, devra en principe convaincre des hommes d'affaires d'acquiescer des sociétés non rentables.

Enfin, assainir les finances publiques est certainement souhaitable; faire plus avec moins, quoi. Mais au premier conseil des ministres, Paul Gobeil explorait les teintes de gris pour qualifier l'état de la caisse dont il a hérité et qui n'est « ni noire, ni rose », disait-il. Pas d'abondance de billets verts, donc.

Une « business »

Tout ça pour dire que rien ne cédera facilement devant les visées de Robert Bourassa et d'une équipe dont la nature annonce une modification radicale de la façon québécoise de gouverner.

C'est Pierre MacDonald, désormais ministre du Commerce extérieur, qui avait dit que, somme toute, l'État est « une business » à administrer. Si tel est le cas, le premier ministre a effectivement mis les bons hommes aux bons endroits. Tant du point de vue de l'efficacité administrative qu'il a promise et qu'il espère, que de point de vue de la politique, grande et petite.

D'abord, l'économie, c'est montréalais, et... le conseil des ministres aussi. « Un cabinet montréalais », titrait-on, hier, à Québec, avec peut-être un peu de dépit. Cela est vrai au point



que, pour la première fois dans l'histoire du Québec, le chef de l'Opposition, Pierre Marc Johnson, va avoir — ce serait pratiquement réglé — des bureaux officiels dans la métropole.

L'envers de la médaille, c'est que les régions obtiennent la portion congrue de l'assiette ministérielle: même le ministre responsable du Développement régional est un homme de la Vieille capitale, qui n'est pas précisément une « région », au sens politique du terme. Et le Saguenay-Lac-Saint-Jean et la Côte-Nord seront absents de la table ovale du bunker, un peu par leur faute il est vrai, bien que Ghislain Maltais (Saguenay) eût fait l'affaire pour les Pêcheries, par exemple.

Des forces réparties

Ensuite, en tant que chef de parti, M. Bourassa a bien réparti les forces, récompensé les efforts patients et méritoires, tout en assurant ses arrières. Evidemment, le premier ministre a la fois ancien et nouveau n'a plus rien à apprendre des règles du grand jeu du pouvoir...

Les poids lourds du cabinet peuvent être considérés, pour différentes raisons, comme sûrs pour le chef: Gérard D. Lévesque (Finances), Lise Bacon (vice-premier ministre et Affaires culturelles), Claude Ryan (Éducation, Enseignement supérieur et Science),

Thérèse Lavoie-Roux (Santé et Services sociaux), Daniel Johnson (Industrie et Commerce).

Ceux qui ont tenu le fort libéral pendant le purgatoire de Robert Bourassa sont dûment admis au saint des saints. Marc-Yvan Côté, organisateur émérite, n'est certainement pas malheureux d'hériter des Transports et du Développement régional, pas plus que Gilles Rocheleau, affecté aux Services et Approvisionnements. Michel Gratton, lui, était destiné à la tête de l'aile parlementaire. Pas de surprises du côté d'Yvon Picotte (Loisirs et Tourisme), ou de Michel Pagé (Agriculture) ou d'André Bourbeau (Affaires municipales).

Enfin, Robert Bourassa a certainement tout bien pesé avant de confier de très lourdes responsabilités à Pierre Paradis, avant d'assigner Pierre Fortier à la fastidieuse besogne de jauger les sociétés d'État, avant d'envoyer Pierre MacDonald présenter les attraits et les produits du Québec à l'étranger.

En fait, une fois que toutes les nominations auront été annoncées (adjoints, présidents de commissions et autres), plus de 60 des 99 députés libéraux auront un titre supplémentaire à ajouter à leur carte de visite. Et auront aussi autre chose à faire que de rassurer leurs possibles déceptions.



Lysiane Gagnon

Les nouveaux ministres

Le même Salon rouge, la même Assemblée nationale, la même occasion: la présentation d'un nouveau conseil des ministres. Mais à comparer à celle du premier cabinet Lévesque, en 1976, ce n'était plus le même univers.

Novembre 1976... C'était quand? Il y a cent ans? Il y a deux jours? On ne sait plus, le temps a passé à la fois si vite et si lentement. Ce qu'on sait, parce qu'on le voit, on le sent, c'est que 1985 est aux antipodes de 1976.

1976: le jour de la prestation du serment du tout premier conseil des ministres du tout nouveau gouvernement péquiste, il y avait dans l'air une extraordinaire excitation, quelque chose de fébrile, de fiévreux, il y avait dans l'air de l'émotion à couper au couteau. Chez les observateurs, certains respiraient la rage, la crainte, le désarroi. D'autres, au contraire, pleuraient de joie. Quand les nouveaux ministres sont entrés au Salon rouge, prenant place autour de la grande table en fer à cheval où René Lévesque les avait convoqués, ceux qui n'avaient pas les larmes aux yeux avaient au moins une grosse boule dans la gorge, tant ils avaient conscience de la solennité du moment. 1976, mon Dieu, c'était quand? C'était il y a mille ans.

Cette année-ci, cette fois-ci, il n'y avait rien dans l'air. Pas de colère (sinon la colère, discrète et rentrée, des recalés, ceux qui n'avaient pas franchi le saint des saints du premier cabinet Bourassa), pas de grande joie non plus. Des applaudissements, bien sûr, et de multiples petites joies individuelles s'additionnant, mais pas cette joie fulgurante, celle des grands moments, qui vous transperce et qui vous transfigure.

La vie avait repris son petit bonhomme de chemin, tout était rentré dans l'ordre, c'était, j'imagine, comme une femme qui rentre au domicile conjugal après une grande aventure amoureuse. La belle histoire a mal tourné ou s'est, tout simplement, effilochée avec le temps. Les meubles sont à la même place, le mari lit le même journal à la même table de cuisine, c'est le même couloir, les mêmes murs, oui, la vie continue son petit bonhomme de chemin mais comme c'est terne, comme c'est gris...

Ce qui frappe d'abord dans ce nouveau conseil des ministres, c'est le cumul des fonctions. Le ministère de la Santé et des services sociaux n'a pas été scindé, le ministère de l'Éducation a été réuni, les Relations internationales et des Affaires intergouvernementales ont été confiées à un même ministre, de même que la Main d'œuvre, la sécurité du revenu et le Travail, le Tourisme et le Loisir, Chasse et Pêche, la Justice et la protection du consommateur, les Affaires municipales et l'Habitation. Et enfin, sept des 27 nouveaux ministres ne sont que des ministres délégués, qui s'occuperont d'un dossier sectoriel ou « horizontal » (exemple la PME, la condition féminine ou la privatisation) sans véritable ministère à administrer.

Peut-être est-ce là la marque d'un premier ministre expérimenté: il vaut mieux limiter le nombre des ministres, pour scinder ensuite les responsabilités et en faire « monter » d'autres, que de s'encombrer des le départ d'un trop grand nombre de ministres. Peut-être aussi M. Bourassa a-t-il voulu, en se donnant un cabinet relativement réduit, décourager les rivalités et les débordements interministériels qui constituent la pire tare de l'administration publique, surtout à une époque où l'on veut réduire les dépenses de l'État.

Tout en amorçant un virage vers l'allègement du rôle de l'État, M. Bourassa n'en donne pas moins de claires assurances concernant les programmes sociaux et les grands services essentiels comme le système scolaire. C'est à des humanistes éclairés et intégrés qu'il confie la Santé et les services sociaux et l'Éducation. Mme Lavoie-Roux et M. Ryan connaîtront leurs dossiers aussi bien sinon mieux que leurs hauts fonctionnaires. Ce sont en outre, comme d'ailleurs le nouveau ministre de la Justice Herbert Marx, des gens de centre-gauche, qui seront bien placés, tant par leur valeur personnelle et leurs états de service que par le poids de leurs ministères respectifs, pour constituer une ligne de défense contre les ministres de la tendance néo-conservatrice.

Mais quel choc que de voir les plus médiocres aboyeurs de l'arrière-ban accéder aux plus hautes responsabilités, surtout que M. Bourassa avait le choix, dans ce bassin de 98 députés qui comptait nombre de gens qualifiés comme Claude Trudel, Christos Sirros, Jacques Chagnon, Violette Trepanier ou Reed Scowen!

Il est vrai que d'autres considérations que le mérite et l'excellence entrent en jeu dans la composition d'un conseil des ministres: le sexe, la région, etc, mais pourquoi Yvon Picotte (entre autres) au Tourisme? Il y a à quelque chose de cru, de grossier, dans ce retour de la partisanerie débridée: M. Rocheleau hérite des « achats et approvisionnements », nouveau ministère calqué sur l'organigramme fédéral et destiné, comme le Transport qui va à un organisateur-en-chef, Marc-Yvan Côté, à canaliser le patronage.

Autre choc: c'est un populiste de droite surtout connu pour son manque de sens des nuances, M. Paradis, qui hérite du triple fardeau que constituent le Travail, la Main d'œuvre et la sécurité du revenu, poste complexe et névralgique où un politicien maladroite risque de mettre le feu aux poudres. À moins que M. Bourassa n'ait donné à son trop fringant dauphin de la corde pour se pendre?

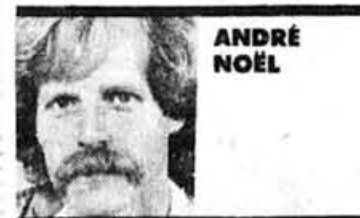
M. Bourassa a indirectement donné raison à ceux qui prédisaient qu'il se réserverait les Finances. En confiant le ministère le plus important à Gérard-D. Lévesque, il rend hommage à l'homme qui a loyalement tenu le fort durant toutes les années d'opposition, mais le signal est clair. C'est M. Bourassa, qui est d'ailleurs le meilleur fiscaliste de son équipe, qui décidera des grandes lignes du budget.

Il est heureux que le premier ministre ait laissé quelques-unes de ses vedettes du merveilleux monde des affaires piétiner dans l'antichambre, le temps au moins de savoir s'ils ont du talent pour la politique. Le soir de l'élection, M. MacDonald avait fait savoir péremptoirement qu'il « accepterait » les Finances (rien de moins!), voire l'Énergie ou le Commerce extérieur. Hé bien il devra se contenter de son troisième choix. Seul M. Gobeil, de Provo, hérite d'une responsabilité importante: le Conseil du Trésor, où il aura peu de temps pour faire la preuve qu'on peut être aussi qualifié dans la gestion des fonds publics que dans celle d'une chaîne de supermarchés.

À l'Industrie et Commerce, M. Bourassa a misé, avec raison, sur une valeur sûre, M. Johnson, dont le sérieux et la courtoisie reposeront des ministres à la partisanerie trop débridée.

Une absence énorme, inexplicable: celle de l'ancien sous-ministre Claude Trudel, que tout le monde croyait destiné aux Affaires culturelles. C'est lui qui avait élaboré et défendu, durant la campagne électorale, les seules positions vraiment éclairées que le PLQ ait prises, dans ce domaine, depuis des années. C'est Mme Bacon qui hérite de ce ministère qui ne l'a jamais intéressée et qu'elle avait déjà refusé en 1973. L'absence de M. Trudel, dans un domaine pour lequel il était parfaitement préparé, où abondent les dossiers chauds qu'exigent des décisions rapides (le cinéma, le MBA, le MAC, l'OSM, etc) et qui concerne au surplus directement l'avenir de Montréal, est d'autant plus fâcheuse que le député de Bourget aurait représenté l'Est de Montréal qui ne compte aucun représentant au cabinet. Mme Bacon, pour sa part, avait travaillé d'arrache-pied, comme critique de l'Opposition, sur les questions d'environnement... On les lui enlève pour donner le dossier à Clifford Lincoln, qui vient d'une région (l'Ouest de l'île) déjà sur-représentée. Incompréhensible.

CÉCM : la décision de reprendre crucifix et prières provoque des remous



ANDRÉ NOËL

La volonté de la Commission des écoles catholiques de Montréal de remettre à l'honneur le crucifix, les prières et les manifestations de foi auprès des élèves a provoqué des remous cette semaine.

Les commissaires ont adopté dernièrement un plan d'action et de promotion qui prévoit la création d'un comité local des valeurs chrétiennes dans chaque école.

Les commissaires, dont plusieurs sont membres du Mouvement scolaire confessionnel, veulent « sortir de l'anonymat les comportements religieux ».

Le plan vise ainsi à :

■ Encourager l'expression et l'habitude de la prière personnelle et collective.

■ Mettre en évidence des signes visuels de la foi, en particulier dans la décoration des édifices (exemples : reproductions de tableaux religieux, textes de l'Écriture, crucifix, icônes, représentations d'un Christ glorieux).

■ Libérer des locaux pour les prières; produire une affiche et un dépliant faisant la promotion des valeurs chrétiennes; injecter des budgets pour l'achat de livres et de matériel audio-visuel liés aux études bibliques, etc.

L'Alliance des professeurs de Montréal a fait savoir cette semaine qu'elle étudiait la possibilité de demander une injonction pour empêcher l'application du plan. Le syndicat, affilié à la Centrale de l'enseignement du Québec, affirme qu'il aurait dû être consulté. Il juge aussi que le plan est discriminatoire envers les enseignants et les élèves qui ne partagent pas les objectifs des commissaires.

La présidente du comité central des parents de la CÉCM, Jocelyne Perrault, a dit que les parents n'ont pas été consultés non plus. Le comité doit se réunir pour arrêter une position.

« Ma première impression, c'est que les commissaires veulent imposer une religion », a dit Mme Perrault, au cours d'une interview.

Le Mouvement laïque québécois étudie la possibilité de porter plainte à la Commission des droits de la personne. Si la CÉCM applique son plan, soutient Micheline Trudel-Lamarre, vice-présidente du mouvement, « même les enfants qui ne partagent pas la religion des commissaires se trouveront à baigner dans le bain des valeurs chrétiennes ».

« C'est un retour vers le triomphalisme de la religion catholique, dit-elle. Même en gardant le droit de s'exempter des cours de religion, les enfants subissent une pression psychologique. Si on valorise la prière dans une école, qu'est-ce qu'on fait des enfants dont ça ne fait pas partie de la formation? Prenez juste les crucifix: est-ce que c'est au mur d'une institution publique de porter la foi? »

Le président de la CÉCM, Michel Pallascio, a précisé au cours d'un entretien que les commissaires ne veulent aucunement imposer leurs vues. Le plan d'action vise à inviter les écoles à se pencher sur les valeurs chrétiennes, a-t-il dit.



Lorraine Pagé, présidente de l'Alliance des professeurs de Montréal.



Michel Pallascio, président de la CÉCM.

« Pendant un certain temps, les chrétiens ont caché leur croyance. C'était ridiculisé. On veut au contraire les inciter à non seulement vivre leur foi, mais aussi à la témoigner. Ce n'est pas interdit de prier. »

M. Pallascio rappelle que la CÉCM est une structure confessionnelle. Selon lui, la philosophie de toutes les écoles de la commission scolaire, telle qu'inscrite dans les projets éducatifs, doit aller dans le sens des valeurs chrétiennes.

Une polyvalente donne déjà une messe quotidienne. Les enseignants d'une autre école secondaire ont transformé un local en lieu de prière. M. Pallascio souhaite une multiplication de ces initiatives.

L'auteur du plan d'action, Hervé Leduc, conseiller en éducation chrétienne à la CÉCM, se fait plus catégorique: « À la fin de l'année, les directeurs d'écoles devront rendre compte de la gestion de ce dossier comme de tous les autres. »

Le plan demande ainsi aux directeurs de se donner et de coordonner un plan d'action local de promotion des valeurs chrétiennes. Il n'exige rien des enseignants, mais M. Leduc souligne que ceux-ci n'ont pas le droit de s'opposer à cette promotion dans les écoles.

« C'est certain qu'aujourd'hui, il y a un paquet de libertés... mais il est normal qu'on attende d'un employé qu'il ait un comportement en fonction des priorités de son employeur. On ne verrait pas un employé des magasins Simpsons faire de la publicité pour Eaton. »

La Charte des droits ne garantit-elle pas le droit de chaque citoyen de promouvoir ses idées et ses croyances, y compris l'athéisme? « Les enseignants de la CÉCM savent qu'ils travaillent pour une institution catholique, répond M. Leduc. La constitution canadienne (de 1867) garantit des droits aux catholiques. Tant que la constitution n'est pas changée, c'est comme ça que ça se passe. »

Cette protection constitutionnelle a amené la Cour supérieure à invalider la loi 3 en juin dernier. La loi visait à remplacer les commissions scolaires catholiques et protestantes par des commissions françaises et anglaises.

M. Pallascio n'insiste pas sur cette victoire. Il rappelle plutôt que les résolutions des commissaires ont force de loi dans les écoles.

Sa mère, Isabelle Pallascio, membre de la direction du Mouvement scolaire confessionnel, affirme que les chrétiens doivent cesser de faire toutes sortes de concessions. « En France, plus ils ont fait de concessions, et pire ça a été », dit-elle. (Le gouvernement français a tenté de réduire les crédits aux écoles catholiques.)

La présidente de l'Alliance des professeurs de Montréal, Lorraine Pagé, considère de son côté qu'il y a « quelque chose qui ne tourne pas rond à Montréal ».

« La fréquentation des églises n'est que de 12 ou 15 p. cent — un des taux les plus bas au Québec — mais c'est ici que les commissaires sont le plus religieux », a-t-elle dit cette semaine lors d'une conférence de presse.

Montréal compte le plus grand nombre de groupes ethniques, avec plusieurs croyances religieuses, mais les commissaires n'en tiennent pas compte. Ils ne voient pas que la réalité a changé. »

**LUC
PERREULT**

Bien des spéculations ont en-

Il suffit de décoder le moindre des propos que tiennent depuis quelques années les propriétaires de cinémas pour s'apercevoir qu'ils ont fait l'objet de pressions de plus en plus fortes de la part des maisons de distribution américaines. Les exploitants de salles affirment qu'ils auraient constitué des victimes toutes désignées, advenant un boycottage américain. Faute d'un plan de compensation — une « assurance-récolte » comme l'ancien ministre Godin l'avait imaginé mais sans avoir le temps de lui donner forme — les exploitants se voyaient à la merci d'un retrait des films américains, leur vache à lait traditionnelle.

Le Québec avait pourtant adopté une position très modérée face à la main-mise américaine. Après un premier projet qui prévoyait le transfert de tous les films des « majors » à des distributeurs canadiens, Clément Richard, le parrain de la loi, avait imaginé la formule qui devait finalement faire l'objet des règlements controversés. Dans la version finale de la

Mais pourquoi, se plaignent à juste titre les distributeurs québécois, le dernier film de George Miller (*Mad Max Beyond Thunderdome*) devrait-il nécessairement être distribué au Québec par un « major » alors qu'il a été produit en Australie ? Pourquoi une production américaine indépendante comme *The Colour Purple* de Steven Spielberg devrait-elle être nécessairement distribuée par un « major » au Canada alors que



Spielberg a toujours refusé de céder les droits mondiaux de ses films à un même distributeur?

que l'on sait, Gerald Godin pourrait bien avoir voulu paver la voie à Marcel Masse. La conclusion qui se dégage du groupe de travail mis sur pied par le ministre des Communications d'Ottawa s'inscrit en effet parfaitement dans le sillon de la politique québécoise en matière de cinéma. Le lion de la MGM aurait donc des raisons de s'inquiéter : si Ottawa donne suite aux conclusions de ce groupe de travail, la distribution des films au Canada serait purement et simplement confiée à des entreprises canadiennes. Ce qui mettrait fin à plus de 60 ans de domination étrangère.

Le débat est loin d'être clos.

Les propriétaires de cinémas se souviennent qu'ils ont fait l'objet de pressions de plus en plus fortes de la part des maisons de distribution américaines. Le titre ci-haut a été publié dans LA PRESSE de 1926.

MICHEL VASTEL

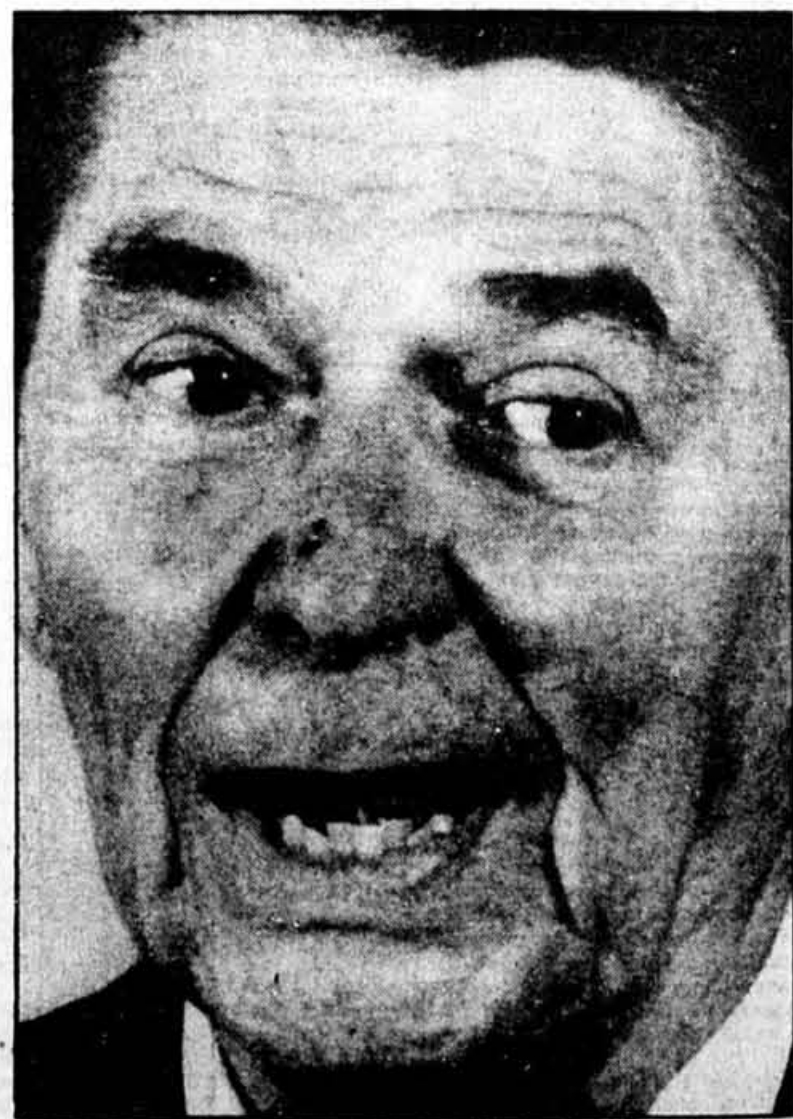
de notre bureau
d'Ottawa

Le chef de la Maison-Blanche rentre à peine de sa rencontre avec son homologue du Kremlin et il se lance dans une campagne nationale sur la réforme fiscale: cela laisse peu de place aux relations canado-américaines.

Le livre touche en effet au plus profond de l'identité culturelle canadienne: il n'est pas seulement le véhicule de la

Quant au rapport du Groupe de travail sur l'industrie ciné-

Le ministre fédéral, Marcel Masse, a reçu avec des pincettes cette petite bombe à retardement. Les autres secteurs culturels, par besoin stratégique plus que par conviction, appuient pour l'instant les cinéastes canadiens. Mais si les États-Unis se mettent en tête de briser le front commun culturel qui lui fait face au Canada, il y a gros à parier qu'il s'attaquera au maillon le plus faible de la chaîne : le cinéma.



À l'heure actuelle, selon certaines sources américaines, le président Reagan n'a pas la moindre idée de l'existence d'un différend canado-américain sur le cinéma.

53 nouveaux députés à l'Assemblée nationale

En plus de l'entrée, jeudi, de 11 nouveaux élus au sein du cabinet Bourassa, c'est à 53 que s'élève le nombre de députés qui feront leurs premières armes à l'Assemblée nationale du Québec lors de la reprise des travaux, lundi. Sept de ces nouveaux venus sont du PQ. Les 46 autres sont libéraux. LA PRESSE vous les présente. Recherche : Olivier Robert.

Laurier GARDNER (L)

Arthabaska
Né le 1er octobre 1944. Enseignant. A déjà été journaliste à la Nouvelle de Victoriaville et au Nouvelliste de Trois-Rivières. Membre du Club Optimiste et des Chevaliers de Colomb. A été vice-président du Comité du Non dans Arthabaska lors du référendum de 1980.



Jean AUDET (L)

Beauce-Nord
Né le 7 mai 1956. Administrateur. Co-fondateur et directeur des ventes, puis président-directeur général du journal Beauce-Media, inc. de 1980 à 1984. Il était consultant au niveau de la presse régionale pour le Groupe Québecor avant d'être candidat dans Beauce-Nord.



Serge MARCIL (L)

Beauharnois
Né le 20 janvier 1944. Administrateur scolaire. Directeur du service des Finances et de l'Équipement de la C.S.R. Vaudreuil-Soulanges depuis 1981, également conseiller municipal de Côteau-du-Lac et président de la Corporation de l'Office du Tourisme de Côteau-du-Lac.



Louise BÉGIN (L)

Bellechasse
Née le 4 janvier 1955. Avocate. Membre du conseil d'administration de Sogetel Inc. depuis 1981 et conseillère juridique de plusieurs entreprises.



Pierre A. BROUILLETTE (L)

Champlain
Né le 24 mai 1951. Homme d'affaires actif dans la région de la Mauricie. Président du Comité des Finances de la cité de Cap-de-la-Madeleine depuis 1981.



Daniel BRADÉ (L)

Charlevoix
Né le 31 mai 1946. Enseignant à la C.S.R. de Charlevoix depuis 1974, maire de la municipalité de St-Urbain et directeur exécutif de la MRC de Charlevoix.



Pierrette CARDINAL

Châteauguay
Née le 31 août 1931. Secrétaire administrative. Agit depuis 18 ans comme consultante, personne-ressource et coordonnatrice dans son milieu social.



Rémy POULIN (L)

Chauveau
Né le 12 septembre 1952. Représentant promotionnel pour la maison des Vins et Spiritueux Durand Ltée depuis 1981 et conseiller municipal de Loretteville.



Yolande DUMOULIN-LEGAULT (L)

Deux-Montagnes
Née le 1er juin 1941. Secrétaire. Pomultrice de l'exploitation familiale depuis 1963. A été journaliste pour L'Éveil, de 1966 à 1980.



Violette TRÉPANIÉ (L)

Dorion
Née le 14 mars 1945. Enseignante. Vice-présidente du PLQ de 1982 à 1985. A été attachée politique du député libéral de Laprairie.



Jean-Guy ST-ROCH (L)

Drummond
Né le 10 juin 1940. Directeur de marketing chez Celanese Canada Inc. depuis 1982 et vice-président du Centre des dirigeants d'entreprises.



Jean A. JOLY (L)

Fabre
Né le 29 août 1939. Courtier en assurances. Administrateur et directeur des ventes de la compagnie Industrielle Assurances depuis 1981. Président fondateur de l'Équipe Accès « Les drogues, parlons-en ».



Roger LEFEBVRE (L)

Frontenac
Né le 23 juillet 1943. Avocat. Membre du Comité de revalorisation de l'amiante depuis 1983, vice-président de la Société économique de la région de l'Amiante, et avocat chez Roy, Lefebvre, Gosselin et Ouellette de Thetford Mines.



André BEAUDIN (L)

Gaspé
Né le 22 février 1942. Enseignant. Directeur général-adjoint pour la Commission scolaire de Rocher Percé. A été maire de la Ville de Grand-Rivière, de 1976 à 1980.



Madeleine BLEAU (L)

Groulx
Née le 22 octobre 1928. A été conseillère municipale à Bois-des-Filons de 1974 à 1977, active au sein du PLQ depuis 1966 et présidente de l'association libérale de Groulx depuis 1982.



Jacques TREMBLAY (L)

Iberville
Né le 8 février 1942. Industriel. Président de la compagnie « Les produits de ciment Tremblay Inc. », vice-président du Conseil économique du Haut-Richelieu et directeur de l'Association québécoise des fabricants d'éléments de béton du Québec.



Georges FARRAH (L)

Iles-de-la-Madeleine
Né le 23 août 1957. Administrateur. Propriétaire de l'Auberge du village de Cap-aux-Meules.



France DIONNE (L)

Kamouraska-Témiscouata
Née le 23 août 1952. Secrétaire de direction au Centre international de la Banque Royale du Canada à Québec. A déjà oeuvré à la Mission permanente du Canada aux Nations-Unies à Genève (Suisse).



Damien HÉTU (L)

Labelle
Né le 24 octobre 1926. Entrepreneur électricien. Maire de Ste-Agathe de 1970 à 1974.



Jean-Claude GOBÉ (L)

Lafontaine
Né le 11 avril 1949. Administrateur. Directeur général et administrateur de Location Noma Inc. A été directeur du développement chez Comterm Ltée.



Lawrence CANNON (L)

La Peltre
Né le 6 décembre 1947. Homme d'affaires. Président et directeur général Les Radiateurs Roy Ltée. Siège au conseil de la commission municipale des finances de Cap Rouge. A déjà été secrétaire du premier ministre du Québec, de décembre 1971 à novembre 1976.



Guy BÉLANGER (L)

Laval-des-Rapides
Né le 18 février 1942. Psycho-éducateur et administrateur. Directeur général du Centre de Services Sociaux Richelieu, a eu un mandat spécial de directeur général intérimaire au CRSSS de Trois-Rivières et a été conseiller de St-Bruno-de-Montarville de 1979 à 1984.



Michel DESPRÉS (L)

Limoilou
Né le 14 octobre 1957. Administrateur. Directeur en gestion des opérations pour le Groupe Gestion Sallan Inc.



Lewis CAMDEN (L)

Lotbinière
Né le 17 mars 1953. Diplômé en sciences politiques. Adjoint du député fédéral de Lotbinière de 1980 à 1984.



Claire-Hélène HOVINGTON (L)

Matane
Née le 14 mai 1944. Relationiste. Organisatrice, pour le ministère du Revenu, d'une exposition de peintures à Marseille, Bordeaux, Paris et St-Malo à l'occasion des Fêtes 1534-1984.



Henri PARADIS (L)

Matapédia
Né le 20 janvier 1952. Pharmacien. Président du conseil d'administration de la chaîne de pharmacies Uniprix depuis 1983 et co-propriétaire de pharmacies à Rimouski, Mont-Joli et Matapédia.



Jean-Pierre BÉLISLE (L)

Mille-Iles
Né le 24 janvier 1948. Avocat. Adjoint exécutif au sous-ministre des Finances du Québec (juin 1972 à avril 1973) et candidat du PLQ dans Mille-Iles aux élections générales de 1981.



Réal GAUVIN (L)

Montmagny-l'Islet
Né le 30 mars 1935. Homme d'affaires. Maire de St-Adalbert depuis 1975, et propriétaire de R.A. Gauvin Transport, des Autobus St-Adalbert Inc. et de Aeronex Aircraft.



Yves SÉGUIN (L)

Montmorency
Né le 30 mars 1951. Avocat. Associé du cabinet Martineau Walker, bureau de Québec, chroniqueur juridique et chargé de cours à l'Université d'Ottawa, à l'Université du Québec à Hull et à l'École professionnelle du Barreau du Québec.



Maurice RICHARD (L)

Nicolet
Né le 22 septembre 1946. Commerçant. Maire de la ville de Bécancour depuis 9 ans et président du conseil d'administration du Centre Hospitalier Christ-Roy.



Paul-André FORGET (L)

Prévost
Né le 31 août 1931. Agriculteur. Propriétaire d'une entreprise laitière, céréalière et en acériculture à Lafontaine, président de la Coopérative de la Rivière Nord et ex-président de l'Union des Producteurs Agricoles (région Des Plaines).



Albert KHELFA (L)

Richelieu
Né le 11 janvier 1945. Enseignant. Professeur d'anglais à la Commission Scolaire de Sorel et président fondateur du Groupe Multi-culturel Sorel-Tracy (1978-80).



Michel TREMBLAY (L)

Rimouski
Né le 28 mars 1933. Administrateur. Directeur général de la compagnie Bétonnag Ltée.



Guy RIVARD (L)

Rosemont
Né le 1er août 1936. Médecin. Pédiatre à l'hôpital Ste-Justine de Montréal depuis 1967, professeur agrégé à la faculté de médecine de l'U. de M. A été sous-ministre adjoint à la Direction générale des programmes de santé du ministère des Affaires sociales.



Robert THERRIEN (L)

Rousseau
Né le 25 décembre 1949. Enseignant. Maire de Ste-Anne-des-Plaines depuis 1979.



Gilles BARIL (L)

Rouyn-Noranda-Témiscamingue
Né le 8 décembre 1940. Homme d'affaires. Directeur des opérations chez Marcel Baril Limitée.



Charles MESSIER (L)

Saint-Hyacinthe
Né le 6 mars 1955. Technicien en administration à la Commission de Santé et de Sécurité au travail à Longueuil.



Pierre LORRAIN (L)

Saint-Jean
Né le 21 avril 1942. Avocat. Secrétaire fondateur de la Télévision Communautaire du Haut-Richelieu, secrétaire fondateur du Club Optimiste de Saint-Luc; pratique le droit depuis 1973 à Saint-Jean-sur-Richelieu.



Jacques CHAGNON (L)

Saint-Louis
Né le 28 août 1952. Profession : administrateur. A été président de la Fédération des Commissions Scolaires Catholiques du Québec.



Michel LAPORTE (L)

Sainte-Marie
Né le 12 février 1955. Avocat. Pratique au Centre d'Information Communautaire et de Dépannage (CICD) dans Sainte-Marie et directeur du Service des Loisirs St-Anselme.



Yvon LEMIRE (L)

Saint-Maurice
Né le 19 décembre 1919. Homme d'affaires. Président d'association des constructeurs d'habitation du Québec, propriétaire la compagnie Yvon Lemire Inc. de la société Habitat de la Mauricie Inc., candidat libéral dans St-Maurice aux élections générales d'avril 1981.



André J. HAMEL (L)

Sherbrooke
Né le 25 septembre 1937. Administrateur. Directeur général de la Fondation des Anciens de l'Université de Sherbrooke; impliqué dans plusieurs activités paraprofessionnelles à caractère social.



Jean LECLERC (L)

Taschereau
Né le 28 mai 1958. Chef d'entreprise. Directeur général des Biscuits Leclerc Limitée.



Christiane PELCHAT (L)

Vachon
Née le 28 août 1959. Journaliste. A été pigiste au Courrier du Sud et à la télévision communautaire de la Rivière-Sud, est devenue adjointe spéciale du ministre d'État à la Jeunesse.



Jean-Guy LEMIEU (L)

Vanier
Né le 17 février 17. Avocat. Plaidier à l'Office d'immigration et de la sélection du personnel depuis 1981, a déjà été secrétaire exécutif et avocat conseil ministre provincial des Consoeurs, Coopératives et Instituts financiers et de l'Immigration.



Jean-Paul THÉORÉ (L)

Vimont
Né le 19 juillet 1936. Homme d'affaires. Président des Entreprises Jean-Paul Théoré Inc. et de plusieurs autres firmes, a présidé la Chambre de Commerce de Laval en 1981 et 1982 et a été le président fondateur du Conseil d'administration de l'Office du développement du tourisme et des congrès de Laval.



Jean-Guy PARENT (PQ)

Bertrand
Né le 10 août 1946. Administrateur et homme d'affaires. Maire de Boucherville depuis 1978, président du Conseil des maires de la Rivière-Sud de Montréal depuis 1981, président du conseil d'administration de la STRSM, président directeur-général et fondateur de Visbec Ltée et président de Conser Inc.



Jeanne L. BLACKBURN (PQ)

Chicoutimi
Née le 24 juin 1934. Administratrice. Présidente du Conseil des Collèges du Québec, a été successivement présidente de l'AFEAS, du Centre des services sociaux du Saguenay/Lac Saint-Jean et de la Table régionale des Organismes volontaires d'éducation populaire.



Francis DUFÉ (PQ)

Jonquière
Né le 29 mai 1929. Administrateur. Maire de la ville de Jonquière depuis juin 1975.



Cécile ROY-VERMETTE (PQ)

Marie-Victorin
Née le 19 janvier 1945. Infirmière. A présidé le conseil d'administration de l'Hôpital Charles-Lemoyne de Longueuil et a représenté les associations patronales au Conseil des services essentiels.



André BOULERICE (PQ)

Jacques
Né le 8 mai 1946. Administrateur. Attaché d'administration à la Commission Scolaire Régionale de Chambly, a été président régional des 17 comités de l'Est de Montréal et candidat du Parti Québécois à l'élection partielle de novembre 1984 dans Saint-Jacques.



Claude FILION (PQ)

Tallon
Né le 7 décembre 1945. Avocat et administrateur. Avocat spécialisé en relations de travail, a été chef de cabinet de Pierre-Marc Johnson de 1977 à 1982, était membre du Comité National de Stratégie du « Oui » lors du référendum en 1980.



Christi LAVEAU (PQ)

Ungav
Né le 10 juin 1952. Coopérant. Maire de la ville de Chapais et vice-président de la Communauté économique de Chapais-Chibougamau.



Super vente avant NOËL

FOUR À MICRO-ONDES



Modèle JM-5518

- 500 watts • 0.6 pi cu
- 4 niveaux de cuisson
- 10 niveaux d'intensité
- Décongélation programmée

267⁹⁹\$

GRATUIT

* 1 000 DINDES
DE NOËLÀ L'ACHAT D'UN VIDÉO,
SYSTÈME DE SON,
TÉLÉCOULEUR OU
FOUR À MICRO-ONDES
DE 400\$ ET PLUS* LIMITE 1 PAR CLIENT
* POUR L'ENSEMBLE DES 4 SUCCURSALES

Quasar

FOUR À
MICRO-ONDES

- 500 watts • 0.6 pi cu. • YMQ 5555
- 3 niveaux d'intensité
- Décongélation • Horloge
- Système de distribution «Rota Flow»
- Support disponible

347⁹⁹\$HITACHI FOUR À MICRO-ONDES
ET CONVECTIONLE SEUL
POSSÉDANT
2 ÉLÉMENTS

MR 9020

877⁹⁹\$

- Plateau rotatif
- Micro-convection
- 3 niveaux de cuisson
- Sonde thermique
- Mise en marche différée
- Décongélation
- 3 mémoires • Grill

Panasonic FOUR À MICRO-ONDES



NE 6870

- 600 watts • 1 pi cu.
- Plateau rotatif
- Décongélation automatique
- Cuisson d'aliments congelés
- Cuisson automatique au poids
- Mise en marche différée

497⁹⁹\$

HITACHI FOUR À MICRO-ONDES



MR 8040

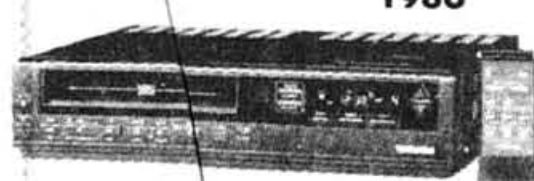
- «Dual Dimension» • Intérieur en acier inoxydable
- Senseur automatique
- Sonde thermique • 700 watts
- Mise en marche différée
- Garde-au-chaud
- 4 mémoires • Horloge

697⁹⁹\$BESTAR
7701LUXUEUX CHARIOT
POUR FOUR À
MICRO-ONDES

- Roulettes jumelées
- Couleur amande
- Tablettes réglables
- Porte-serviettes

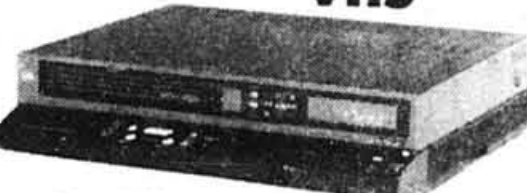
ÉTAIT 129.99\$
99⁹⁹\$

TOSHIBA

NOUVEAU
MODÈLE
1986

MAGNÉTOSCOPE M-5130

- accès frontal
- télécommande sans fil 15 fonctions
- programmable 7 jours
- syntonisation électronique 117 canaux

GRATUIT:
\$1000 DE LOCATION
DE FILMS499⁹⁹\$HITACHI MAGNÉTOSCOPE
VHS

Modèle VT-63

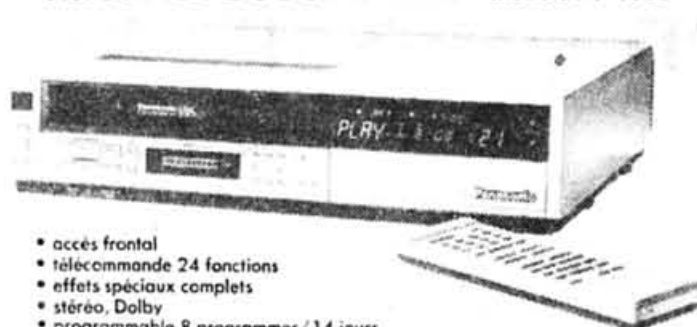
- 4 programmes / 14 jours
- Télécommande à 13 fonctions
- Rebobinage automatique
- Syntonisation 105 canaux

GRATUIT:
1000\$ DE LOCATION
DE FILMS549⁹⁹\$

Panasonic

STÉRÉO

MAGNÉTOSCOPE VHS modèle PV-1630



- accès frontal
- télécommande 24 fonctions
- effets spéciaux complets
- stéréo, Dolby
- programmable 8 programmes / 14 jours
- syntonisation électronique 105 canaux

999⁹⁹\$

AIWA RADIO PORTATIVE



- AM/FM stéréo
- Cassettes
- Série profilée
- Modèle CS-210

119⁹⁹\$HITACHI LECTEUR DE DISQUES
AU LASER TÉLÉCOMMANDE499⁹⁹\$

- modèle DA-501
- Cabinet noir
- Recherche d'index
- Recherche avant/arrière
- Chargement frontal
- Lecteur préprogrammé

LUXMAN



- Syntonisateur AM/FM stéréo modèle T-210
- Amplificateur 63 watts/canal, circuit Duo-Beta modèle L-235

Table tournante semi-automatique
entraînement par courroie modèle PD-210

- 2 haut-parleurs 3 voies RFT modèle Carrera de fabrication allemande

126
WATTS899⁹⁹\$

PIONEER

SYSTÈME A-55

- Amplificateur intégré de 70 watts par canal, modèle SA-950
- Syntonisateur digital au quartz PLL avec 8 stations AM/FM préréglées, modèle TX-950
- Tourne-disque à retour automatique, modèle PL-750
- Magnétophone à cassettes à logique IC, modèle CT-550
- Enceintes acoustiques à 4 voies de 120 watts chacune, modèle CS-959

140
WATTS1199⁹⁹\$

SHARP

TÉLÉCOULEUR 26"

Modèle 26J01

- Écran LYNITRON PLUS
- Syntonisation précise automatique
- Cabinet simili noyer
- Commande d'équilibre de l'image

GRATUIT:
500\$ EN LOCATION
DE FILMS

* Surplus de 2% avec carte de crédit

HITACHI

9⁹⁹\$VALEUR
DE 49⁹⁹\$Avec tout achat de 300\$ et plus, vous
pouvez acheter un rasoir HITACHI, «mi-
cro-screen» avec sélecteur de tension
110/220 de modèle AV-4500.

1.000\$

CLUB VIDÉO
GRATUITUne valeur de 1000\$ à
1000\$ applicable sur la loca-
tion de films vidéo ainsi
qu'une carte de membre à
l'achat d'un vidéo et / ou
d'un téléviseur d'une va-
leur de 600\$ et plus. Frais
d'inscription 20\$.
PLUS DE 3000 FILMS VIDÉO80
MOIS DE GARANTIELE SEUL
à vous offrir un plan de
protection de 80 mois de
garantie moyennant un
léger supplément.

SAUCIER

Électronique Ltée

MONTRÉAL

10090, BOUL. ST-LAURENT

389-3541

LONGUEUIL
2904, CHEMIN CHAMBLY
651-0070SHERBROOKE
2144, KING OUEST
563-9191POINTE-CLAIRE
971, BOUL. ST-JEAN NORD
(près du restaurant Club-Club)
694-9180

LE MAGASINAGE DU TEMPS DES FÊTES

Les consommateurs sont plus exigeants dans leurs achats

Devenus plus prudents depuis les dernières années de difficultés économiques, les consommateurs québécois se montrent désormais plus exigeants dans leurs achats.



FRANÇOIS BERGER

S'ils ont retrouvé leur prodigalité, surtout en cette période du temps des Fêtes, les consommateurs magasiniers cependant davantage, comparent qualité et prix et n'hésitent pas à se déplacer d'un magasin à l'autre pour trouver ce qu'ils cherchent.

« Les consommateurs d'aujourd'hui achètent moins d'articles et exigent la meilleure qualité; leur comportement d'achat se dirige de plus en plus vers les produits haut de gamme », constate M. David Schulman, analyste chez Nesbitt Thomson, à Montréal.

Tous les responsables du marketing et de la promotion des ventes dans les grands magasins s'entendent sur ce point. Le consommateur est aussi à la recherche de produits plus personnalisés. Cela a forcé les grands sociétés de commerce de détail à réaménager leurs magasins à rayons en ouvrant des départements du genre boutiques.

« Les boutiques spécialisées

sont encore très fortes dans le marché, mais nous commençons à reprendre une bonne place », note M. Bertrand Goulet, directeur général des magasins Eaton au Québec.

Chez La Baie, le directeur général pour le Québec, M. Hani Zayadi, signale que la compagnie a intensifié considérablement son offre d'articles dits de mode, articles qui ont fait le succès des boutiques.

Les consommateurs sont également portés à jeter leur dévolu sur des articles qui vont leur faire épargner du temps, comme les robots culinaires par exemple, signale M. Gilles Charlebois, directeur du marketing et de la promotion des ventes chez Simpson pour l'ensemble du Canada. « Chez 60 p. cent des couples, les deux conjoints occupent un emploi, de telle sorte que leur temps est compté », dit-il.

D'autre part, note M. Charlebois, les consommateurs pressés ont de plus en plus tendance à faire leurs emplettes de Noël pendant les quelques semaines qui précèdent tout juste le 25 décembre. C'est-à-dire que le temps des fêtes commence maintenant un peu plus tard pour les marchands; en décembre plutôt qu'en novembre.

Les achats de Noël

La nécessité de rendre certaines tâches domestiques plus aisées et plus rapides explique la grande popularité d'articles comme les fours à micro-ondes.

Tous les grands magasins enregistrent une augmentation substantielle des ventes de fours à micro-ondes pendant la période des fêtes de cette année. Il en va de même pour les ventes de petits appareils électro-ménagers tels les malaxeurs à usages multiples.

Parmi les autres produits très en demande pendant la frénétique période des Fêtes, on retrouve les magnétoscopes (pour vidéo-cassettes), les téléviseurs, les systèmes de son, les bijoux et les parfums, de même que les habillages jouets (surtout les animaux en peluche cette saison).

Cette année, même les traditionnelles décorations de Noël battent des records de vente, ont indiqué les porte-parole de grands magasins.

Les données de Statistique Canada pour les neuf premiers mois de 1985 indiquent que les Québécois ont augmenté de 23 p. cent leurs achats d'appareils ménagers, par rapport à 1984, et de 11 p. cent leurs achats de téléviseurs, radios et accessoires.

Selon les chiffres de l'agence canadienne des statistiques, les consommateurs canadiens ont retrouvé leurs habitudes de consommation d'avant la crise économique de 1982-83. Ainsi, comme c'était le cas en 1980, les gens consacrent aujourd'hui environ 14 p. cent de leurs dépenses de consommation aux biens durables (comme l'automobile) et 10 p. cent aux



biens semi-durables (meubles et appareils pour la maison principalement).

Les consommateurs ont intérêt à acheter, et les marchands à vendre, maintenant, puisque le pouvoir d'achat sera réduit en 1986 avec la majoration des impôts déci-

dée par Ottawa, remarque un analyste du commerce de détail. Mais hausse d'impôts ou pas, les commerçants promettent des soldes intéressants au début de janvier: avis aux consommateurs avertis qui peuvent se permettre de faire leurs achats de Noël après Noël...

Les ventes en hausse de 10 à 15%

Les dépenses de consommation des Québécois pendant la période des fêtes augmentent de 10 à 15 p. cent, cette année, selon les marchands.

D'après les estimations du Conseil québécois du commerce de détail, dont les membres effectuent les deux tiers de toutes les ventes au détail réalisées au Québec, les consommateurs auront consacré \$3,2 milliards à leurs emplettes de Noël pendant le seul mois de décembre.

Dans la région de Montréal, les « achats de Noël » réalisés au mois de décembre seront de l'ordre de \$1,5 milliard, selon le Conseil qui note une progression des ventes dans tous les secteurs et les genres d'articles.

C'est la deuxième année consécutive que les marchands passent un bon Noël. L'an dernier, l'augmentation des ventes avait été de l'ordre de huit p. cent pendant le mois de décembre, qui compte à lui seul pour 10 p. cent de tous les ventes faites pendant l'année (en fait, ce sont les trois premières semaines de décembre, avant le 25, qui « font » le mois).

Dans les grands magasins du centre-ville de Montréal, les porte-parole indiquent unanimement une augmentation des ventes qui se situe « dans les deux chiffres ».

La hausse substantielle des achats contraste avec un taux de chômage qui demeure très élevé, à 11,8 p. cent en novembre, au Québec. Le paradoxe entre le taux de chômage qui grimpe et les ventes au détail

qui en font autant est résolu quand on tient compte d'autres facteurs, de dire M. Guy Poirier, vice-président exécutif du Conseil québécois du commerce de détail.

Selon lui, les chômeurs de cette année sont les mêmes que ceux de l'an dernier. Les autres consommateurs, ceux qui ont un emploi, augmentent leurs achats parce qu'ils ont plus d'argent à leur disposition.

Selon M. David Schulman, analyste chez Nesbitt Thomson, les gens ont reporté leurs achats pendant les deux dernières années, en raison des difficultés économiques. Maintenant que l'économie montre des signes de reprise, les consommateurs procèdent aux achats qu'ils avaient ainsi reportés, notamment les

gros achats comme ceux des appareils électro-ménagers.

Selon Statistique Canada, le revenu personnel disponible (c'est-à-dire après impôts) a progressé de 8,4 p. cent au pays au cours des neuf premiers mois de 1985. Pendant la même période, les Canadiens ont augmenté leur endettement (crédit à la consommation) de 7,9 p. cent. D'autre part, le taux d'épargne des individus a décliné pour passer de 15,4 p. cent du revenu disponible en 1984 à 14,9 p. cent cette année. Tous ces facteurs ne peuvent que confirmer la tendance à la hausse de la consommation.

Les ventes au détail ont progressé de 8,6 p. cent au Québec, pendant les neuf premiers mois de l'année, selon l'agence fédérale des statistiques. C'est une augmentation

moindre que celle enregistrée pendant la même période en 1984, quand les ventes au détail ont connu une hausse de 12,5 p. cent. Cela signifie que la croissance des ventes a ralenti depuis un an. Mais cette croissance est bel et bien là. Il faut noter que la faible progression des prix — avec une inflation officielle de l'ordre de 4 p. cent cette année — est un autre facteur favorable à l'expansion du commerce.

Un autre point à souligner: cette expansion du commerce, en terme de valeur des ventes, a permis la création de nouveaux emplois dans ce secteur, selon M. Guy Poirier. Quelque 400 000 personnes travaillent dans le commerce de détail au Québec et le secteur est sur le point de rejoindre le niveau d'emploi d'avant la crise.

Nordair et Quebecair se disent toutes deux très satisfaites d'un jugement à la Salomon

Nordair et Quebecair jubilent!

Ce qui suscite une telle allégresse chez ces deux grands ennemis, c'est la décision rendue hier par le juge Benjamin Greenberg, de la Cour supérieure.

CLAUDE PICHER

« Dans cette affaire », précise pourtant le magistrat, « il n'y a ni gagnant ni perdant ».

Le jugement porte sur deux causes présentées presque simultanément devant le tribunal. Toute cette affaire découle de l'offre présentée par CP Air, cet automne, en vue d'acquiescer Nordair, compagnie

aérienne également convoitée par Quebecair.

L'intention de CP Air est claire: fusionner Nordair à CP Air, ce qui renforcerait sa position dans l'est du Canada. Quebecair a des intentions tout aussi claires: fusionner les deux compagnies pour créer un transporteur régional fort.

Le principal actionnaire de Nordair, c'est Innocent, un holding appartenant à une vingtaine d'actionnaires, en majorité des compagnies d'assurance et des grands fonds de pension.

Innocent a séchement rejeté l'offre de Quebecair (faite, il faut l'admettre, de façon assez cavalière), mais a accep-

té avec enthousiasme celle de CP Air. Cela ne faisait pas l'affaire de tous les actionnaires d'Innocent, et trois d'entre eux, la Caisse de dépôt et de placement du Québec, le fonds de pension des employés d'Air Canada, et le fonds de pension des policiers de la Communauté urbaine de Montréal, acceptaient l'offre de Quebecair.

Cela permettait à la Société des transports du Québec de contrôler 34,8 p. cent des actions de Nordair. Or, pour opérer une fusion, CP Air doit détenir, d'après la loi, au moins les deux-tiers des actions, soit 67 p. cent. Il lui en manque donc à peine 2 p. cent, mais ce tout petit

pourcentage est inaccessible, puisque contrôlé par une société hostile à la fusion.

L'essentiel de la requête de Nordair devant les tribunaux visait donc à faire annuler le dépôt des actions de Nordair détenues par la Caisse de dépôt et les fonds de pension d'Air Canada et des policiers montréalais. De cette façon, ce n'est pas 34,8 p. cent, mais à peine 22 p. cent des actions de Nordair, qui seraient sous le contrôle de la Société des transports. Dans cette optique, plus rien ne se serait opposé à la fusion de Nordair à CP Air.

Quebecair ne l'entendait pas de cette oreille et déposait, immédiatement après la requête de Nordair, une autre requête visant tout simplement à annuler les effets d'un jugement favorable à Nordair.

Le juge Greenberg a finalement opté pour un jugement à la Salomon: en gros, il autorise les trois actionnaires en question (Caisse de dépôt et

les fonds de pension d'Air Canada et des policiers montréalais) à prendre leur propre décision en toute liberté.

Le jugement Nordair remet donc le sort de Nordair (et de Quebecair) entre les mains des administrateurs de ces trois fonds de pension.

Si ceux-ci veulent revenir sur leur décision, ils pourront désormais offrir leurs actions à CP Air. D'où jubilation chez Nordair, qui est convaincue que l'offre de CP Air est plus avantageuse, et que les gestionnaires de fonds de pension l'accepteront « dans l'intérêt de leurs cotisants ».

Si les administrateurs des fonds de pension maintiennent leur décision, ils empêchent la fusion CP Air-Nordair. CP Air pourrait transformer Nordair en filiale, mais jamais opérer la fusion. D'où jubilation chez Quebecair, qui bloque ainsi un projet qui la refoulerait au rang de transporteur régional de deuxième ordre.



FONDS DE PLACEMENT

- Fonds d'actions can. 21,7
- Fonds d'obligations 22,5
- Fonds d'hypothèques 16,1

TRUST GENERAL

Enrichissez votre REER! 1/4%+

Obtenez 1/4% de plus que les taux affichés sur tout nouveau dépôt de 2 à 5 ans dans un REER avant le 31 décembre 1985. Reçu d'impôt dès le début de février. Détails complets à nos succursales.

SUCCURSALES: Laval: Place du Carrefour, 682-3200 • Ville Mont-Royal: Centre Rockland, 341-1414 • Outremont: 1, Vincent d'Indy, 739-3265 • Montréal/Place Ville-Marie: Galerie des Boutiques, 861-8383 • Université: 1100, University, 871-7200 • Anjou/Place d'Anjou: 355-4780 • Rivière-Sud: Place Portobello, 466-2500 • Hurl: 120, Promenade du Portage, 771-3227

CONSEILLERS: Val-d'Or: 825-8101 • Mir/Abitibi: 382-8000 • Repentigny: 871-7536 • Longueuil: 651-9381 • Rivière-Sud/St-Hubert: 462-1880 • Granby: 378-8461 • Duvernay: 667-3333 • St-Hyacinthe: 773-7899

Alain Dubuc

Toyota, un scénario prévisible

Toyota a finalement décidé de construire son usine de \$400 millions en Ontario, dans la charmante ville de Cambridge. Le Québec a donc perdu une bataille qui lui coûtera 1 000 emplois directs.

Ça en dit long sur les politiques industrielles canadiennes, peu importe le préjugé favorable du gouvernement Mulroney à l'égard de la « Belle province ». Maintenant que le Québec a eu son petit cadeau automobile, avec Hyundai, la voie est libre pour que l'Ontario récolte tout ce qui reste.

Le scénario était hélas écrit depuis longtemps. C'était d'ailleurs ce que cette chronique avait prévu au début du mois de septembre. « Sur le plan politique, il y a une issue, mais elle n'est pas satisfaisante. Elle consiste, pour Ottawa, à s'arranger pour que le Québec obtienne l'un de ces projets, vraisemblablement celui d'Hyundai. Les Québécois seront quand même contents, puisque ce sera le premier investissement du genre depuis vingt ans. Cela « doublera » l'implantation de l'industrie dans la province, car le nombre de fabricants passera...de un à deux! Et l'Ontario pourrait obtenir le reste sans trop de remous. Ça s'appelle un prix de consolation. »

Un bilan déséquilibré

Il va sans dire qu'il est difficile d'affirmer que les deux provinces ont eu droit à un traitement équitable parce qu'elles auront chacune leur usine.

Depuis 1974, les investissements de cette industrie ont atteint \$8,6 milliards. Là-dessus, le Québec en a récolté \$227 millions; c'est un gros 2,6 p. cent du total. Presque tout le reste s'est retrouvé en Ontario, où l'on retrouve plus de 80 p. cent des 115 000 emplois d'assemblage ou de fabrication de pièces.

En fait, sur les 20 usines automobiles au Canada, on en trouve 15 en Ontario, une petite en Nouvelle-Écosse, pour l'assemblage de Volvos, et quatre au Québec: une seule grosse, General Motors à St-Hérèse et trois petites, autobus GM à St-Eustache, Prevost et Kenworth.

La concentration de l'industrie en Ontario a créé un triple cercle vicieux. Parce que les grands producteurs américains sont déjà là lorsqu'ils ont à réinvestir, ils le font en Ontario. C'est ainsi que Renault-AMC, contrôlée par une société d'État française, a choisi d'investir à Brampton, malgré les liens d'amitié entre la France et le Québec.

Le deuxième cercle vicieux est lié à fait que ces usines d'assemblage ont favorisé la création d'un réseau de fabricants de pièces. Elles se sont installées, et c'est logique, près de leurs acheteurs. C'est à dire en Ontario.

Ces deux cercles vicieux ont engendré un troisième. Lorsque des nouveaux venus décident de s'installer au Canada, qu'ils soient européens ou asiatiques, leur choix porte presque inévitablement sur l'Ontario, là où l'on retrouve l'infrastructure, le « know-how » et les fournisseurs de pièces.

L'espoir québécois

Le gouvernement du Québec a toutefois cru pouvoir briser ces cercles vicieux concentriques. On comptait beaucoup sur la nouvelle vague d'investissements étrangers dans l'automobile des compagnies japonaises ou européennes qui partent à l'ouest au Canada et qui n'ont donc pas d'attachement particulier à l'Ontario.

Ces compagnies s'établissent au Canada en grande partie parce qu'elles y sont privilégiées. Elles doivent investir ici pour ne pas être écartées par des quotas et des droits de douane et pour pouvoir participer au Pacte de l'auto entre le Canada et les États-Unis. Soit dit en passant, cela donne certain pouvoir de pression aux autorités fédérales.

Le Québec a pu convaincre Hyundai, mais cette compagnie coréenne reste marginale dans le monde de l'automobile. Les efforts d'entraînement de l'implantation d'une usine japonaise auraient été autrement plus importants: sont les Japonais qui ont la technologie et la crédibilité.

À Québec, on a d'ailleurs cru jusqu'au dernier moment que Toyota pourrait choisir le Québec. C'était d'autant plus possible que le gouvernement offrait aux Japonais les mêmes concessions généreuses qui ont été consenties à Hyundai: une enveloppe d'aide et de subventions de \$125 millions.

Une décision sage

On peut d'ailleurs demander pourquoi les dirigeants de Toyota ont finalement préféré l'Ontario. Ce n'est sûrement pas l'absence de subventions: Queen's Park offre \$35 millions grâce à un prêt sans intérêt, \$15 millions en fonction de la main-d'œuvre ainsi que les infrastructures.

Il y a quelque chose d'illogique dans le choix de Cambridge quand on regarde la philosophie d'implantation de Toyota aux États-Unis. Cette compagnie construisait une grosse usine à Georgetown, au Kentucky. C'est à Detroit. Ce n'est pas un hasard: le fabricant japonais se méfie des grands centres de production automobile sur-syndiqués. La proximité des fournisseurs de pièces ne semble pas non plus préoccuper Toyota, parce que ce n'est pas là le fleuron du Kenky.

Dans le cas Canada, on fait le contraire. En choisissant l'Ontario, Toyota héritait en prime de la meilleure traîne de l'industrie automobile nord-américaine.

Il y avait une grosse différence entre le Québec et l'Ontario: le climat social et politique. Mais ce n'est plus là; les relations de travail sont maintenant bonnes. Québec, les industries qui s'implantent n'ont pas de problèmes linguistiques et, sur le plan politique, c'est beau fixe. Paradoxalement, ce serait plutôt l'Ontario qui traverse une phase difficile et qui goûte, pour la première fois depuis vingt ans, les joies de l'incertitude.

DÉPÔT/RANTI

10 3/8% 9 7/8% 9%

1 an 3 ans 10 ans

Institution à la Régie de l'assurance-dépôt du Québec.

SUPER CARNAVAL

Faites vous un cadeau à Noël
avec ce que vous épargnez en faisant
votre marché chez Super Carnaval

Il y a maintenant un 5^e Super Carnaval
à Ville LaSalle au 7401 boul. Newman. Profitez-en!



**COCA-COLA
OU SPRITE**
Bouteilles
consignées
6 x 750 ml



**SUCRE
BLANC
GRANULÉ**
Lantic
sac de 4 kg



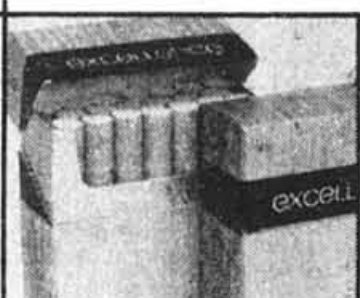
**OEUF
MOYENS**
Canada
Catégorie A
1 dz



**HUILE
VÉGÉTALE**
Pasquale
cont. de
3 litres



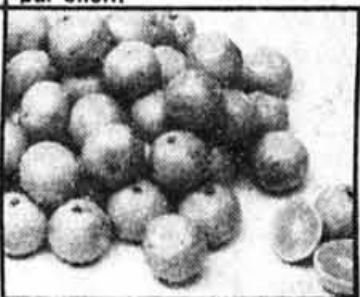
**MARGARINE
DURE**
La Québécoise
1 lb



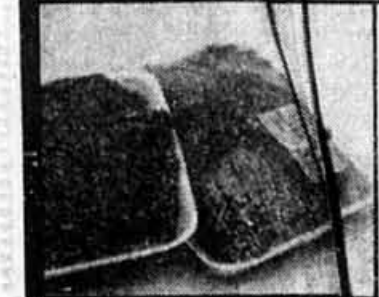
**CARTON DE
CIGARETTES**
Excellence
King Size
10 pqt de 20 cig.
Limite de 3
par client



**DINDE
SURGE-**
LÉE Catégorie
utilité
moins de 7 kg



**GROSSES
CLÈMEN-
TINES**
Du Maroc ou de
l'Espagne
gross. 144
Caisse d'environ 22 lb



**BOEUF
HACHÉ**
ORDINAIRE
provenant de
parties fraîches
et/ou surgelées



**POMMES DE
TERRE BROSSÉES**
Du Québec Canada
No 1, idéales pour
la conservation
sac de 50 lb



**PORC
HACHÉ**
provenant de
parties fraîches
et/ou surgelées



**POMMES
AN-
THOU
CHLAND**
Québec
Cada de
farsie

Avertissement. Les prix de Super Carnaval, tels qu'ils apparaissent, ne sont pas des prix spéciaux. Ce sont nos prix réguliers et vous pouvez en bénéficier à tous les jours. Ils sont maintenus tant que nos sources d'approvisionnement nous le permettent. Prix en vigueur dans la région métropolitaine de Montréal. Photos à titre indicatif seulement. Pas de vente aux marchands. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités.
* Votre marché chez Super Carnaval vous permet d'économiser jusqu'à 30% par rapport aux prix réguliers des supermarchés conventionnels. L'économie réalisée peut être supérieure ou inférieure selon vos habitudes de consommation.

HEURES D'OUVERTURE 10 au 21 déc.: 9h00 à 21h00 lun.
23 déc.: 8h30 à 21h00 jeu.
24 déc.: 8h30 à 17h00 ven.
SACS GRATUITS... Une économie supplémentaire

ST-LEONARD 6675 Jean-Talon est
LAVAL 4400, boul. de la Concorde
LONGUEUIL 3630, ch. Chambly
GREENFIELD PARK 1011, boul. Taschereau
LA SALLE 7401, boul. Newman

**SUPER
CARNAVAL**
VOS SUPER SUPERMARCHÉS

Trois banques baissent leurs taux

■ TORONTO (PC) — Trois banques ont baissé leurs taux hypothécaires à la suite de la diminution du taux d'escompte décidée par la Banque du Canada, jeudi.

La Banque royale a fait savoir hier qu'elle réduisait d'un demi-point ses taux hypothécaires pour un terme de deux ans, à 10,25 p. cent. Pour des termes de trois, quatre et cinq ans, les taux sont réduits d'un quart de point et passent à 11, 11,25 et 11,5 p. cent, respectivement.

Les nouveaux taux de la Royale correspondent à ceux de la Toronto-Dominion Bank et de la Banque de Montréal, qui avaient déjà réduits les leurs jeudi.

la presse

HEURES DE TOMBÉE POUR LA SEMAINE DU JOUR DE L'AN 3 au 7 janvier 1986

Veuillez prendre note que LA PRESSE ne sera pas publiée le mercredi 1er janvier 1986 (Jour de l'An) et le jeudi 2 janvier 1986 (lendemain du Jour de l'An).

Édition du vendredi 3 janvier 1986

Réservation d'espace:	le lundi	30 décembre 1985
Annonces avec épreuves:	le lundi	30 décembre 1985
Annonces sans épreuve:	le mardi	31 décembre 1985
Corrections finales:	le mardi	31 décembre 1985

Édition du samedi 4 janvier 1986

Réservation d'espace:	le lundi	30 décembre 1985
Annonces avec épreuves:	le vendredi	27 décembre 1985
Annonces sans épreuve:	le mardi	31 décembre 1985
Corrections finales:	le vendredi	3 janvier 1986

Édition du lundi 6 janvier 1986

Réservation d'espace:	le mardi	31 décembre 1985
Annonces avec épreuves:	le lundi	30 décembre 1985
Annonces sans épreuve:	le vendredi	3 janvier 1986
Corrections finales:	le vendredi	3 janvier 1986

Édition du mardi 7 janvier 1986

Réservation d'espace:	le vendredi	3 janvier 1986
Annonces avec épreuves:	le mardi	31 décembre 1985
Annonces sans épreuve:	le mardi	31 décembre 1985
Corrections finales:	le lundi	6 janvier 1986

HEURES DE TOMBÉE/TÉLÉ-PRESSE DES 4 ET 11 JANVIER 1986

Réservation d'espace:	le mardi	17 décembre 1985
-----------------------	----------	------------------

SECTION ARTS ET LITTÈRES

Édition du samedi 4 janvier 1986

Réservation d'espace:	le lundi	30 décembre 1985
Annonces avec épreuves:	le vendredi	27 décembre 1985
Annonces sans épreuve:	le mardi	31 décembre 1985
Corrections finales:	le vendredi	3 janvier 1986

SECTION CARRIÈRES ET PROFESSIONS ET SECTION VACANCES/VOYAGE

Édition du samedi 4 janvier 1986

Réservation d'espace:	le vendredi	27 décembre 1985
Annonces avec épreuves:	le mardi	24 décembre 1985
Annonces sans épreuve:	le vendredi	27 décembre 1985
Corrections finales:	le vendredi	27 décembre 1985

LA BOURSE

Nouveaux sommets

■ La Bourse de New York a volé vers de nouveaux sommets hier, les investisseurs étant encouragés par la perspective d'une baisse des taux d'intérêt.

L'indice Dow Jones des industrielles a gagné 23,97 points à 1 535,21, établissant son quatrième record en cinq séances cette semaine.

178,9 millions d'actions ont été échangées.

Selon Richard Roslund, de la firme Kidder Peabody, bien des observateurs estiment qu'une baisse du taux d'escompte est imminente.

RCA a gagné 1/4 à 59 1/2 et Union Carbide 1/4 à 69 1/2. Sears Roebuck était inchangée à 40 1/2.

Sur la lancée de Wall Street, la Bourse de Toronto a gagné 14,24 à 2 866,00. Quelque 16,1 millions d'actions ont été échangées.

Parmi les 14 indices secondaires, 12 ont gagné du terrain. Seuls les services publics et les ventes au détail ont perdu du terrain.

Teck Corp. a gagné 1/4 à 17 1/2 et Moore Corporation 1/2 à 29 1/2. Texaco Canada a perdu 1/4 à 29 1/2 et Southam 1/4 à 15 1/2.

Montréal a aussi clôturé en hausse. L'indice général a gagné 1,19 à 140,67, sur un volume de 3,3 millions d'actions.

Parmi les indices secondaires, les pétrolières et les produits forestiers ont été les seuls à reculer.

Canadian Tire A a perdu 1/4 à 11 1/2 et Reitman A 1 1/2 à 25 1/2. Entre-temps, Imasco gagnait 1 à 26 1/2 et la Banque nationale 1/4 à 24 1/2.

EN BREF

Les ventes de Techmire devraient grimper de 22%

■ Selon le président de Techmire, Stephen Yaffe, les ventes de la compagnie vont monter de 22 p. cent à \$7 millions au cours de l'exercice se terminant le 31 juillet 1986. La compagnie, qui fournit des pièces et des machines de moulage sous pression, a connu, au cours de 1985, des résultats inférieurs aux prévisions, le chiffre d'affaires baissant de \$200 000 à \$5,8 millions. Les bénéfices sont passés de \$360 000 à \$274 000. Techmire prévoit notamment que sa nouvelle usine du Vermont fonctionnera à pleine capacité cette année et sera rentable à compter du deuxième semestre.

Four Seasons Hotel lance un premier appel à l'épargne

■ La société Four Seasons Hotel annonce qu'elle fera un premier appel public à l'épargne au Canada. Il s'agit d'actions de second rang avec droit de vote. Wood Gundy sera le preneur ferme de l'émission en janvier 1986. Four Seasons gère 18 hôtels de luxe d'envergure moyenne dans les principales villes du Canada et des États-Unis, ainsi qu'à Londres, en Angleterre.

Manufacturers à la Bourse

■ La société Manufacturers Life Capital Corporation inscrit à la Bourse de Montréal, à partir de mardi le 17 décembre, ses actions privilégiées de premier rang, 7,25 p. cent, à dividende cumulatif et rachetable au gré du porteur. Les actions seront inscrites sous la cote MANUCAP. Une émission de 9 millions de ces premières actions privilégiées de Manufacturers au coût de \$25 l'unité sera complétée mardi prochain.

Sico a complété son émission

■ Sico annonce qu'elle a complété son émission d'actions de 2 millions d'unités à \$13,75 chacune. L'émission était pilotée par Richardson Greenshields et Lévesque Beaubien.

Levées d'interdictions

■ La Commission des valeurs mobilières du Québec lève les interdictions de transférer affectant Action Traders Inc., Ressources pétrolières Viking Inc., E. Audet et Fils (1983) Inc. et Growth Investment Corporation, ces compagnies s'étant conformées aux obligations d'information de la loi. La Commission des valeurs mobilières de l'Ontario permet de transférer de nouveau les actions de Pelangio-Larder Mines, Carolin Mines et Digitech, ces compagnies ayant fourni les informations requises par la loi.

PRÊTS... EN PISTE...

OUVERT JUSQU'À 9:00 P.M.

SKIS «HEAD»,
modèle radial carbone
FIXATIONS TYROLIA 290
Prix de détail sugg. 420\$ **299\$98**

SKIS ELAN 903
FIXATIONS TYROLIA 170
BOTTINES SALOMON SX50
BÂTONS SCOTT **219\$98**

LUNETTES DE SKI
Smith «Coupe du Monde» ou
lunettes thermiques souples «Scott
Olympic» anti-buée.
Prix cour. 25\$ **SOLDE 19\$98**

SKIS PRO KASTLE CS
FIXATIONS SALOMON 647
BOTTINES SALOMON SX 71
BÂTONS SCOTT **399\$98**

SKIS KNEISSL, ELITE OU ROSSIGNOL E350
FIXATIONS SALOMON 337 **129\$98**

Sac pour skis
Prix rég. 29,98\$
Sac à skis simple **24\$98**

Sac pour bottes
Housse pour fixations **19\$98**

BOTTINES
SX91E, SX91, SX81, SX71,
Bottes chauffantes Lange
CHT, THT, Koflach 911, 511,
311, 211, 211 mousse. **19\$98**

SKIS
Volkl, Fischer Vacuum,
Head, Rossignol,
Kastle, Kneissl.

ENSEMBLE COMPLET POUR SKI DE FOND
Adulte 75 mm **74\$98**
Junior 75 mm **54\$98**
INCLUANT BOTTINES DE SKI FIXATIONS ET BÂTONS

PANTALONS DE COURSE POUR JUNIOR **79\$88**

ENSEMBLES PÉDIGREE POUR JUNIORS **69\$98**

COLS ROULÉS, 100% coton **9\$98**

25% DE RÉDUCTION
sur ensembles et blousons
de Frimas, Collini,
Pedigree, Sportstop.

**AINSI QUE VÊTEMENTS Sunice,
HCC, Sportalm, Schneider,
Stefner.**

CORTINA SKI
MONTREAL: PLAZA ALEXIS NIHON 932-3105
DOLLARD-DES-ORMEAUX: 4307 B. BOUL. ST-JEAN, 620-6110
(1 mille au nord de la Transcanadienne, com Roger Pilon)

ROLEX
VENTE ET SERVICE
BIJOUTIER
Établi en 1961
272-4525
5713 Avenue du Parc

NE T'INQUIÈTE PAS, TON
NOM EST SUR MA LISTE

11 jours de magasinage
avant Noël

**LE
MERCREDI
DANS
ALIMENTATION**

RECEVOIR AVEC
JEAN-PIERRE GAUMONT
par Françoise Kayler

la presse



La Magie de Noël



JEAN COUTU



*LIMITE 3 PAR CLIENT
*VALIDE DU 8
AU 21 DÉCEMBRE 1985.

C'est tellement mieux...

c'est bien évident!

Les petits indispensables

HEINZ

Ketchup
aux tomates.
Format 1.25 L.



2⁵⁹*

Nos succursales vous offrent
un très grand choix de filtres
Melitta à prix d'escompte.



2⁹⁹*

MELITTA

Café Premium. Format 369 g.
Mouture au choix.

HABITANT

Olives, oignons,
cornichons
assortis.
Format 375 ml.
AU CHOIX



1⁶⁹*

GAGNEZ À TOUT COUP

À
l'achat
des produits
7UP, Diet 7Up,
Pepsi ou Diet Pepsi
demandez votre coupon
de participation
"L'ESCOMPTANTANE"
Plus de 90 000\$ en prix
dont 30 voyages à la Barbade
et de nombreux autres prix!

JEAN COUTU

Une exclusivité Voir les règlements officiels du concours au verso du coupon de participation.

PEPSI ou SEVEN-UP

24 cannettes de 280 ml ou
24 bouteilles plasti-shield de 300 ml



6⁷⁹
AU CHOIX

Gratuit!

Doublez vos photos!



Faites
développer
un film couleur
(procédé C-41)
et obtenez
gratuitement
le double
de vos photos,
en format
JUMBO.
Valable du
1^{er} décembre 1985
au 31 janvier 1986.

Pharmicolor

Objectif: Joie de Noël

DISCON

Appareil-photo
Disc 6000. Flash
électronique incorporé.
Avancement
automatique. Appareil ultra compact.
Utilise les films Disc, fonctionne
sur 2 piles AA (non incluses).
Garantie 1 an.



19⁹⁹



ENERGIZER

Piles alcalines qui durent
encore plus longtemps.

A AAA ou AA, format boni: 3 + 1 2.97
B D ou C, format boni: 3 + 1 2.97
C 9V, format 2 2.97

2⁹⁷
AU CHOIX

ARGUS

Appareil-photo 35 mm.
Mise au point automatique
avec flash électronique intégré.
Avancement manuel de la pellicule.
Objectif 38 mm f/4. Etui inclus.
Garantie 1 an. Modèle #APC-200.



42⁹⁹

POLAROID

Appareil-photo
système "Soleil",
modèle 600 LMS. Flash
permanent à récupération
d'énergie. Obturation
à ouverture variable.
Cellule électronique.
Garantie 1 an.



42⁹⁹*

2 FREE FILMS
BONI
Polaroid
600
Emballage boni:
2 films 600 gratuits.

GENERAL ÉLECTRIQUE

AU CHOIX:

A Flip Flash II, format 8 2.59
B Magicubes, format 3 2.19



2¹⁹ 2⁵⁹

FUJI

Film.
AU CHOIX:

A CN-110-24
100 ASA... 2.29
B CN-135-24
100 ASA... 2.39
C Disc-15-1... 2.39



2³⁹ 2²⁹

D.F.

Album photo. Série Librai-
rie. 100 pages pour 400
photos 3 1/2" x 5". Modèle
#2055-50. Valeur: 12.95\$



9⁵⁹*

Ensemble de piles et
chargeur. Contient
4 piles AA + un
multi-chargeur.
Garantie 5 ans.
Modèle #NC-1239.
Valeur:
36.90\$

SANYO

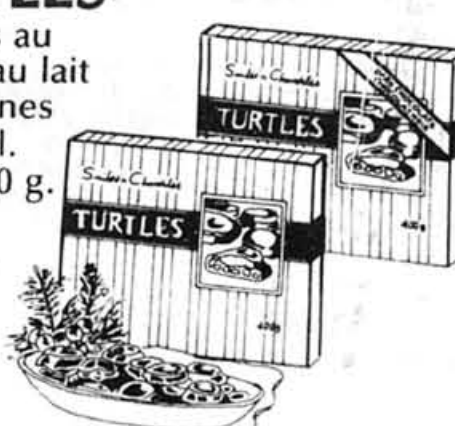


20⁹⁹*

Pour fins palais

TURTLES

Friandises au
chocolat au lait
avec pacanes
et caramel.
Format 400 g.



5⁵⁹*

BLACK MAGIC

Chocolats assortis.
Format 454 g.



5⁵⁹*

YUM YUM

Chips.
Format 400 g.
Saveurs assorties.
AU CHOIX



1⁶⁹*



PHILIPS

Rasoir rechargeable rotatif
pour hommes. Système à
double action. Modèle #HP-1339.
Garantie 1 an.
Valeur: 89.95\$

68⁸⁹*

JEROME ALEXANDER



7⁹⁹*

Combinaison
interchangeable
4 dans 1:
3 cylindres pour friser + 1
brosse coiffante. Fini chromé.
Garantie 3 ans. Modèle #B-59.



SONY

Cassette vidéo Dynamicron.
AU CHOIX: • T-120 VHS ou
• L-750 Beta

7⁸⁹*

CAFE DUO de PHILIPS

Cafetière-filtre
électrique pour
1 ou 2 tasses.
Montage mural.
(Tasses
non incluses).
Garantie 1 an.
Valeur: 39.95\$

29⁹⁹*



OUVERT 7 JOURS, 7 SOIRS, TOUS LES "WEEK-ENDS"

Nous nous réservons le droit de limiter les quantités.
Spéciaux valides au comptoir seulement. Si un article
venait à manquer dans une succursale, n'hésitez pas à
demander un bon de garantie de prix «Mille Excuses».
Le texte prévaut en tout temps, illustrations à titre indi-
catif seulement. Mille excuses, la loi nous étend de
vendre certains produits identifiés par une étiquette
vert lime dans nos succursales; lundi, mardi, mercredi
après 18h, jeudi, vendredi après 21h30, samedi après
17h et le dimanche sauf, Ontario et Nouveau-
Brunswick. Pas de vente aux marchands.

Ces produits ne sont pas disponibles dans les PJC suivantes:
Blainville, Baie Comeau, Beauport, Côte Vertu, Lévis et Neufchâtel.

L'aérospatiale au Québec: 5 000 postes en trois ans, dont 1 200 nouveaux emplois

Même si la plupart des grandes entreprises du secteur de l'aérospatiale du Québec ont été établies depuis 1976 des laboratoires en Ontario, cette industrie offrira un minimum de 5 000 postes dans la province au cours des trois prochaines années dans les domaines scientifique, technique et des métiers spécialisés.

Au moins 1 200 d'entre eux seront de nouveaux emplois alors que dans les autres cas, l'embauche résultera du remplacement des effectifs en raison des promotions, retraites, départs, etc.

Serge Tremblay, directeur général du Centre d'adaptation de la main-d'œuvre aérospatiale au Québec (CAMAQ), explique qu'il

s'agit d'un minimum étant donné que les industries relativement petites se montrent conservatrices et parfois pessimistes dans leurs prévisions de leurs besoins dans deux ou trois ans. En fait, l'embauche réelle est généralement plus élevée que ce qui avait été prévu.

Ainsi en 1985, on avançait un

chiffre de 700 à 800 nouveaux emplois alors qu'en réalité on dépassera le chiffre de 1 500. De plus, de dire M. Tremblay, la plupart des entreprises du Québec ont dans leurs cartons des plans de participation à des méga-projets et il est presque inévitable que la province reçoive éventuellement sa bonne part des gâteaux.

Les CEGEP et universités de la province forment tous les spécialistes dont cette industrie aura besoin au cours des années qui viennent. Cependant les femmes sont absentes de ces nouveaux contingents. Dans les cours qui permettront de trouver un emploi scientifique ou technique dans l'aérospatiale, elles ne représentent que 4,9 p. cent des étudiants au CEGEP et entre 8,5 et 9,3 p. cent selon les niveaux à l'université. En électrotechnique, secteur particulièrement représentatif des débouchés possibles dans l'aérospatiale, il y a 5 118 hommes et 259 femmes (4,8 pour cent du total) dans le réseau des CEGEP.

M. Tremblay ajoute que le nombre de cerveaux étrangers importés n'est plus un facteur important. Les spécialistes de l'extérieur, dit-il, sont embauchés à cause de l'expérience qu'ils possèdent et retournent dans leur pays après une année ou deux.

Selon la plus récente étude du CAMAQ, l'industrie aérospatiale du Québec a, en 1985, créé un total de 2 695 emplois, ce qui porte le total à 38 745. Il s'agit là des emplois de toutes catégories (incluant le secrétariat, les achats, le camionnage, etc.) chez les manufacturiers de l'aérospatiale et de l'électronique, les transporteurs aériens, les bases des ministères de la Défense, les sous-traitants, etc. De ce nombre, 1 470 personnes étaient affectées aux sièges sociaux des compagnies Air Canada, Nordair et Quebecair.

Cette année, la croissance est venue principalement dans les secteurs du génie (506 postes), des techniciens (programmeurs, dessinateurs, instruments de précision, etc.) avec 212 emplois, et des métiers spécialisés (machinistes, traitement thermique des métaux, mécaniciens, etc.) avec 792. Selon M. Tremblay, les principales industries qui ont contribué à cette hausse en 1985 sont CAE, Spar, Marconi, Paramax, RCA, etc.

Il n'y a au Québec, ajoute-t-il, aucune pénurie d'étudiants ou de diplômés dans les secteurs d'emploi demandés par l'industrie aérospatiale. Il ne faut pas s'attendre cependant à ce que les emplois soient tous comblés par des personnes qui viennent de

sortir du CEGEP ou de l'université, qui n'ont aucune expérience.

Les diplômés les plus en demande au cours des années qui viennent seront les ingénieurs en aérospatiale, en électronique et en mécanique, les mathématiciens, les informaticiens, les dessinateurs préposés à la conception assistée par ordinateur, les techniciens en génie mécanique, électrique, électronique et aérospatiale, les programmeurs, les spécialistes en traitement thermique, les machinistes, inspecteurs, soudeurs et polisseurs, assembleurs (en mécanique et électronique) ainsi que les spécialistes du métal en feuille, du collage et des matériaux composites.

Enfin l'industrie aérospatiale du Québec est la plus grosse consommatrice de doctorats en génie. « On vide les facultés », de dire M. Tremblay.

Selon lui, les lois du Québec sur la langue française et l'éducation adoptées depuis 1976 ont amené la majorité des entreprises à établir des « tentacules », des laboratoires, en Ontario. Un exemple est selon lui CAE, qui développe, dans le secteur de la simulation de vol, son nouveau « casque de vision » à Ottawa en collaboration avec le Conseil national de la recherche.

Il faut se bâtir un REÉR tôt

Certains travailleurs en début de carrière semblent croire que l'âge de la retraite ne se présentera pas avant une éternité. Pourtant, un régime enregistré d'épargne-retraite est d'autant plus valable qu'il est créé tôt.

ROBERT MCLEOD
de la Presse Canadienne

Un REÉR créé à un âge relativement tendre peut vous faire réaliser des bénéfices considérables, en raison de la multiplication des intérêts qui se chevauchent annuellement durant une période très prolongée.

Une brochure récemment produite par la fiducie Le Permanent rappelle, par exemple, qu'une personne qui contribue \$5 500 par année à un REÉR, à compter de l'âge de 40 ans, aura accumulé des épargnes totalisant \$595 000, à l'âge de 65 ans, en assumant que l'intérêt annuel composé demeure constant à 10 p. cent.

Le même individu qui retarde la création de son REÉR à 45 ans, avec seulement cinq ans de différence, n'aura accumulé que \$346 514 à l'âge de la retraite. En d'autres mots, en épargnant cinq versements annuels de \$5 500, soit \$27 500 au total, vous êtes privé d'épargnes supplémentaires astronomiques : pas moins de \$248 486.

Cette croissance rapide sur une période prolongée vous permet, également, lors de la retraite, d'obtenir des bénéfices beaucoup plus substantiels si vous transformez votre REÉR en rentes annuelles.

Limitations

À l'heure actuelle, Revenu Canada limite les contributions annuelles déductibles du revenu imposable. Cette limite est de 20 p. cent du revenu ou de \$5 500, pour un REÉR personnel. Par ailleurs, si le contribuable verse déjà à un régime de retraite enregistré, la limite est de \$3 500 de laquelle sont déduits les versements au régime enregistré précité.

Robert McConachie, vice-président aux programmes de retraite et aux services financiers personnels du Royal Trust, nous fournit un autre exemple de la croissance exponentielle d'un REÉR créé

par le bénéficiaire qui est encore jeune.

Ainsi, si vous commencez à contribuer \$100 par mois à un REÉR dès que vous atteignez l'âge de 30 ans, vous aurez accumulé \$371 310 à l'âge de 65 ans, toujours en tenant compte d'un intérêt composé constant de 10 p. cent.

La même personne qui, à l'âge de 65 ans, décide de transformer ces épargnes en rentes annuelles, auprès du Royal Trust, sera assurée de toucher \$3 450 par mois jusqu'à l'âge de 90 ans.

Par contre, si vous attendez votre 40e anniversaire de naissance pour verser \$100 par mois à votre REÉR, l'épargne accumulée, à l'âge de 65 ans, ne sera plus que de \$134 760. Transformée en rentes annuelles, elle ne rapportera plus que \$1 250 par mois jusqu'à ce que le bénéficiaire atteigne 90 ans.

« Il est évident que le REÉR doit figurer en très bonne place, sinon tout en haut, sur la liste des priorités de la personne désireuse d'assurer sa retraite », affirme M. McConachie.

Priorités

En fait, d'affirmer Tom Delaney, conseiller en placements auprès de l'Association canadienne des consommateurs, il est de mise de classer un REÉR dès après le paiement de ses dettes, sur la liste des priorités de l'épargnant.

« Dès que vos dettes sont éteintes et que vous avez réussi à épargner l'équivalent de deux ou trois mois de salaire, vous devriez commencer à contribuer à un REÉR », assure-t-il.

« Assurer sa sécurité financière procède d'une planification s'étendant sur toute la durée de la vie active du travailleur. »

M. Delaney cite l'exemple malheureux d'un de ses clients pourtant bien nanti qui n'a pas su planifier intelligemment sa retraite. Ce dernier, âgé de 59 ans, est un administrateur touchant un traitement annuel de \$83 000. Or, son REÉR ne contient que \$24 000 et il ne détient, en épargnes, que \$10 000 en obligations. Il n'a pas participé, non plus, à aucun régime de retraite de compagnie.

« Quels que soient les conseils que je puisse lui donner, je suis dans l'impossibilité de lui épar-

gner une transition difficile, au moment où il prendra sa retraite », dit-il.

M. Delaney n'hésite aucunement, par ailleurs, lorsqu'on lui demande s'il est préférable d'investir dans une hypothèque plutôt que dans un REÉR.

« Plus votre revenu est élevé, plus il est important de contribuer à un REÉR, même au détriment de l'amortissement d'une hypothèque », poursuit-il.

Ainsi, si vous contribuez \$1 000 à un régime de retraite alors que vous êtes imposé à 40 p. cent sur vos revenus, le gouvernement vous remboursera \$400 sur les \$1 000 versés à un REÉR. C'est là un bénéfice plus que substantiel que vous pourriez alors réinvestir dans le même REÉR ou, même, utiliser pour amortir votre hypothèque...

L'INFLATION ANNUELLE BAISSÉE À 4 POUR CENT

Hausse de 1,1 p. cent en un mois des coûts du transport

Même si l'inflation globale annuelle a été ramenée de 4,2 en octobre à 4,0 p. cent en novembre, les dépenses de transport des Canadiens ont augmenté, elles, de 1,1 p. cent en un

JEAN POULAIN

mois, à la suite de la conjugaison de trois facteurs : une augmentation de 1,7 p. cent du prix des nouveaux modèles de voitures, une hausse de 1,3 p. cent du prix de l'essence et de 1,7 p. cent des primes d'assurance-automobile.

Sur douze mois, soit de novembre 1984 à novembre 1985 le coût des dépenses de transport (moyenne des dépenses globales reliées au transport public et privé) a monté de 5,8 p. cent.

Ce niveau élevé est d'autant plus préoccupant que le prix

mondial du pétrole ne seulement ne monte pas mais baisse.

Statistique Canada, qui dévoilait hier les données de son enquête mensuelle sur les dépenses des Canadiens (Indice des prix à la consommation ou IPC), a précisé qu'en plus de l'augmentation du transport, l'alimentation a connu sa première hausse (0,5 p. cent) après trois baisses consécutives.

Elle couvre la hausse de 0,6 p. cent du prix des aliments achetés en magasin et celle de 0,2 p. cent de ceux consommés au restaurant.

Les denrées les plus touchées sont les légumes frais, dont les prix ont augmenté en moyenne de 13,8 p. cent, les approvisionnements s'appuyant depuis novembre sur l'importation plutôt que la provenance locale.

Les fruits frais, par contre, ont subi une baisse due à la

mise en marché de la nouvelle récolte d'agrumes et des approvisionnements abondants en pommes.

De son côté, le prix de la volaille s'est raffermi de 4,2 p. cent au cours du mois par suite de la proximité des fêtes qui pèse sur les arrivages.

Le prix des spiritueux a également subi des majorations, conséquences au récent budget ontarien, aux hausses décrétées par les brasseries du Manitoba et d'Alberta et à l'influence sur les taux de change de la baisse du dollar canadien par rapport aux monnaies européennes.

Cette catégorie de dépenses supporte en douze mois une remontée de près de dix p. cent (9,7 p. cent), soit deux fois et demie l'inflation régulière du marché.

L'Indice des prix à la consom-

mation (IPC) tel qu'élaboré par Statistique Canada s'appuie sur une certaine répartition des dépenses d'une famille canadienne moyenne.

Il s'agit d'un panier qui occupe, pour des dépenses de \$100, un montant de \$20,00 pour la nourriture, \$38,10 pour le logement et son entretien (y compris l'achat de meubles), \$8,40 pour l'habillement, \$15,80 pour le transport, \$4,00 en frais de santé (médicaments, cosmétiques etc.), \$8,30 en dépenses de loisirs et \$5,40 en tabac et alcool, pour un total de \$100.

Heureusement pour les consommateurs, le secteur qui revendique les plus gros déboursés — le logement et son entretien, qui absorbent \$38,10 sur chaque \$100 de budget — n'a augmenté que de 0,1 p. cent en novembre et de 3,2 p. cent en douze mois.

En exclusivité à votre agence



CLUB VOYAGES

EXP086

8 JOURS TOUS LES JEUDIS DU 28 JUIN AU 14 AOÛT

475 \$ P/P OCC. DOUBLE TARIF AÉRIEN EN SUPPLÉMENT

AUTRES CHOIX DE CIRCUITS DANS L'OUEST CANADIEN INCLUANT EXPO-86

13 OU 14 JOURS, DE CALGARY	À PARTIR DE	1039 \$
16 JOURS, DE QUÉBEC		1209 \$
16 JOURS, DE CALGARY		1249 \$
23 JOURS, DE QUÉBEC EN AUTOCAR		1649 \$

P/P OCC. DOUBLE TARIF AÉRIEN EN SUPPLÉMENT

RÉSERVEZ AVANT LE 31 DÉC. 85 ÉCONOMISEZ

*** 5 %**

SUR LA PORTION TERRESTRE

* Ce rabais est valable sur tous les voyages contenus dans notre brochure.

Vancouver

8 JOURS TOUS LES SAMEDIS DU 31 MAI AU 27 SEPT.

À PARTIR DE **629 \$**

VANCOUVER ET CIRCUIT EN AUTOCAR DANS LES ROCHEUSES

BROCHURE COULEUR GRATUITE SUR DEMANDE

AIR CANADA

explorateurs

La plus importante agence de voyages au Québec



CLUB VOYAGES

MONTRÉAL ET BANLIERES:

AHUNTSIC
CLUB VOYAGES ALTITUDE
CLUB VOYAGES LAJEUNESSE
(514) 332-1970
(514) 381-5365

BROSSARD/ST-LAMBERT
CLUB VOYAGES RIVE-SUD
(514) 465-1105

CENTRE-EST/ROSEMONT
CLUB VOYAGES ROSEMONT
(514) 376-5910

CENTRE-VILLE
CLUB VOYAGES BERRI
CLUB VOYAGES CRESCENT
CLUB VOYAGES FLEUR DE LYS
CLUB VOYAGES UNIVERSITE
CLUB VOYAGES VOYABEC
CLUB VOYAGES YVON DUPUIS
(514) 288-8688
(514) 849-7521
(514) 288-7107
(514) 844-2631
(514) 288-2322
(514) 523-2143

CÔTE-DES-NEIGES
CLUB VOYAGES CÔTE-DES-NEIGES
(514) 341-4420

CÔTE ST-LUC/MONTRÉAL OUEST
CLUB VOYAGES HORIZON
(514) 487-8400

LACHINE
CLUB VOYAGES CHIMO-DIXIE
(514) 637-2361

LAVAL
CLUB VOYAGES LAVAL
(514) 687-5900

LONGUEUIL
CLUB VOYAGES MISTRAL
(514) 670-4086

OUTREMONT
CLUB VOYAGES OUTREMONT
(514) 274-4464

PLATEAU MT-ROYAL
CLUB VOYAGES DU PLATEAU
(514) 521-3320

POINTE-AUX-TREMBLES
CLUB VOYAGES P.A.T.
(514) 642-3440

ST-LÉONARD
CLUB VOYAGES AUREVOIR
(514) 722-1128

STE-ANNE-DE-BELLEVUE
CLUB VOYAGES JACQUELINE
(514) 457-2060

ST-EUSTACHE
CLUB VOYAGES FLEUR DE LYS
(514) 472-7112

VILLE ST-LAURENT
CLUB VOYAGES OUVERNAY
(514) 331-1136

PROVINCE:

GATINEAU
CLUB VOYAGES GUERTIN
(819) 561-2220

HULL
CLUB VOYAGES GUERTIN
(819) 777-1651

JOLIETTE
CLUB VOYAGES ALBATROS
(514) 759-5551

LA TUQUE
CLUB VOYAGES ALIZES
(819) 523-7675

MARIEVILLE
CLUB VOYAGES SYLVIE SOLEIL
(514) 460-4471

ST-HYACINTHE
CLUB VOYAGES BOISLARD
(514) 774-6436

ST-JEAN SUR RICHELIEU
CLUB VOYAGES EDEN
(514) 348-9291

ST-JÉRÔME
CLUB VOYAGES JARO
(514) 436-3820

SHAWINIGAN
CLUB VOYAGES DUROCHER
(819) 539-8943

VALLEYFIELD
CLUB VOYAGES ATOU
(514) 373-5452

VICTORIAVILLE
CLUB VOYAGES MERISOL
(819) 758-8225

31 autres agences à la grandeur du Québec. Pour connaître l'agence Club Voyages la plus près de chez vous, veuillez consulter votre bottin.

Un baron prône la vente du dollar US

■ **FRANCFORT, RFA** (AFP) — Un ancien banquier de Francfort, M. Johann Philipp von Bethmann, s'est acheté hier de grands placards de publicité dans deux grands quotidiens internationaux pour inciter les détenteurs de dollars à les vendre, afin d'en faire baisser les cours.

Vendez le mauvais dollar. Contribuez à faire baisser les cours, affirme une lettre manuscrite, publiée en anglais par l'*International Herald Tribune* et en allemand dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, le quotidien des milieux d'affaires de Francfort.

Le baron Johann Philipp von Bethmann, 61 ans, appartient à une vieille famille de banquiers de Francfort. Président de la banque d'affaires Bethmann, il a abandonné ses fonctions il y a quelques mois pour développer ses thèses anti-monetaristes.

M. von Bethmann, véritable mouton noir des milieux d'affaires de Francfort, estime que la dette internationale entraîne le monde à la catastrophe: la plupart des banques ne récupèrent jamais leur argent, leurs bilans sont faux et la faillite les menace, écrit-il.

MÊME UN CHANGEMENT ÉVENTUEL DE PROPRIÉTAIRE N'AURAIT AUCUN EFFET

Le jugement de \$10,5 milliards contre Texaco n'affecte pas sa filiale canadienne

■ Le jugement de \$10,5 milliards prononcé contre la multinationale américaine Texaco n'affectera pas les opérations de sa filiale canadienne, Texaco Canada.

MICHEL GIRARD

C'est du moins l'assurance que la direction de Texaco Canada a obtenue de la maison mère américaine, de dire à LA PRESSE un porte-parole de la compagnie pétrolière, Don Forman, coordonnateur du marketing au bureau de Montréal.

« On nous a dit, ajoute-t-il, de ne pas s'inquiéter avec ce jugement. Ce dernier n'aura aucun impact sur nos activités régulières. Nous poursuivons donc nos activités comme auparavant. »

En 1984, Texaco Canada a réa-

lisé un chiffre d'affaires de \$1,6 milliard. Cette pétrolière exploite présentement au pays quelque 2 400 stations-service. Son personnel est d'environ 3 500 employés.

La réaction de la direction de Texaco est similaire à celle de M. Robert Plexman, analyste pétrolier chez Lévesque Beaubien. En effet, M. Plexman est d'avis que la fameuse amende de \$10,5 milliards imposée à la maison mère américaine n'aurait aucune conséquence sur les activités de la filiale canadienne.

Au pis aller, précise-t-il, si jamais Texaco était tenue après tous les recours juridiques possibles d'acquiescer ce dédommagement et qu'elle n'en avait pas les moyens, les actifs de la compagnie pourraient changer de propriétaire.

Mais un changement de pro-

priétaire ne signifie aucunement une remise en cause des activités des filiales, lesquelles sont pour la plupart fort rentables.

Rappelons que cette amende représente le dédommagement le plus élevé de l'histoire des États-Unis. C'est le juge Solomon Casseb qui a approuvé la décision d'un jury américain de fixer à \$10,5 milliards l'indemnité que Texaco devrait verser à la compagnie pétrolière Pennzoil.

Cette amende servirait à compenser les dommages que Texaco aurait causés à Pennzoil en utilisant de présumées tactiques déloyales visant à rompre une fusion entre Getty Oil et Pennzoil. C'est Texaco qui avait mis la main sur les actifs de Getty Oil, ce que Pennzoil, on s'en doute,

n'a jamais digéré.

Enfin, on s'attend à ce que le dénouement de cette spectaculaire affaire judiciaire ne soit connu que dans de nombreuses années... à moins d'une entente hors cour ou de la faillite de Texaco.

Hier, la maison Standard & Poor's Corporation a baissé la cote de crédit de Texaco, se disant convaincue que la faillite est une meilleure solution pour Texaco qu'une entente hors cours avec Pennzoil.

LEOCRAFT 85 (29')
RABAIS DE 22 000 \$

- Générateur
- Fenêtres thermos
- Plomberie - isolée - chauffée
- 3 climatiseurs
- 3 systèmes de chauffage
- Micro-ondes

A VOIR!



QUÉBEC, Anc. Lorette
3955, boul. W-Hamel
(418) 872-0580

CARAVANES CARON
VENTE-SERVICE

NEUVILLE, QUÉBEC
Autoroute 40, sortie 281
Direction nord
(418) 876-3360

IST

L'Industrielle - Services Techniques Inc.
Société de Services Informatiques

AVIS DE NOMINATION

Monsieur André Thompson, Président de l'Industrielle - Services Techniques Inc. (IST), a le plaisir d'annoncer la nomination de monsieur W. Brian Edwards au poste de Premier Vice-président Marketing d'IST.

M. Edwards, bachelier en Commerce de l'Université Loyola, occupait le poste de Directeur des opérations pour le Québec chez Burroughs Canada avant de se joindre au groupe IST. Il assumait ainsi la direction des ventes et des activités de support et d'administration des opérations québécoises et avait occupé, depuis 1971, différents postes de direction en marketing, planification stratégique et ventes.

M. Edwards dirigera toutes les opérations commerciales au sein du groupe IST qui se situe parmi l'une des plus importantes sociétés de services informatiques au Québec et au Canada.

IST offre à sa clientèle très diversifiée des services de traitement de l'information à des marchés aussi spécialisés que les municipalités, la santé, l'agro-alimentaire, les assurances et les organismes gouvernementaux tant aux niveaux provinciaux que fédéral. De plus, les ressources humaines hautement qualifiées, les différents logiciels et équipements mis à la disposition de la clientèle démontrent l'avant-gardisme et la volonté d'IST de demeurer à la fine pointe de la technologie et parmi les meilleurs distributeurs de services informatiques au Québec et au Canada.

Le réseau de distribution de ses services s'étend de Montréal vers l'est jusqu'à Québec en passant par Laval et Chicoutimi, vers l'ouest, d'Ottawa à Toronto en passant par London en Ontario.



W. BRIAN EDWARDS



Monsieur Pierre Lajoie, président-directeur général de LMBDS-SIDAM Inc., experts-conseils, a récemment été nommé membre du Conseil Canadien des Normes.

Monsieur Lajoie représentera le secteur privé pour une durée de trois ans. Le Conseil Canadien des Normes créé en 1970 par une loi du parlement, est une corporation chargée d'encourager et de favoriser la normalisation volontaire au Canada dans le but de protéger le consommateur et de faciliter le commerce intérieur et extérieur.



JEAN-LOUIS CAMPAGNA
Ph.D.

Psychologue
clinique et communautaire

Spécialisé en
psychothérapie analytique
et

Consultation en santé
mentale communautaire

**ANNONCE L'OUVERTURE DE
SON BUREAU PRIVÉ**

À: **SILLERY**
418-681-2385

On trouvera dans le prospectus une information détaillée sur les titres proposés. On peut se procurer ce prospectus auprès de notre maison ou des courtiers autorisés à placer ces titres au Québec.

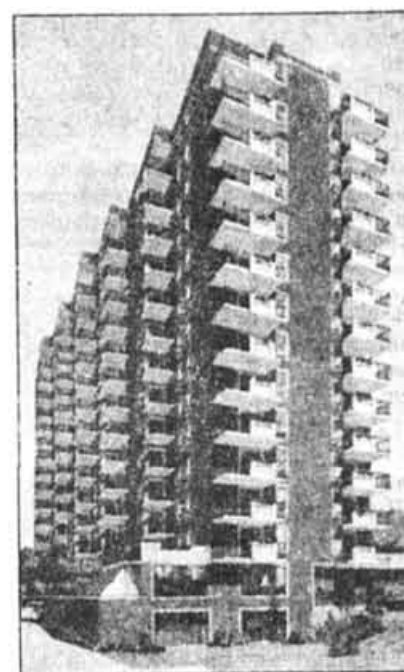
Un bon placement pour l'investisseur sérieux et avisé

BOISVERT,
BERTRAND & ASSOCIÉS

PROPOSE LE

**Complexe
Gouin-Langelier**

Résidence
pour personnes
retraitées ou
semi-retraitées



Face à un parc magnifique aménagé par la ville de Montréal-Nord, sur la rive de la rivière des Prairies.

	1985	1986
Déductions fiscales	1,841	2,090
Emprunt bancaire financé à même vos impôts.		
Rendement budgétisé en 1986: 11.6% plus gain en capital incluant économie d'impôt.		
Souscription minimale: \$15,000		

Contactez-nous
ou consultez votre courtier
en valeurs mobilières

**BOISVERT,
& BERTRAND
ASSOCIÉS**

Placements, Abris fiscaux
600 de la Gauchetière ouest, Suite 2325
Montréal, Québec, Canada H3B 4L8

514/ 878-1454

CUISINES • CUISINES • CUISINES • CUISINES

45% DE MOINS
que notre liste de prix suggérés sur
NOS CUISINES EN MÉLAMINE



HEURES
D'OUVERTURE
SAMEDI ET
DIMANCHE
10 h à 17 h
LUNDI À
MERCREDI
9 h à 18 h
JEUDI ET
VENDREDI
9 h à 20 h



AUSSI

25% DE MOINS
que notre liste
de prix

suggérés sur la plupart de nos CUISINES

CUISINES • CUISINES • CUISINES • CUISINES

RÉNOVATION 9725, BOUL.
L'ACADIE
L'ACADIE 337-0702

Offrez-lui Un Veston Sport Ultra chic en Supra Suede et Économisez Jusqu'à 100 \$



Une fois l'an vous avez l'occasion de voir l'être cher porter des vêtements que vous aimez. Alors, offrez-lui ce magnifique veston sport en supra suede luxueux et facile d'entretien. Un veston de coupe vraiment impeccable. Quel merveilleux cadeau pour un homme qui aime bien s'habiller!

Tailles 36 à 44 courte, 38 à 46 moyenne, 40 à 48 élancée, 48 à 52 forte. *

Gris 299,99\$
Grège et chameau 329,99\$

Léger supplément pour fortes tailles.

* Pas toutes les tailles dans tous les magasins.

Bovet

4475, EST BOUL. METROPOLITAIN 374-4551
CENTRE ROCKLAND 735-5441
LES TERRASSES 849-9281
LES GALERIES D'ANJOU 353-6310
CARREFOUR LAVAL 687-1670
LES PROMENADES ST-BRUNO 653-5100
CENTRE FAIRVIEW POINTE-CLAIRE 694-9050

Qualico présente
• abri fiscal • excellent rendement

notre premier projet au Québec.



La société en commandite Hôtel Dorchester

La Société va acquérir et exploiter l'Hôtel Rousillon Dorchester dans le centre-ville de Montréal

- Abri fiscal important en 1985
- Excellent rendement

3 450 000\$
3 000 000 unités à 1,15\$/unité
Souscription minimum: 10 000 unités (11 500\$)

Agent

Les Placements Qualico Ltée

2045 rue Stanley bureau 1403 401 Grande Allée est
Montréal, Québec Québec, Québec
H3A 2V4 G1R 2J5
849-6381 529-0071

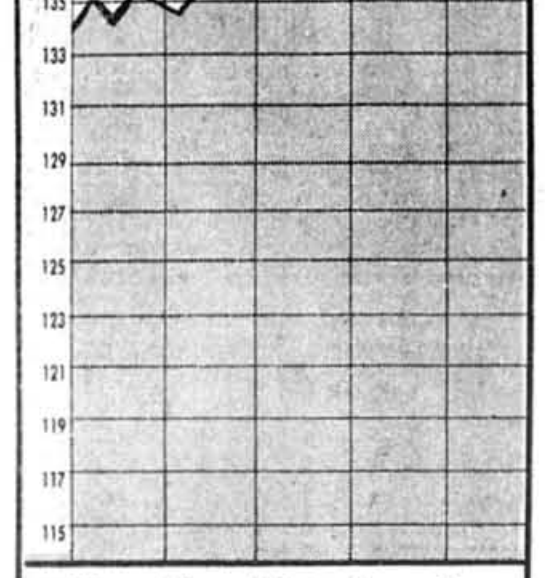
Un prospectus préliminaire concernant ces titres a été déposé auprès de la Commission des Valeurs Mobilières du Québec et n'a pas encore reçu l'approbation finale pour fins de vente au public. Cette publicité ne doit pas être perçue comme une offre de vente ni la sollicitation d'une offre d'achat de titres et il n'y aura aucune vente ou acceptation d'une telle offre avant que l'acceptation finale du prospectus ou toute autre autorisation ne soit obtenue.

MONTRÉAL

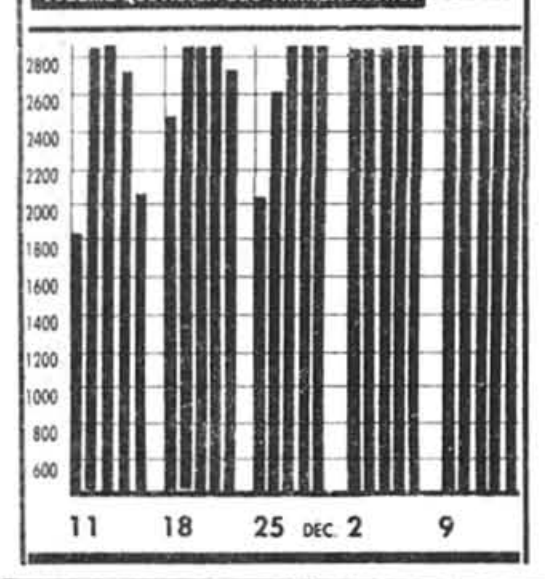
VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSÉ

Haut: 140.70
Ferm. 140.67
Bas: 139.48

(Indice canadien du marché 25 titres)



VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 2 283 000

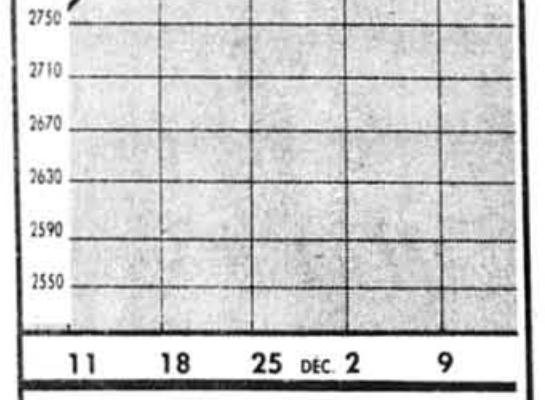


TORONTO

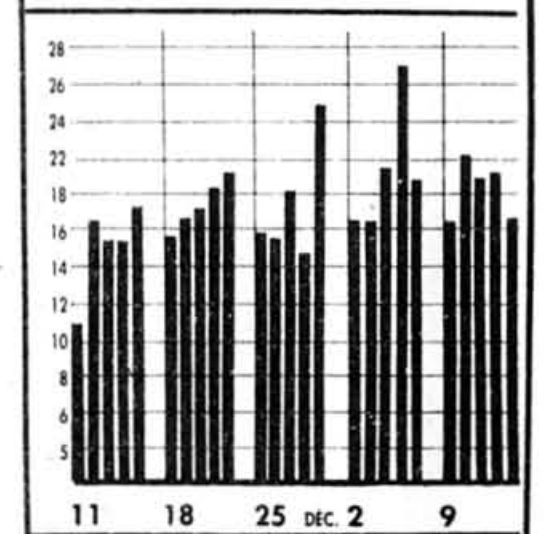
VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSÉ

Haut: 2867.88
Ferm. 2866.00
Bas: 2852.70

(Indice composite 300 titres)



VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 16 140 000



INDICES À LA BOURSE DE TORONTO

300 COMPOSÉ: 2866.00
SERV. FINANCIERS: 2263.33
MINES ET MÉTAUX: 2028.75
PÉTROLES ET GAZ: 3259.34
INDUSTRIELLES: 1995.29

Table with 3 columns: Valeurs, Ventes, Hausse/Baisse. Lists various stock indices and their performance.

INDICES À LA BOURSE DE MONTRÉAL

Var. 13 Dec: +1.33
Fer. 13 Dec: +1.33
Haut 85: 116.62
Haut 84: 127.83
Bas 84: 100.34

NOTE: Cotes en cents sauf indication; f=actions non votantes; a=voies limitées ou restreintes; u=titre négocié en dollars US; Z=lot irrégulier.

Table with 3 columns: Valeurs, Ventes, Hausse/Baisse. Lists various stock indices and their performance.

Valeurs Ventes Hausse/Baisse

Table with 3 columns: Valeurs, Ventes, Hausse/Baisse. Lists various stock indices and their performance.

Valeurs Ventes Hausse/Baisse

Table with 3 columns: Valeurs, Ventes, Hausse/Baisse. Lists various stock indices and their performance.

MARCHÉ DES OPTIONS SUR DEVISES

Table with 3 columns: Valeurs, Ventes, Hausse/Baisse. Lists various stock indices and their performance.

Certificat de métaux précieux

Certificats Oz. Hausse/Baisse

Table with 3 columns: Valeurs, Ventes, Hausse/Baisse. Lists various stock indices and their performance.

Valeurs Ventes Hausse/Baisse

Table with 3 columns: Valeurs, Ventes, Hausse/Baisse. Lists various stock indices and their performance.

Valeurs Ventes Hausse/Baisse

Table with 3 columns: Valeurs, Ventes, Hausse/Baisse. Lists various stock indices and their performance.

Valeurs Ventes Hausse/Baisse

Table with 3 columns: Valeurs, Ventes, Hausse/Baisse. Lists various stock indices and their performance.

Valeurs Ventes Hausse/Baisse

Table with 3 columns: Valeurs, Ventes, Hausse/Baisse. Lists various stock indices and their performance.

Valeurs Ventes Hausse/Baisse

Table with 3 columns: Valeurs, Ventes, Hausse/Baisse. Lists various stock indices and their performance.

Valeurs Ventes Hausse/Baisse

Table with 3 columns: Valeurs, Ventes, Hausse/Baisse. Lists various stock indices and their performance.

Valeurs Ventes Hausse/Baisse

Table with 3 columns: Valeurs, Ventes, Hausse/Baisse. Lists various stock indices and their performance.

Valeurs Ventes Hausse/Baisse

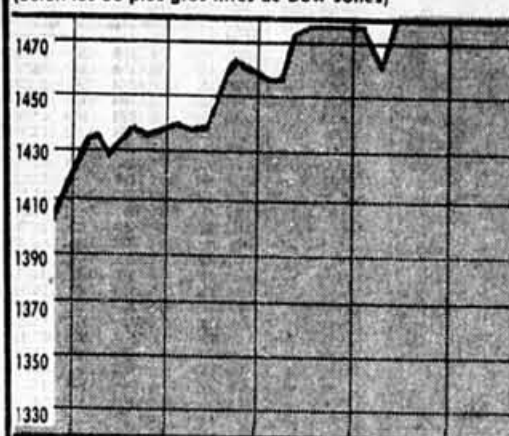
Table with 3 columns: Valeurs, Ventes, Hausse/Baisse. Lists various stock indices and their performance.

NEW YORK

VARIATIONS	Haut:	1546 44
QUOTIDIENNES	Fermeture:	1535 21
DE L'INDICE COMPOSÉ	Bas:	1502 76

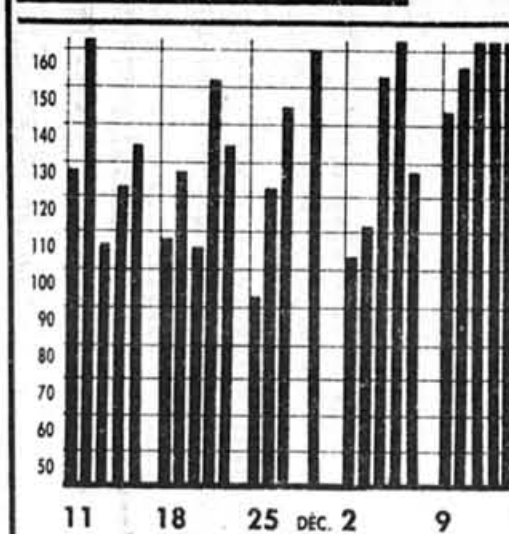
Haut:	1546 44
Fermeture:	1536 21
Bas:	1502 75

(Selon les 30 plus gros titres de Dow Jones)



25 DEC. 2

VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 178 930 000



25 DEC. 2

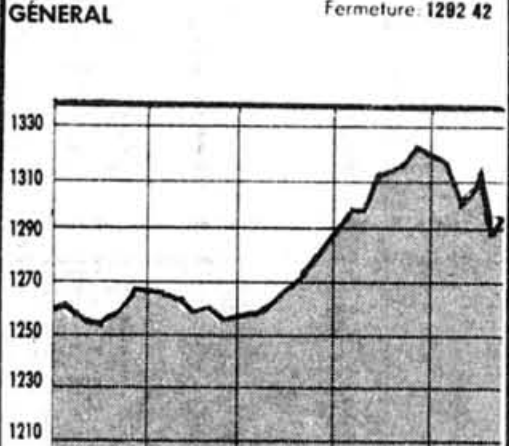
INDICE À LA BOURSE DE NEW YORK

	Ferm.	Var.
COMPOSÉ	120 83	+17
INDUSTRIELLES	138 63	+21
TRANSPORTS	115 67	+14
SERVICES PUBLICS	61 95	+05
FINANCE	131 12	+15

Company	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042	2043	2044	2045	2046	2047	2048	2049	2050	2051	2052	2053	2054	2055	2056	2057	2058	2059	2060	2061	2062	2063	2064	2065	2066	2067	2068	2069	2070	2071	2072	2073	2074	2075	2076	2077	2078	2079	2080	2081	2082	2083	2084	2085	2086	2087	2088	2089	2090	2091	2092	2093	2094	2095	2096	2097	2098	2099	2100	2101	2102	2103	2104	2105	2106	2107	2108	2109	2110	2111	2112	2113	2114	2115	2116	2117	2118	2119	2120	2121	2122	2123	2124	2125	2126	2127	2128	2129	2130	2131	2132	2133	2134	2135	2136	2137	2138	2139	2140	2141	2142	2143	2144	2145	2146	2147	2148	2149	2150	2151	2152	2153	2154	2155	2156	2157	2158	2159	2160	2161	2162	2163	2164	2165	2166	2167	2168	2169	2170	2171	2172	2173	2174	2175	2176	2177	2178	2179	2180	2181	2182	2183	2184	2185	2186	2187	2188	2189	2190	2191	2192	2193	2194	2195	2196	2197	2198	2199	2200	2201	2202	2203	2204	2205	2206	2207	2208	2209	2210	2211	2212	2213	2214	2215	2216	2217	2218	2219	2220	2221	2222	2223	2224	2225	2226	2227	2228	2229	2230	2231	2232	2233	2234	2235	2236	2237	2238	2239	2240	2241	2242	2243	2244	2245	2246	2247	2248	2249	2250	2251	2252	2253	2254	2255	2256	2257	2258	2259	2260	2261	2262	2263	2264	2265	2266	2267	2268	2269	2270	2271	2272	2273	2274	2275	2276	2277	2278	2279	2280	2281	2282	2283	2284	2285	2286	2287	2288	2289	2290	2291	2292	2293	2294	2295	2296	2297	2298	2299	2300	2301	2302	2303	2304	2305	2306	2307	2308	2309	2310	2311	2312	2313	2314	2315	2316	2317	2318	2319	2320	2321	2322	2323	2324	2325	2326	2327	2328	2329	2330	2331	2332	2333	2334	2335	2336	2337	2338	2339	2340	2341	2342	2343	2344	2345	2346	2347	2348	2349	2350	2351	2352	2353	2354	2355	2356	2357	2358	2359	2360	2361	2362	2363	2364	2365	2366	2367	2368	2369	2370	2371	2372	2373	2374	2375	2376	2377	2378	2379	2380	2381	2382	2383	2384	2385	2386	2387	2388	2389	2390	2391	2392	2393	2394	2395	2396	2397	2398	2399	2400	2401	2402	2403	2404	2405	2406	2407	2408	2409	2410	2411	2412	2413	2414	2415	2416	2417	2418	2419	2420	2421	2422	2423	2424	2425	2426	2427	2428	2429	2430	2431	2432	2433	2434	2435	2436	2437	2438	2439	2440	2441	2442	2443	2444	2445	2446	2447	2448	2449	2450	2451	2452	2453	2454	2455	2456	2457	2458	2459	2460	2461	2462	2463	2464	2465	2466	2467	2468	2469	2470	2471	2472	2473	2474	2475	2476	2477	2478	2479	2480	2481	2482	2483	2484	2485	2486	2487	2488	2489	2490	2491	2492	2493	2494	2495	2496	2497	2498	2499	2500	2501	2502	2503	2504	2505	2506	2507	2508	2509	2510	2511	2512	2513	2514	2515	2516	2517	2518	2519	2520	2521	2522	2523	2524	2525	2526	2527	2528	2529	2530	2531	2532	2533	2534	2535	2536	2537	2538	2539	2540	2541	2542	2543	2544	2545	2546	2547	2548	2549	2550	2551	2552	2553	2554	2555	2556	2557	2558	2559	2560	2561	2562	2563	2564	2565	2566	2567	2568	2569	2570	2571	2572	2573	2574	2575	2576	2577	2578	2579	2580	2581	2582	2583	2584	2585	2586	2587	2588	2589	2590	2591	2592	2593	2594	2595	2596	2597	2598	2599	2600	2601	2602	2603	2604	2605	2606	2607	2608	2609	2610	2611	2612	2613	2614	2615	2616	2617	2618	2619	2620	2621	2622	2623	2624	2625	2626	2627	2628	2629	2630	2631	2632	2633	2634	2635	2636	2637	2638	2639	2640	2641	2642	2643	2644	2645	2646	2647	2648	2649	2650	2651	2652	2653	2654	2655	2656	2657	2658	2659	2660	2661	2662	2663	2664	2665	2666	2667	2668	2669	2670	2671	2672	2673	2674	2675	2676	2677	2678	2679	2680	2681	2682	2683	2684	2685	2686	2687	2688	2689	2690	2691	2692	2693	2694	2695	2696	2697	2698	2699	2700	2701	2702	2703	2704	2705	2706	2707	2708	2709	2710	2711	2712	2713	2714	2715	2716	2717	2718	2719	2720	2721	2722	2723	2724	2725	2726	2727	2728	2729	2730	2731	2732	2733	2734	2735	2736	2737	2738	2739	2740	2741	2742	2743	2744	2745	2746	2747	2748	2749	2750	2751	2752	2753	2754	2755	2756	2757	2758	2759	2760	2761	2762	2763	2764	2765	2766	2767	2768	2769	2770	2771	2772	2773	2774	2775	2776	2777	2778	2779	2780	2781	2782	2783	2784	2785	2786	2787	2788	2789	2790	2791	2792	2793	2794	2795	2796	2797	2798	2799	2800	2801	2802	2803	2804	2805	2806	2807	2808	2809	2810	2811	2812	2813	2814	2815	2816	2817	2818	2819	2820	2821	2822	2823	2824	2825	2826	2827	2828	2829	2830	2831	2832	2833	2834	2835	2836	2837	2838	2839	2840	2841	2842	2843	2844	2845	2846	2847	2848	2849	2850	2851	2852	2853	2854	2855	2856	2857	2858	2859	2860	2861	2862	2863	2864	2865	2866	2867	2868	2869	2870	2871	2872	2873	2874	2875	2876	2877	2878	2879	2880	2881	2882	2883	2884	2885	2886	2887	2888	2889	2890	2891	2892	2893	2894	2895	2896	2897	2898	2899	2900	2901	2902	2903	2904	2905	2906	2907	2908	2909	2910	2911	2912	2913	2914	2915	2916	2917	2918	2919	2920	2921	2922	2923	2924	2925	2926	2927	2928	2929	2930	2931	2932	2933	2934	2935	2936	2937	2938	2939	2940	2941	2942	2943	2944	2945	2946	2947	2948	2949	2950	2951	2952	2953	2954	2955	2956	2957	2958	2959	2960	2961	2962	2963	2964	2965	2966	2967	2968	2969	2970	2971	2972	2973	2974	2975	2976	2977	2978	2979	2980	2981	2982	2983	2984	2985	2986	2987	2988	2989	2990	2991	2992	2993	2994	2995	2996	2997	2998	2999	3000
---------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------

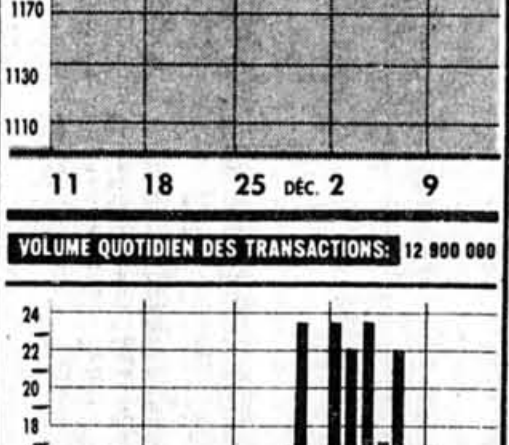
VANCOUVER

INDICE



--	--	--	--

1190				
------	--	--	--	--



1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100
---	---	---	---	---	---	---	---	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	-----

[illegible]

MONTMIRAIL (Revue de la semaine)

MARCHÉ DES OPTIONS Chicago

Option et prix	Dec.	Jan.	Jan.	Jan.	Jan.	Jan.
Américain	90	12 1/2	r	r	r	r
100	10 1/2	r	r	r	r	r
110	8 1/2	r	r	r	r	r
120	6 1/2	r	r	r	r	r
130	4 1/2	r	r	r	r	r
140	2 1/2	r	r	r	r	r
150	1 1/2	r	r	r	r	r
160	1/2	r	r	r	r	r
170	1/4	r	r	r	r	r
180	1/8	r	r	r	r	r
190	1/16	r	r	r	r	r
200	1/32	r	r	r	r	r
210	1/64	r	r	r	r	r
220	1/128	r	r	r	r	r
230	1/256	r	r	r	r	r
240	1/512	r	r	r	r	r
250	1/1024	r	r	r	r	r
260	1/2048	r	r	r	r	r
270	1/4096	r	r	r	r	r
280	1/8192	r	r	r	r	r
290	1/16384	r	r	r	r	r
300	1/32768	r	r	r	r	r
310	1/65536	r	r	r	r	r
320	1/131072	r	r	r	r	r
330	1/262144	r	r	r	r	r
340	1/524288	r	r	r	r	r
350	1/1048576	r	r	r	r	r
360	1/2097152	r	r	r	r	r
370	1/4194304	r	r	r	r	r
380	1/8388608	r	r	r	r	r
390	1/16777216	r	r	r	r	r
400	1/33554432	r	r	r	r	r
410	1/67108864	r	r	r	r	r
420	1/134217728	r	r	r	r	r
430	1/268435456	r	r	r	r	r
440	1/536870912	r	r	r	r	r
450	1/1073741824	r	r	r	r	r
460	1/2147483648	r	r	r	r	r
470	1/4294967296	r	r	r	r	r
480	1/8589934592	r	r	r	r	r
490	1/17179869184	r	r	r	r	r
500	1/34359738368	r	r	r	r	r
510	1/68719476736	r	r	r	r	r
520	1/137438953472	r	r	r	r	r
530	1/274877906944	r	r	r	r	r
540	1/549755813888	r	r	r	r	r
550	1/1099511627776	r	r	r	r	r
560	1/2199023255552	r	r	r	r	r
570	1/4398046511104	r	r	r	r	r
580	1/8796093022208	r	r	r	r	r
590	1/17592186444416	r	r	r	r	r
600	1/35184372888832	r	r	r	r	r
610	1/70368745777664	r	r	r	r	r
620	1/140737491555328	r	r	r	r	r
630	1/281474983110656	r	r	r	r	r
640	1/562949966221312	r	r	r	r	r
650	1/1125899932442624	r	r	r	r	r
660	1/2251799864885248	r	r	r	r	r
670	1/4503599729770496	r	r	r	r	r
680	1/9007199459540992	r	r	r	r	r
690	1/18014398919081984	r	r	r	r	r
700	1/36028797838163968	r	r	r	r	r
710	1/72057595676327936	r	r	r	r	r
720	1/144115191352655872	r	r	r	r	r
730	1/288230382705311744	r	r	r	r	r
740	1/576460765410623488	r	r	r	r	r
750	1/1152921530821246976	r	r	r	r	r
760	1/2305843061642493952	r	r	r	r	r
770	1/4611686123284987904	r	r	r	r	r
780	1/9223372246569975808	r	r	r	r	r
790	1/18446744493139951616	r	r	r	r	r
800	1/36893488986279903232	r	r	r	r	r
810	1/73786977972559806464	r	r	r	r	r
820	1/147573959845119612928	r	r	r	r	r
830	1/295147919690239225856	r	r	r	r	r
840	1/590295839380478451712	r	r	r	r	r
850	1/1180591678760956903424	r	r	r	r	r
860	1/2361183357521913806848	r	r	r	r	r
870	1/4722366715043827613696	r	r	r	r	r
880	1/9444733430087655227392	r	r	r	r	r
890	1/18889466860173110454784	r	r	r	r	r
900	1/37778933720346220909568	r	r	r	r	r
910	1/75557867440692441819136	r	r	r	r	r
920	1/151115734881384837382272	r	r	r	r	r
930	1/302231469762769674764544	r	r	r	r	r
940	1/604462939525539349529088	r	r	r	r	r
950	1/1208925879051078698058176	r	r	r	r	r
960	1/2417851758102157396116352	r	r	r	r	r
970	1/4835703516204314792232704	r	r	r	r	r
980	1/9671407032408629584465408	r	r	r	r	r
990	1/19342814064817259168930176	r	r	r	r	r
1000	1/38685628129634518337860352	r	r	r	r	r

MONTRÉAL (Revue de la semaine)

suite de la page A18

1964										1965									
Volume	Mont.	Bas.	Ch.	Var.	Mont.	Bas.	Ch.	Var.	Mont.	Volume	Mont.	Bas.	Ch.	Var.	Mont.				
mp R	10423	355	245	-20	7	288				HWTT	7148	157	174	174	-	1518			
mp S	2100	324	235	24	-1	245	18			HWTT 12.5	900	524	24	-	518				
mp T	4235	327	246	27	1	245	18			WATG	1000	524	24	-	518				
mp U	1090	341	241	47	1	245	18			Noran pa	1425	509	88	88	-	1518			
mp V	8846	574	91	4	1124	6			Noran pb	2400	524	24	24	-	5154				
mp W	1090	341	241	47	1	245	18			Noran Ec	17544	154	154	-	15174				
mp X	1090	341	241	47	1	245	18			Noran F	977	514	24	-	518				
mp Y	1090	341	241	47	1	245	18			Noran 734	200	524	24	24	-	518			
mp Z	1090	341	241	47	1	245	18			Normick	12488	58	8	8	-	1518			
mp AA	10423	354	242	42	1	245	18			Norval	11841	544	48	48	-	1518			
mp AB	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp AC	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp AD	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp AE	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp AF	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp AG	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp AH	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp AI	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp AJ	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp AK	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp AL	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp AM	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp AN	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp AO	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp AP	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp AQ	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp AR	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp AS	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp AT	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp AU	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp AV	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp AW	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp AX	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp AY	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp AZ	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp BA	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp BB	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp BC	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp BD	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp BE	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp BF	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp BG	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp BH	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp BI	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp BJ	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp BK	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp BL	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp BM	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp BN	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp BO	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp BP	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp BQ	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp BR	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp BS	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp BT	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp BU	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp BV	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp BW	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp BX	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp BY	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp BZ	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp CA	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp CB	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp CC	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp CD	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp CE	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp CF	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp CG	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp CH	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp CI	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp CJ	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp CK	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp CL	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp CM	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp CN	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp CO	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp CP	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp CQ	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp CR	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp CS	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp CT	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp CU	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp CV	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp CW	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp CX	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp CY	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp CZ	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp DA	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp DB	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp DC	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp DD	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp DE	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp DF	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp DG	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp DH	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp DI	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp DJ	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp DK	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp DL	2000	324	235	24	-1	245	18			Norval 72	1000	524	24	-	518				
mp DM	2000	324	235	24	-1	245	18												

1. The first step is to identify the problem or question that needs to be answered. This involves understanding the context and the specific requirements of the task.

NEW YORK

Volume:	
Vendredi	178 930 000
Jeudi	170 540 000

Faits saillants:		
	Vendredi	Jeudi
Actions trans.	2 072	2 059
Gains	1 285	915
Pertes	422	703
Inchangées	365	441
Hauts 85	310	243
Bas 85	12	19

	Open	High	Low	Close
30 Ind.	1515.48	1546.44	1502.75	1535.21
20 Tr.	712.20	725.40	705.27	722.51
15 S+P	167.27	169.37	166.65	168.00
65 Comp.	606.09	618.39	602.11	613.91

Indices Standard & Poor's:			
	Haut	Bas	Ferm.
500 composé	210,31	206,73	209,94
400 Industries	233,78	229,56	233,36
20 Transport	192,69	188,68	191,86
40 Sv. publique	91,28	90,43	91,19
40 Finances	25,63	25,20	25,57

L'OR À TERME

MARCHÉ DE WINNIPEG
Cotes des contrats à terme
Kings, en dollars canadiens

	Ouv.	Haut	Bas	Clos
Suspendu				
\$0,1811				
\$0,7260				
\$0,08850				
\$0,1007				

\$0.4897	Dec. 85	---	---	---	---	3
\$0.07456	Mar. 86	---	---	---	---	3
\$0.009311	Jun. 86	---	---	---	---	3
\$0.008774	Sept. 86	---	---	---	---	3
\$0.2486						

Dec. 86 -- -- -- 3
Volume de Jeudi : nil

	Quv.	Maio	Jun
\$0,08603	Janv. 86	—	—
\$0,2151	Avril 86	—	—
\$0,5837	Juil. 86	—	—
\$1,8222	Oct. 86	—	—

\$0,09950	Janv. 87	---	---	---
\$0,004644	Volume de Jeudi : nil			

lar	\$4.6109			
lar	\$0.07990			
ogget	\$0.00070			
	\$auspendu			
larone	\$0.1011			
lar	\$0.7260			
upine	\$0.08850			
lar	\$0.4397			
lar	\$0.07456			
udo	\$0.000311			
lar	\$0.008774			
lar	\$0.2486			
lar	\$1.1977			
lar	\$0.6545			
larone	\$0.1807			
lar	\$0.6609			
larone	\$0.06603			
lar	\$0.2151			
lar	\$0.5837			
lar	\$0.5837			
uble	\$1.8222			
lar	\$0.09950			
lar	\$0.004644			

Oct. 86 — — — —
Janv. 87 — — — —
Volume de Jeudi : nil

1. The first step is to identify the problem or question that needs to be answered. This involves understanding the context and the specific requirements of the task.

Optimale Male Prix Offre Dm. Op. on Cr.					Optimale Male Prix Offre Dm. Op. on Cr.					Optimale Male Prix Offre Dm. Op. on Cr.					Optimale Male Prix Offre Dm. Op. on Cr.					Optimale Male Prix Offre Dm. Op. on Cr.													
Alcon	Fb 21P50	50	637	10	54%	CRL	Lc	21P50	55	171	348	126%	L	Mar	Jn 21P50	3	41	55%	52%	Obo	01	Jn 21P50	4	64	25%	52%	TIX	Fb 140	2	53	53	53%	
Alcon	Fb 25	20	2528	53%	54%	CRL	OC	30	5	375	75	53%	L	Mar	Jn 21P50	10	87	53%	52%	Obo	01	Jn 21P50	4	12	53%	54%	TIX	Fb 140	15	125	52	53%	
Alcon	Fb 35	10	20	2528	53%	54%	CRL	OC	30	5	375	75	53%	L	Mar	Jn 21P50	10	87	53%	52%	Obo	01	Jn 21P50	4	12	53%	54%	TIX	Fb 140	15	125	52	53%
Alcon	Fb 35	10	20	2528	53%	54%	CRL	OC	30	5	375	75	53%	L	Mar	Jn 21P50	10	87	53%	52%	Obo	01	Jn 21P50	4	12	53%	54%	TIX	Fb 140	15	125	52	53%
Alcon	Fb 35	10	20	2528	53%	54%	CRL	OC	30	5	375	75	53%	L	Mar	Jn 21P50	10	87	53%	52%	Obo	01	Jn 21P50	4	12	53%	54%	TIX	Fb 140	15	125	52	53%
Alcon	Fb 35	10	20	2528	53%	54%	CRL	OC	30	5	375	75	53%	L	Mar	Jn 21P50	10	87	53%	52%	Obo	01	Jn 21P50	4	12	53%	54%	TIX	Fb 140	15	125	52	53%
Alcon	Fb 35	10	20	2528	53%	54%	CRL	OC	30	5	375	75	53%	L	Mar	Jn 21P50	10	87	53%	52%	Obo	01	Jn 21P50	4	12	53%	54%	TIX	Fb 140	15	125	52	53%
Alcon	Fb 35	10	20	2528	53%	54%	CRL	OC	30	5	375	75	53%	L	Mar	Jn 21P50	10	87	53%	52%	Obo	01	Jn 21P50	4	12	53%	54%	TIX	Fb 140	15	125	52	53%
Alcon	Fb 35	10	20	2528	53%	54%	CRL	OC	30	5	375	75	53%	L	Mar	Jn 21P50	10	87	53%	52%	Obo	01	Jn 21P50	4	12	53%	54%	TIX	Fb 140	15	125	52	53%
Alcon	Fb 35	10	20	2528	53%	54%	CRL	OC	30	5	375	75	53%	L	Mar	Jn 21P50	10	87	53%	52%	Obo	01	Jn 21P50	4	12	53%	54%	TIX	Fb 140	15	125	52	53%
Alcon	Fb 35	10	20	2528	53%	54%	CRL	OC	30	5	375	75	53%	L	Mar	Jn 21P50	10	87	53%	52%	Obo	01	Jn 21P50	4	12	53%	54%	TIX	Fb 140	15	125	52	53%
Alcon	Fb 35	10	20	2528	53%	54%	CRL	OC	30	5	375	75	53%	L	Mar	Jn 21P50	10	87	53%	52%	Obo	01	Jn 21P50	4	12	53%	54%	TIX	Fb 140	15	125	52	53%
Alcon	Fb 35	10	20	2528	53%	54%	CRL	OC	30	5	375	75	53%	L	Mar	Jn 21P50	10	87	53%	52%	Obo	01	Jn 21P50	4	12	53%	54%	TIX	Fb 140	15	125	52	53%
Alcon	Fb 35	10	20	2528	53%	54%	CRL	OC	30	5	375	75	53%	L	Mar	Jn 21P50	10	87	53%	52%	Obo	01	Jn 21P50	4	12	53%	54%	TIX	Fb 140	15	125	52	53%
Alcon	Fb 35	10	20	2528	53%	54%	CRL	OC	30	5	375	75	53%	L	Mar	Jn 21P50	10	87	53%	52%	Obo	01	Jn 21P50	4	12	53%	54%	TIX	Fb 140	15	125	52	53%
Alcon	Fb 35	10	20	2528	53%	54%	CRL	OC	30	5	375	75	53%	L	Mar	Jn 21P50	10	87	53%	52%	Obo	01	Jn 21P50	4	12	53%	54%	TIX	Fb 140	15	125	52	53%
Alcon	Fb 35	10	20	2528	53%	54%	CRL	OC	30	5	375	75	53%	L	Mar	Jn 21P50	10	87	53%	52%	Obo	01	Jn 21P50	4	12	53%	54%	TIX	Fb 140	15	125	52	53%
Alcon	Fb 35	10	20	2528	53%	54%	CRL	OC	30	5	375	75	53%	L	Mar	Jn 21P50	10	87	53%	52%	Obo	01	Jn 21P50	4	12	53%	54%	TIX	Fb 140	15	125	52	53%
Alcon	Fb 35	10	20	2528	53%	54%	CRL	OC	30	5	375	75	53%	L	Mar	Jn 21P50	10	87	53%	52%	Obo	01	Jn 21P50	4	12	53%	54%	TIX	Fb 140	15	125	52	53%
Alcon	Fb 35	10	20	2528	53%	54%	CRL	OC	30	5	375	75	53%	L	Mar	Jn 21P50	10	87	53%	52%	Obo	01	Jn 21P50	4	12	53%	54%	TIX	Fb 140	15	125	52	53%
Alcon	Fb 35	10	20	2528	53%	54%	CRL	OC	30	5	375	75	53%	L	Mar	Jn 21P50	10	87	53%	52%	Obo	01	Jn 21P50	4	12	53%	54%	TIX	Fb 140	15	125	52	53%
Alcon	Fb 35	10	20	2528	53%	54%	CRL	OC	30	5	375	75	53%	L	Mar	Jn 21P50	10	87	53%	52%	Obo	01	Jn 21P50	4	12	53%	54%	TIX	Fb 140	15	125	52	53%
Alcon	Fb 35	10	20	2528	53%	54%	CRL	OC	30	5	375	75	53%	L	Mar	Jn 21P50	10	87	53%	52%	Obo	01	Jn 21P50	4	12	53%	54%	TIX	Fb 140	15	125	52	53%
Alcon	Fb 35	10	20	2528	53%	54%	CRL	OC	30	5	375	75	53%	L	Mar	Jn 21P50	10	87	53%	52%	Obo	01	Jn 21P50	4	12	53%	54%	TIX	Fb 140	15	125	52	53%
Alcon	Fb 35	10	20	2528	53%	54%	CRL	OC	30	5	375	75	53%	L	Mar	Jn 21P50	10	87	53%	52%	Obo	01	Jn 21P50	4	12	53%	54%	TIX	Fb 140	15	125	52	53%
Alcon	Fb 35	10	20	2528	53%	54%	CRL	OC	30	5	375	75	53%	L	Mar	Jn 21P50	10	87	53%	52%	Obo	01	Jn 21P50	4	12	53%	54%	TIX	Fb 140	15	125	52	53%
Alcon	Fb 35	10	20	2528	53%	54%	CRL	OC	30	5	375	75	53%	L	Mar	Jn 21P50	10	87	53%	52%	Obo	01	Jn 21P50	4	12	53%	54%	TIX	Fb 140	15	125	52	53%
Alcon	Fb 35	10	20	2528	53%	54%	CRL	OC	30	5	375	75	53%	L	Mar	Jn 21P50	10	87	53%	52%	Obo	01	Jn 21P50	4	12	53%	54%	TIX	Fb 140	15	125	52	53%
Alcon	Fb 35	10	20	2528	53%	54%	CRL	OC	30	5	375	75	53%	L	Mar	Jn 21P50	10	87	53%	52%	Obo	01	Jn 21P50	4	12	53%	54%	TIX	Fb 140	15	125	52	53%
Alcon	Fb 35	10	20	2528	53%	54%	CRL	OC	30	5	375	75	53%	L	Mar	Jn 21P50	10	87	53%	52%	Obo	01	Jn 21P50	4	12	53%	54%	TIX	Fb 140	15	125	52	53%
Alcon	Fb 35	10	20	2528	53%	54%	CRL	OC	30	5	375	75	53%	L	Mar	Jn 21P50	10	87	53%	52%	Obo	01	Jn 21P50	4	12	53%	54%	TIX	Fb 140	15	125	52	53%
Alcon	Fb 35	10	20	2528	53%	54%	CRL	OC	30	5	375	75	53%	L	Mar	Jn 21P50	10	87	53%	52%	Obo	01	Jn 21P50	4	12	53%	54%	TIX	Fb 140	15	125	52	53%
Alcon	Fb 35	10	20	2528	53%	54%	CRL	OC	30	5	375	75	53%	L	Mar	Jn 21P50	10	87	53%	52%	Obo	01	Jn 21P50	4	12	53%	54%	TIX	Fb 140	15	125	52	53%
Alcon	Fb 35	10	20	2528	53%	54%	CRL	OC	30	5	375	75	53%	L	Mar	Jn 21P50	10	87	53%	52%	Obo	01	Jn 21P50	4	12	53%	54%	TIX	Fb 140	15	125	52	53%
Alcon	Fb 35	10	20	2528	53%	54%	CRL	OC	30	5	375	75	53%	L	Mar	Jn 21P50	10	87	53%	52%	Obo	01	Jn 21P50	4	12	53%	54%	TIX	Fb 140	15	125	52	53%
Alcon	Fb 35	10	20	2528	53%	54%	CRL	OC	30	5	375	75	53%	L	Mar	Jn 21P50	10	87	53%	52%	Obo	01	Jn 21P50	4	12	53%	54%	TIX	Fb 140	15	125	52	53%
Alcon	Fb 35	10	20	2528	53%	54%	CRL	OC	30	5	375	75	53%	L	Mar	Jn 21P50	10	87	53%	52%	Obo	01	Jn 21P50	4	12	53%	54%	TIX	Fb 140	15	125	52	53%
Alcon	Fb 35	10	20	2528	53%	54%	CRL	OC	30	5	375	75	53%	L	Mar	Jn 21P50	10	87	53%	52%	Obo	01	Jn 21P50	4	12	53%	54%	TIX	Fb 140	15	125	52	53%
Alcon	Fb 35	10	20	2528	53%	54%	CRL	OC	30	5	375	75	53%	L	Mar	Jn 21P50	10	87	53%	52%	Obo	01	Jn 21P50	4	12	53%	54%	TIX	Fb 140	15	125	52	53%
Alcon	Fb 35	10	20	2528	53%	54%	CRL	OC	30	5	375	75	53%	L	Mar	Jn 21P50	10	87	53%	52%	Obo	01	Jn 21P50	4	12	53%	54%	TIX	Fb 140	15	125	52	53%
Alcon	Fb 35	10	20	2528	53%	54%	CRL	OC	30	5	375	75	53%	L	Mar	Jn 21P50	10	87	53%	52%	Obo	01	Jn 21P50	4	12	53%	54%	TIX	Fb 140	15	125	52	53%
Alcon	Fb 35	10	20	2528	53%	54%	CRL	OC	30	5	375	75	53%	L	Mar	Jn 21P50	10	87	53%	52%	Obo	01	Jn 21P50	4	12	53%	54%	TIX	Fb 140	15	125	52	53%
Alcon	Fb 35	10	20	2528	53%	54%	CRL	OC	30	5	375	75	53%	L	Mar	Jn 21P50	10	87	53%	52%	Obo	01	Jn 21P50	4	12	53%	54%	TIX	Fb 140	15	125	52	53%
Alcon	Fb 35	10	20	2528	53%	54%	CRL	OC	30	5	375	75	53%	L	Mar	Jn 21P50	10	87	53%	52%	Obo	01	Jn 21P50	4	12	53%	54%	TIX	Fb 140	15	125	52	53%
Alcon	Fb 35	10	20	2528	53%	54%	CRL	OC	30	5	375	75	53%	L	Mar	Jn 21P50	10	87	53%	52%	Obo	01	Jn 21P50	4	12	53%	54%	TIX	Fb 140	15	125	52	53%
Alcon	Fb 35	10	20	2528	53%	54%	CRL	OC	30	5	375	75	53%	L	Mar	Jn 21P50	10	87	53%	52%	Obo	01	Jn 21P50	4	12	53%	54%	TIX	Fb 140	15	125	52	53%
Alcon	Fb 35	10	20	2528	53%	54%	CRL	OC	30	5	375	75	53%	L	Mar	Jn 21P50	10	87	53%	52%	Obo	01	Jn 21P50	4	12	53%	54%	TIX	Fb 140	15	125	52	53%
Alcon	Fb 35	10	20	2528	53%	54%	CRL	OC	30	5	375	75	53%	L	Mar	Jn 21P50	10	87	53%	52%	Obo	01	Jn 21P50	4	12	53%	54%	TIX	Fb 140	15	125	52	53%
Alcon	Fb 35	10	20	2528	53%	54%	CRL	OC	30	5	375	75	53%	L	Mar	Jn 21P50	10	87	53%	52%	Obo	01	Jn 21P50	4									

(AP) — Voici les cours de l'

vendredi sur les principales
places, en dollars US l'once
d'or, avec une progression

Troy avec, entre parenthèse
les cours du jour précédent.

Londres.....	\$318.00 (\$317.2
Paris.....	\$318.46 (\$315.0

Francfort	\$318.58 (\$316.2
Zurich	\$318.50 (\$317.5

Hong Kong..\$319.05 (\$317.4
L'once d'or hier à la fermeture

était cotée en devises canadiennes à n.disp. à l'offre cor

parativemente n. disp. a
demande par la FIDUC
CHARRON et al. n. disp.

à l'offre comparativement
et disp. à la demande

L'or cotait \$441 à l'offre

\$448 à la demande, vendre
en clôture chez Deak-Pere

Canada Inc., courtier en m
taux précieux.

Ces cotes sont en dollars canadiens.

PROPOSITIONS D'AFFAIRES

(705) HYPOTHEQUES \$100,000 et +, projets, hypothèques, marge de crédit, bridge. Reel Langlois, 287-8991. ACCEPTATION en 7 jours, terre et 2e hypothèques. Coisse Pap St-Rene Gauthier, 321-2616. ACCEPTATION MEME JOUR IRE, 2e HYPOTHEQUE. Residential, commercial, industriel. Credit vite. 253-3354. FINANCEMENT DE TOUS GENRES Tire et 2e hypothèque, residential, commercial, industriel, crédit bancaire, construction bridge, jour et soir. 334-8115, Martin. RECHERCHE \$100,000 tire hypothèque, 427-3945. 18% DE RENDEMENT SUR PRETS EN 2e HYPOTHEQUE De \$5,000 à \$100,000 dans l'immobilier. Particuliers seulement. 281-1249.	(710) OCCASIONS D'AFFAIRES ABRI FISCAL Immeuble classe J1, investissement de groupe. Soc Imm. Epsilon 683-6605. ALIMENTATION NATURELLE, dans un marché, très bon chiffres d'affaires. Pour plus d'informations, appelez 347-0204 ATTENTION marchands de marche aux puces. Surplus de robes de boutiques à liquidation. Prix XS. 589-4301 BATISSE commerciale avec terrain de 23 acres à Ste-Marthe sur le Lac, incluant 2 bars dont un dansant, opérant depuis environ 10 ans, potentiel de revenus énorme, à vendre ou à échanger, minimum comptant \$15,000, balance à 10%, urgent. 651-2789. CASINO Système dispensateur multis efficace pour tout jeu de casino. 514-697-5787, de 15h à 17h (semaine). GIE en expansion cherche associé, soit un machiniste, un mécanicien ou un spécialiste en marketing. Envoyer curriculum vitae à La Presse, Ref. 9341, C.P. 6041, Succ. A, Montreal H3C 3E3.	(710) OCCASIONS D'AFFAIRES ATTENTION! Réduisez vos coûts de TELEX en intégrant ALEXANDER-PLUS-TELEX INTERFACE à votre système informatique. COMPLEX TELECOMMUNICATION TEL: 871-2212 COMMERCE agréable, nouveau et en pleine évolution. Très belle opportunité. Site idéal, prix raisonnable. Sérieux s'il vous plaît. Écrire à: La Presse, Ref. 9333, C.P. 6041, Succ. A, Montreal H3C 3E3	(710) OCCASIONS D'AFFAIRES CONCESSIONNAIRE demande, \$75,000 et plus par année. Produit exclusif. Territoire protégé. Capital requis: \$15,000. 689-6724. DES NOUVEAUX MARCHÉS POUR VOTRE PME Aus PME intéressées à faire partie d'un consortium d'exportation (aucun frais). Envoyez brochure ou description de vos produits ou services à PEI-D, C.P. 14, Succ. K, Montreal H1N 3K9 DOUBLEZ vos revenus, sans laisser votre emploi. Pas de porte à parte. 467-8672 ou 641-3494. ÉCOLE DE LANGUES Occasion d'affaires. Local tout équipé de 80/39 sq. à louer. imm. Immatric. Denis Vincent, 326-9900. HALIFAX, Nouvelle-Ecosse, agent manufacturier recherche ligne de machinerie-outils pour l'industrie et le garage. Écrire à: R.O.T.S., 2105 Bourdonnais, Mt. HIW 3P2. INVESTISSEUR sérieux, ayant le sens des affaires: Terrain bien situé à vendre avec grand projet immobilier. 1-819-566-2551	(710) OCCASIONS D'AFFAIRES INVESTISSEZ VOS IMPTS, abri fiscal, immeubles bâtis. Inf. France Savard 866-2103. NE CHERCHER PLUS, il vous faut voir le plan d'Amway. 638-0428 OCCASION d'affaires, cause maladie. Excellente affaire à saisir commerce hôtelier. Meilleur site à Montréal. 1401 rue St-Hubert. Sur rendez-vous seulement: 527-9655 de 9h à 11h am.	(710) OCCASIONS D'AFFAIRES PME À VENDRE, manufacture jeux de société en bois, nord de Montréal. Clientèle abonnée. Bon potentiel. 329.500. 435-7923, 302-332-5540. PRETONS Photocopieurs, assurances revenu de 70% et plus. Exigeons \$200 dépôt et garantie de solvabilité. 524-6732.	(710) FRANCHISES RECHERCHONS porteur d'affaires. Nous avons une base de plus de 32,000 pi car à Sorel, nous serions intéressés à envisager une association avec un monofranchiseur qui aurait besoin en sorte ou en totalité d'une base, possibilité de vente. Nous avons 2 lift truck et 2 camions de déneigement pour vanes. 514-742-2737.	(710) FRANCHISES CONCEPT très intéressant, plats cuisinés pour export, service de livraison, potentiel de \$300,000. \$28,000 comptant. M. Noli, Le Permanent, bur. 681-5250, res. 663-0407.	(710) FRANCHISES FRANCHISE MINI-VEGAS Exploitiez votre propre activité de jeu vidéo, slots, poker. Capital requis minimum \$120,000. Matériel et formation (Cibles en main). Écrivez pour renseignements et informations à: SURPLUS DEPT. FRANCHISING 137 RUE ST-PATRICK MONTREAL H2Y 2L6 MENAGE EXPRESS. Compagnie provinciale établie, spécialisée dans l'entretien ménager résidentiel. Nouveau concept. Profits exceptionnels. Territoires disponibles. Entraînement fourni. Capital requis \$12,000. Inf. (514) 255-4898	(715) SERVICES FINANCIERS FONDS pour commerce, industrie, affaires, appartements, etc. Denon Mfg. 342-1356.
--	---	--	--	---	---	--	--	--	---

**ABRI FISCAL
IMMOBILIER**

Investissez sans sortir un sou ...l'impôt paiera

OUI

Les abris fiscaux immobiliers existent et vous pouvez en profiter pleinement*. Mais pas en investissant n'importe comment ni en achetant n'importe quoi. Consacrez-nous deux heures de votre temps. Sans vous obliger à quoi que ce soit, nous saurons vous expliquer et vous démontrer en profondeur ce que vous devez faire pour acquérir des biens immobiliers sans sortir un sou. Il vous suffit d'investir une mise de fonds que nous vous aiderons à emprunter. Les avantages fiscaux vous permettront de rembourser une grande partie de l'emprunt dont la totalité des remboursements mensuels pendant les 18 premiers mois.

SEUL RENDEZ-VOUS
Lors de cette rencontre nous vous remettrons un dossier complet.

Communiquez avec nous:

à Montréal*	(514) 866-1587
à Gatineau	(819) 663-2672
à Chicoutimi	(418) 696-3221
Les Laurentides	(514) 229-4205

VEILLEUX, CHARLEBOIS & ASSOCIÉS INC.
Courtier en contrats d'investissement
Édifice du Port de Montréal, aile 2, suite 202,
Cité du Havre, Montréal, Qc H3C 3R5

462533-719

Service de franchises
110, Crémazie ouest
Suite 1102
Montréal, Québec
Tél.: (514) 382-4330

Le Permanent

Courtage immobilier • Prêts hypothécaires
La Compagnie de Fiducie Canada Permanent

Service de franchises
110, Crémazie ouest
Suite 1102
Montréal, Québec
Tél.: (514) 382-4330

Le Permanent

Courtage immobilier • Prêts hypothécaires
La Compagnie de Fiducie Canada Permanent

Un revenu additionnel intéressant...

Profitez d'un second revenu temporaire en travaillant à temps partiel!

Oui, il y a de plus en plus de travaux libre service et, avec un travail «LIBRE SERVICE MAISON» équipé Maytag, vous pouvez réduire vos frais d'investissement. C'est un concept signé Maytag entièrement innovateur!

Obtenez SANS FRAIS tous les détails, écrivez à: May-Cal Inc. 10.301, boul. Ray Lawson, Ville d'Anjou, Qué H1J 1L6. Veuillez inclure votre numéro de téléphone.

461936 - 8710



MAYTAG
LA COMPAGNIE FIDUCIAIRE

VOYAGES

Recherchez personne dynamique pour diriger une nouvelle entreprise dans le domaine de voyages. Parts disponibles sans participation financière. Adresses: curriculum vitae et. Mappeler Inc. 819 773, Pointe-Claire, Dorval H9R 4Z5.

(712) ASSOCIÉS DEMANDÉS

ASSOCIE travaillant, compagnie pour fabriquer empotri (engrais social) plus Top-sol en soc. Capital requis \$10,000. Eligible à subvention. Ecrire à: C.P. 249, Comedey, HTW 472.

EMBOUEILLER d'eau de source naturellement demande associé pour expansion. Commerce bien établi. De 8 h à 5 h p.m. 861-0365

(710) OCCASIONS D'AFFAIRES

(714) FRANCHISES

(718) ARGENT DEMANDÉ

GARANTIES demandées seulement, aucune mise de fonds, pour grande société, totalement non liée, papiers généraux tous les mois. Appeler Sandra, 932-9111

MONTRÉAL, \$8,000. 2e désiré, 15%-13 ans. 691-3357.

(714) FRANCHISES

(714) FRANCHISES

LAUZON UNE AFFAIRE FIABLE

Plus de 50 franchises un peu partout au Québec, employant plus de 450 personnes et générant un chiffre d'affaires annuel d'environ 15 millions.

École de conduite Lauzon

plus de 40 ans d'expérience, vous offre l'opportunité de vous joindre à son groupe de franchises le plus dynamique.

UN CONCEPT «CLEF EN MAIN»

- choix de l'emplacement
- aménagement complet
- système informatisé
- entraînement complet
- financement disponible

Animalerie DAUPHIN

BIEN PLUS QU'UN "PET-SHOP"

Animalerie Dauphin a présentement 13 franchises en opération au Québec. Soucieux d'offrir aux consommateurs une nouvelle image des "pet-shop" conventionnels le franchiséur innove constamment dans l'aménagement des magasins. Leur professionnalisme les différencie des concurrents à un point tel que le slogan du groupe est: Animalerie Dauphin, bien plus qu'un "pet-shop".

Plusieurs nouveaux emplacements seront disponibles bientôt. Le capital requis pour devenir franchisé d'Animalerie Dauphin est de 40,000 \$.

Tous les renseignements supplémentaires vous seront fournis sur demande. Tous les intéressés peuvent communiquer au (514) 598-7788 ou nous écrire au 780 de la rue Maréchal à Longueuil, J4L 2C5.

461938 8714

LE GROUPE LAUZON VOUS OFFRE LES AVANTAGES SUIVANTS:

- Les cours de conduite automobile sont obligatoires et décrétés par la Régie depuis le 1er janvier 1983.
- Chef de file incontesté dans son industrie.
- Rejoint plus de 60% de la clientèle sur la conduite automobile.
- Un schémalogage garanti.
- Technologie d'enseignement à la fine pointe du progrès (audio-visuel).
- Une assistance professionnelle assurée.
- Un retour d'investissement des plus avantageux.
- Pour la promotion de ses écoles, un programme de publicité et marketing de \$500,000 pour l'année 85/86.

(735) L'IMMOBILIER

(735) L'IMMOBILIER

LE FRANCHISÉ LAUZON EST:

- Un homme ou une femme d'affaires qui désire exploiter sa propre entreprise.
- Un(a) professionnelle(lle) et/ou cadre d'entreprise qui désire effectuer un placement solide.
- Celui ou celle qui désire investir dans un domaine en pleine expansion.

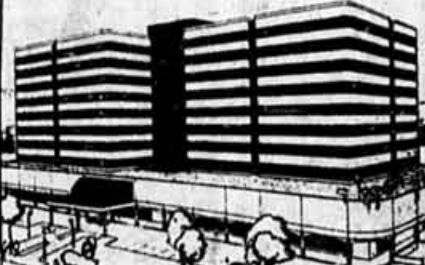
INVESTISSEMENT REQUIS

Veuillez soumettre votre demande par écrit à de: Monsieur Richard Vézina
École de conduite Lauzon Ltée
1600, rue Berri
Suite 8
Palais du Commerce
Montréal, Québec H2L 4E4

N.B.: Seules les demandes reçues avant le 18 décembre 1985 seront considérées.

COMPLEXE RAYCON

5050, rue SHERBROOKE EST, MONTRÉAL



Bureaux et commerces: Bail NET/NET

- Occupation printemps 86
- Édifice moderne et luxueux
- Face aux Pyramides
- Accès facile en métro.

Renseignements:
(514) 945-0400 (514) 945-0000

AMÉRICAINES

Values	P5	Values	P5	Values	P5	Values	P5
Vol.	Vol.	Vol.	Vol.	Vol.	Vol.	Vol.	Vol.
Am Int	11 073	5%	5%	Am Int	11 073	5%	5%
Am Int	11 073	5%	5%	Am Int	11 073	5%	5%
Am Int	11 073	5%	5%	Am Int	11 073	5%	5%
Am Int	11 073	5%	5%	Am Int	11 073	5%	5%
Am Int	11 073	5%	5%	Am Int	11 073	5%	5%
Am Int	11 073	5%	5%	Am Int	11 073	5%	5%
Am Int	11 073	5%	5%	Am Int	11 073	5%	5%
Am Int	11 073	5%	5%	Am Int	11 073	5%	5%
Am Int	11 073	5%	5%	Am Int	11 073	5%	5%

MINES ET PÉTROLES

(offre et demande à Toronto)

TORONTO (PC) — Les cotations sur les titres au comptant (mines et pétroles), fournies par l'Association des courtiers de l'Ontario.

Values	P5	Values	P5	Values	P5	Values	P5
Vol.	Vol.	Vol.	Vol.	Vol.	Vol.	Vol.	Vol.
Am Int	11 073	5%	5%	Am Int	11 073	5%	5%
Am Int	11 073	5%	5%	Am Int	11 073	5%	5%
Am Int	11 073	5%	5%	Am Int	11 073	5%	5%
Am Int	11 073	5%	5%	Am Int	11 073	5%	5%
Am Int	11 073	5%	5%	Am Int	11 073	5%	5%
Am Int	11 073	5%	5%	Am Int	11 073	5%	5%
Am Int	11 073	5%	5%	Am Int	11 073	5%	5%
Am Int	11 073	5%	5%	Am Int	11 073	5%	5%
Am Int	11 073	5%	5%	Am Int	11 073	5%	5%

DIVIDENDES

TAUX	PAIEMENT	ENREG.
Big Three Indus.	0.22 tr/m.	28-01-86
Canada Permanent Inc.	0.085 mens.	20-02-86
Canada Permanent Inc.	0.085 mens.	20-02-86
Graco Inc.	0.13 tr/m.	18-04-86
Kaufman & Broad	0.12 tr/m.	05-02-86
Pennsylvania Real	1.00 ann.	14-02-86
VSE Corp.	0.05 tr/m.	17-02-86

Raymond, Chabot,
Fafard, Gagnon Inc.

Syndic

Claude Trudeau, C.A.
SyndicLouis Langevin, C.A.
Syndic

Monsieur Real Fafard, C.A., président de Raymond, Chabot, Fafard, Gagnon Inc., est heureux d'annoncer que messieurs Claude Trudeau et Louis Langevin ont obtenu leur licence de syndic de faillite.

Comptable agréé depuis 1971, monsieur Claude Trudeau a occupé des fonctions administratives et de contrôle dans l'entreprise privée. En 1979, il s'est dirigé dans le secteur de l'insolvabilité. Il est associé de Raymond, Chabot, Fafard & Associés. De plus, il est membre du Conseil Canadien d'insolvabilité et du Conseil Québécois de l'insolvabilité.

Comptable agréé depuis 1981, monsieur Louis Langevin détient un baccalauréat en administration des affaires de l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal. Il œuvre dans le domaine de l'insolvabilité depuis 1982. Il est membre du Conseil Canadien d'insolvabilité et du Conseil Québécois de l'insolvabilité.

L'obtention de ces deux nouvelles licences de syndic de faillite permettra à Raymond, Chabot, Fafard, Gagnon Inc. de mieux servir le public de la rive-sud. En effet, monsieur Claude Trudeau œuvrera dorénavant sur la rive-sud et exercera principalement sa pratique aux bureaux de Longueuil et de Saint-Jean. Quant à monsieur Louis Langevin, il continuera de desservir le public de St-Hyacinthe et de Sorel mais étendra également ses services au bureau de Longueuil.

Raymond, Chabot, Fafard, Gagnon Inc. réunit des syndicats d'expérience et un personnel qualifié dont les services couvrent les différentes facettes de l'insolvabilité : consultation financière, proposition concordataire, gestion des opérations, liquidation d'entreprises, faillites commerciales et de consommateur.

Crédit Foncier

FIDUCIE CRÉDIT FONCIER

8 1/4 %

10 3/8 %

AVRIL 1986

4 ANS

PLACEMENTS À TERME GARANTI

Taux passibles de changer sans préavis

Montréal: 612, rue Saint-Jacques • 2e étage (514) 392-1880

STATIONNEMENT INTÉRIEUR GRATUIT

Québec: (418) 681-0277 • Sherbrooke: (819) 564-1880 • Ottawa: (613) 563-1880

Institution inscrite Régie de l'assurance-dépôts du Québec • Membre Société d'assurance-dépôts du Canada

OPTIONS SUR L'OR

Canada, Europe, Australie

Options	Vol.	Options	Vol.	Options	Vol.	Options	Vol.
Vol.	Vol.	Vol.	Vol.	Vol.	Vol.	Vol.	Vol.
Am Int	11 073	5%	5%	Am Int	11 073	5%	5%
Am Int	11 073	5%	5%	Am Int	11 073	5%	5%
Am Int	11 073	5%	5%	Am Int	11 073	5%	5%
Am Int	11 073	5%	5%	Am Int	11 073	5%	5%
Am Int	11 073	5%	5%	Am Int	11 073	5%	5%
Am Int	11 073	5%	5%	Am Int	11 073	5%	5%
Am Int	11 073	5%	5%	Am Int	11 073	5%	5%
Am Int	11 073	5%	5%	Am Int	11 073	5%	5%
Am Int	11 073	5%	5%	Am Int	11 073	5%	5%

1155

QUEST SHERBROOKE WEST MONTRÉAL

Vue superbe
Adresse de prestige
Subdiviserons selon vos
spécificationsDon Roter
282-1155

«Commission assurée aux courtiers»

MULTISOLUTIONS
et... ITT

La garantie sans ennui...des solutions orientées.

Garantie sans ennui

SPÉCIAL ITT. — Les magasins membres du groupe MULTISOLUTIONS offrent leur nouvelle acquisition haut de gamme en grand spécial.

SEULEMENT 3 195 \$

Demander la carte MULTISOLUTIONS / Garantie sans ennui

GRATUITE: IMPRIMANTE EPSON LX 80 à l'achat d'un ordinateur ITT, 256 Kilo-octets, 2 lecteurs de disquette. Ecran monochrome.

(Prix de détail suggéré du système 3 895 \$)

14 magasins à travers tout le Québec	AMOS	BROSSARD	HULL - OTTAWA	LAVAL	LONGUEUIL	MONTRÉAL
AMOS	AMOS	BROSSARD	HULL - OTTAWA	LAVAL	LONGUEUIL	MONTRÉAL
AMOS	AMOS	BROSSARD	HULL - OTTAWA	LAVAL	LONGUEUIL	MONTRÉAL
AMOS	AMOS	BROSSARD	HULL - OTTAWA	LAVAL	LONGUEUIL	MONTRÉAL
AMOS	AMOS	BROSSARD	HULL - OTTAWA	LAVAL	LONGUEUIL	MONTRÉAL
AMOS	AMOS	BROSSARD	HULL - OTTAWA	LAVAL	LONGUEUIL	MONTRÉAL
AMOS	AMOS	BROSSARD	HULL - OTTAWA	LAVAL	LONGUEUIL	MONTRÉAL
AMOS	AMOS	BROSSARD	HULL - OTTAWA	LAVAL	LONGUEUIL	MONTRÉAL
AMOS	AMOS	BROSSARD	HULL - OTTAWA	LAVAL	LONGUEUIL	MONTRÉAL
AMOS	AMOS	BROSSARD	HULL - OTTAWA	LAVAL	LONGUEUIL	MONTRÉAL

MULTISOLUTIONS/ITT

LE NUMÉRO UN DE L'INFORMATION

Pour tout savoir

- Une équipe crédible
- Une équipe active
- Une équipe présente

Le Premier Jour avec Michel Viens

M. ROBERT BOURASSA

Demain à 9h00

on est fait pour vivre ensemble

CKAC 73

LA COMPAGNIE DU TRUST EATON BAIE

SUCCURSALE DU TRUST

1450, rue Sainte-Catherine ouest
Montréal..... 861-3664

Certificats de placement garanti de 1 an
intérêt payable annuellement.
Taux sujets à changements sans préavis.
* Dépôts minimum de 500 \$

CENTRES FINANCIERS EATON

Montréal..... 284-8944
St-Bruno..... 461-2345
Laval..... 687-1470
Fairview..... 697-6420
Ottawa Bayshore... 829-9211
Ottawa Rideau..... 560-5380

CENTRE FINANCIER LA BAIE

Montréal..... 281-4683

Member de la société d'assurance-dépôts du Canada

TAUX 8 3/4 %

TAUX 8 1/2 %

Certificats à court terme de 90 jours
Intérêt payable à l'échéance.
Taux sujets à changements sans préavis.
* Dépôts minimum de 5000 \$

PARÉ & ASSOCIÉS

Fiscalité et courtage immobilier

Vous êtes cordialement invité
à une présentation sur la rentabilité de
l'investissement dans l'immobilier
et les abris fiscaux s'y rapportant.

Nous profiterons de l'occasion
pour vous présenter nos projets en cours
pour la fin de l'année 1985.

DU LUNDI AU VENDREDI À 17 h 30 et 20 h
RESERVATION SANS FRAIS

R.S.V.P.: Madame DANIELLE BELLE
(514) 288-8500
1-800-361-2134

425, boul. De Maisonneuve ouest
Suite 701, Montréal (Québec)
H3A 3G5

Les fusions de très grandes entreprises américaines réduisent la compétition chez les fournisseurs du Pentagone

WASHINGTON (AFP) — La future fusion entre l'empire General Electric (GE) et le groupe électronique RCA illustre une tendance à la concentration chez les colosses américains des industries de la défense et des communications de masse, constatait-on hier à Washington.

Les conditions de l'accord spectaculaire entre GE et RCA restent encore à définir et le sort des filiales militaires des deux entreprises n'est pas clair, mais si le mariage est consommé, le nouveau géant deviendra le 4e fournisseur du Pentagone. En 1984, son chiffre d'affaires cumulé aurait été de près de 40 milliards de dollars, soit, à titre de comparaison, près du tiers du budget de la France en 1985.

Avec des contrats totalisant 5,2 milliards de dollars, General Electric occupait le 6e rang des industriels de l'armement aux États-Unis en 1984. RCA venait en 22e place, avec 1,2 milliard de commandes.

Cette année, l'appareil militaire-industriel américain a connu deux autres rapprochements impressionnants: General Motors, numéro un mondial de l'automobile mais modeste 23e fournisseur du département de la Défense, a acquis Hughes Aircraft, passant ainsi au 7e rang.

McDonnell Douglas, deuxième industriel américain de l'armement, a quant à lui encore renforcé sa position en acquérant Hughes Helicopters.

Danger pour le Pentagone

Plusieurs analystes financiers américains estimaient hier que ce phénomène de fusions risque d'affaiblir le Pentagone lorsqu'il s'agira de négocier de nouveaux contrats, en diminuant la compétition.

« Je m'attends à (encore) plus de concentrations, ce qui est très dangereux d'un point de vue militaire », note M. Gary Reich du cabinet spécialisé Wertheim and Co. dans une interview au « Washington Post » publiée hier.

Le phénomène va en s'accroissant, soulignent les spécialistes. Selon des chiffres du Pentagone, les cinq premiers fournisseurs du département de la Défense ont accru de 18 à 22 p. cent leur part des contrats entre 1981 et 1984. Dans le même temps, la part des 25 premiers industriels de l'armement a cru de 44 à 51 p. cent.

Incidemment, le tandem GE-RCA semble bien placé pour remporter un contrat majeur avec la marine de guerre américaine, alors même que la fusion n'est pas encore effective. Selon des responsables du Pentagone ayant requis l'anonymat, le duo a en effet de bonnes chances d'être choisi pour développer le nouveau système informatique de combat des prochains sous-marins nucléaires de chasse de l'US Navy, une commande qui pourrait atteindre plusieurs milliards de dollars.

Communications de masse

La même tendance à la concentration est perceptible dans le domaine des communications de masse.

L'achat de RCA par GE doit encore être approuvé par les actionnaires de RCA et par la Commission fédérale des communications (FCC). S'il se concrétise, la chaîne de télévision NBC, actuellement sous le contrôle de RCA, passera dans le giron de GE.

L'été dernier, une autre des trois grandes chaînes de télévision américaine, CBS, avait fait l'objet d'une tentative hostile

d'achat lancée par M. Ted Turner, propriétaire du réseau de télévision par câble CNN. Cette opération avait échoué.

Le coup le plus spectaculaire de l'année, cependant, reste l'achat en mars dernier d'ABC, l'autre grand réseau de télévision, par le groupe d'édition Capital Cities, pour la somme de 3,5 milliards de dollars.

En novembre dernier, enfin, la presse spécialisée a fait état de discussions entre responsables de Gannett, le plus gros groupe de presse américain (qui publie notamment le quotidien « USA Today »), et de Time Incorporated.

La Truffe Belge CHOCOLATIER

TRUFFES

le cadeau qui s'offre bien

à ce moment spécial de l'année!

• une variété de 25 truffes belges exclusives • des gâteaux extraordinaires: peu importé l'occasion, un vrai délice • un assortiment exceptionnel de moules au chocolat pour les fêtes • tous nos chocolats sont fabriqués à la main sur place et tous les jours • aucun additif ni préservatif

Quel cadeau exquis que nos chocolats feront!

5108, rue Sherbrooke ouest
(entre Vendôme et Grey)

Ouvert les dimanches 482-0607

11 h à 17 h



LE PRIX ANNUEL
DESJARDINS 1986:

10 000 \$

APPEL DE CANDIDATURES

Tout groupe ou association du Québec sans but lucratif, constitué depuis au moins trois ans et ayant réalisé une activité à caractère communautaire, novatrice et susceptible de servir d'inspiration à d'autres groupes, peut poser sa candidature.

Le Prix annuel Desjardins vise à reconnaître le mérite d'initiatives répondant à certains besoins de la population et à mettre en valeur le bénévolat ou l'action volontaire.

L'activité que vous avez réalisée satisfait peut-être aux exigences du PAD et qui sait si elle ne mérite pas le Prix annuel Desjardins 1986 ou encore une mention?

Si votre organisme n'a jamais obtenu le PAD, vous pouvez soumettre à nouveau votre candidature.

Pour en connaître davantage, procurez-vous un formulaire d'inscription à votre caisse populaire ou à votre caisse d'économie Desjardins ou encore au CLSC. Toute candidature doit parvenir, avant le 31 janvier 1986, à l'adresse suivante:

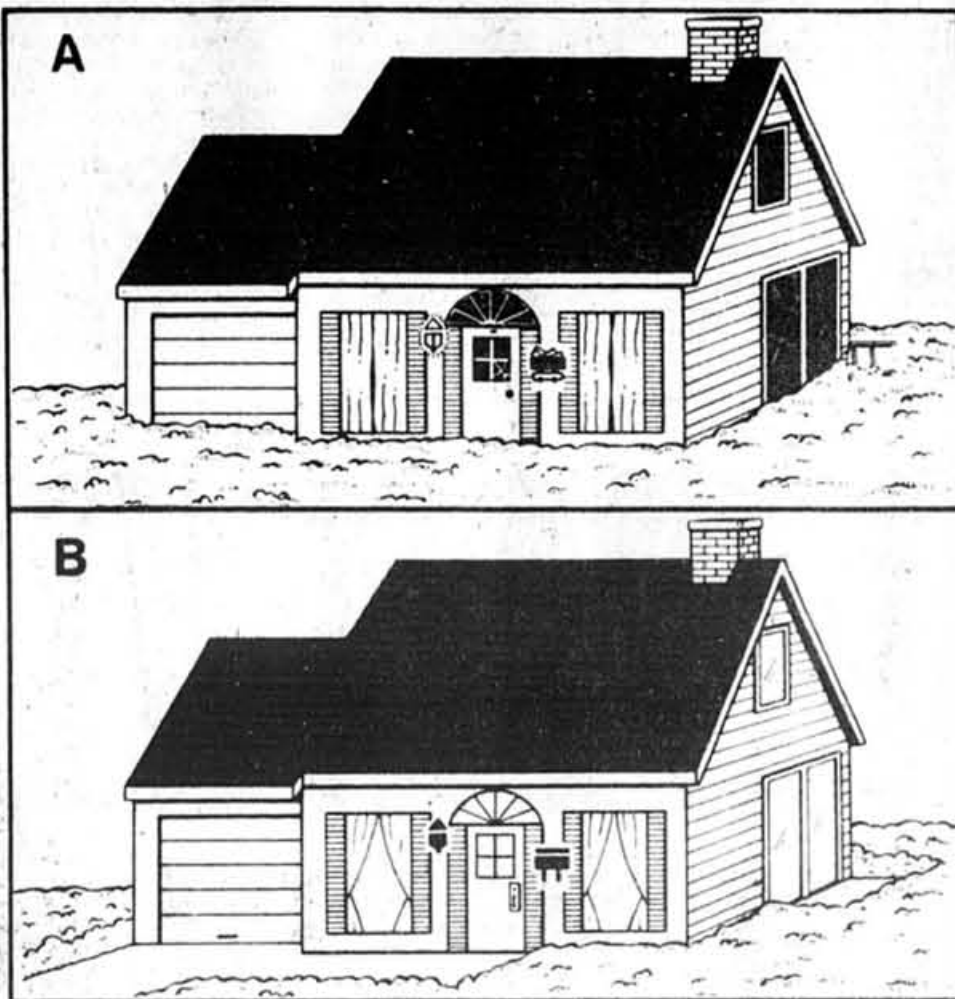


PRIX ANNUEL DESJARDINS
La Fondation Girardin-Vaillancourt
1, Complexe Desjardins, Tour du Sud
Bureau 1622
Case postale 7, Succursale Desjardins
Montréal, QC
H5B 1B2

Pour renseignements supplémentaires: (514) 281-5921

Une institution de Desjardins

Les voleurs n'attendent qu'une occasion: ne la leur donnez pas.



Trouvez les 7 erreurs... à éviter avant de partir en voyage

1 — Remplacez par un panneau de matière plastique incassable une vitre que l'on pourrait facilement casser pour avoir accès à votre serrure.
2 — La neige a été enlevée, l'entrée est dégagée. Une entrée où la neige s'accumule est un indice certain de votre absence prolongée.
3 — La poignée de porte est munie d'un verrou à double cylindre. En effet, ce genre de serrures résiste mieux aux tentatives d'intrusion.

4 — Les journaux et le courrier ont disparu. Lorsque vous partez, demandez à vos voisins de ramasser régulièrement les journaux et le courrier.
5 — La lumière est éteinte. Toute lumière allumée en plein jour est un indice que les occupants ne sont pas chez eux.
6 — Les rideaux sont ouverts. Des rideaux fermés signaleraient votre absence.
7 — L'échelle est disparue. Une échelle sur le côté ou à proximité d'une maison permet aux voleurs un accès facile aux étages supérieurs.

37
Conseils

Le Bureau d'assurance du Canada met à votre disposition une brochure présentant des conseils additionnels. Pour plus d'information ou pour recevoir cette brochure, veuillez remplir le coupon ci-dessous et nous le faire parvenir à l'adresse indiquée.

NOM _____ PRENOM _____
ADRESSE _____
VILLE _____ CODE POSTAL _____

LP 14-12-85



BAC

Bureau d'assurance du Canada
Représentant des assureurs privés contre les dommages
1001, boul. de Maisonneuve Ouest
Bureau 650
Montréal, Québec
H3A 3C6 (514) 288-6015

UNIQUE À MONTRÉAL

RABAIS JUSQU'À 80%

CHEZ COPIE EXPRESS

LES PLUS BELLES
PHOTOCOPIES AU MONDE
À UNE FRACTION DU PRIX RÉGULIER

PHOTOCOPIES NOIR ET BLANC AVEC XEROX 9900® OU XEROX 9500®

POUR 5¢

LA COPIE OU MOINS!

(Format 8 1/2 x 11 — Recto seulement — Papier bond ultra blanc
— Alimentation automatique des originaux
— Achat minimum de 5 dollars)

PHOTOCOPIES COULEUR AVEC CANON COLOR T®

8 1/2 x 11 POUR \$1.25 LA COPIE
11 x 17 POUR \$2.25 LA COPIE

La formidable XEROX 9500® produit des photocopies en noir et blanc d'une qualité rivalisant avec les meilleures impressions en offset avec des plaques de métal!

Le nouveau XEROX 9900® est le copieur/duplicateur le plus avancé et aussi le plus dispendieux sur le marché. Son prix est d'environ trois fois le prix d'une maison moyenne à Montréal.

Le superbe CANON COLOR T® est sans aucun doute la meilleure machine pour photocopies en couleur présentement disponible au Canada. Ses belles photocopies en pleine couleur vivante surprennent même nos clients les plus exigeants.

XEROX 9500 et XEROX 9900 sont les marques de commerce de Xerox Canada Inc. CANON COLOR T est la marque de commerce de CANON INC.

IMPRIMERIE — REPROGRAPHIE

COPIE EXPRESS

945, DE MAISONNEUVE EST
(Métro Berri-de Montigny)
2116, RUE BLEURY
(Métro Place des Arts)

526-0057

288-0288

NOËL

Des milliers de
peintures à l'huile
en réduction...

VENTE D'OUVERTURE

9e succursale au CARREFOUR RABAIS LANGELE

FORMAT CADEAU 8" x 10"
rég. de \$25 à \$40
4 saisons
CADEAU INCLUS
\$19

SUGGESTION CADEAU MATÉRIEL D'ARTISTE

SPÉCIAUX D'AVANT-NOËL SUR TOILES MONTÉES

Exemples	SPÉCIAL	réduction
8" x 10"	\$4.95	\$2.95
12" x 16"	\$14.95	\$9.95
16" x 20"	\$24.95	\$14.95
20" x 24"	\$34.95	\$19.95

Notre spécialité: **ENCADREMENT SUR MESURE**
20% de réduction
ENCADREMENTS: Photos, posters, petits tableaux
FLAMMAGE PLASTIQUE 20% DE RABAIS

IDÉAL POUR SALON 24" x 36"
rég. de \$125 à \$140
\$75
CADRE INCLUS

FAITES ENCADRER UN SOUVENIR
Des milliers de cadres en magasins
40-50% DE RABAIS

la maison du cadre

NOUVELLE SUCCURSALE

ST-LÉONARD CARREFOUR RABAIS LANGELE

(Langelet et Jean-Talbot) 255-4042

CENTRE-VILLE
CENTRE D'ACHATS MAISONNEUVE
2975 est, rue Sherbrooke
521-3019

ROSEMERE
CENTRE D'ACHATS MAISONNEUVE
315 boul. LaSalle
437-9444

LAVAL
CENTRE D'ACHATS MAISONNEUVE
3100 boul. de la Concorde
(à l'est de Papineau)
681-2345

VILLE ST-LAURENT
LES GALERIES ST-LAURENT
2031 boul. Laurentien
(face à Carrefour)
332-3087

GATINEAU
LES PROMENADES D'OUTAOUAIS
boul. Maynard
561-1722

VILLE LASALLE
PLACE NEWMAN
Dorval & boul. Newman
364-8444

RIVE-SUD
LES GALERIES TACHÉREAU
730 boul. Taschereau
Griffiths Park
465-8040

DOLLARD-DES-ORMEAUX
PLAZA CENTRAL
3301 boul. des Sources
683-3980

CHOISISSEZ PARMI NOTRE IMMENSE SÉLECTION DE REPRODUCTIONS... et nous l'encadrons à

20% de réduction selon l'agencement de vos couleurs

Parent veut obliger Bourassa à tenir tous ses engagements dans Bertrand

Le nouveau député de Bertrand, M. Jean-Guy Parent, entend talonner celui qu'il a défait le 2 décembre, le leader libéral Robert Bourassa, afin

PIERRE BELLEMARE

que celui-ci respecte ses engagements de la campagne électorale, notamment le «sauvetage» de Pétromont à Varennes.

«Ce n'est pas parce que M. Bourassa aura à se faire élire dans un autre comté (Saint-Laurent) qu'il renoncera à ses promesses dans Bertrand», a affirmé M. Parent, en marge d'une cérémonie très simple et sobre, destinée à souligner son départ forcé de la mairie de Boucherville.

Il a été élu maire la première

fois en 1978 et devait achever son deuxième mandat en novembre 1986. Puisqu'il a fait ses adieux hier à ses collègues bouchervillois et au personnel administratif, M. Parent pourra être assermenté comme prévu, lundi prochain, au Salon rouge du Parlement à Québec.

Il a également confié qu'il inaugurerait son bureau de comté seulement après les Fêtes, en raison de la session. «Ce serait ridicule, dit-il, d'ouvrir mon bureau la veille de Noël».

Bilan

L'ex-maire de Boucherville a affirmé devant ses collaborateurs de l'hôtel de ville: «Je pars heureux, mais je suis triste de quitter cette grande famille, au sein de laquelle j'ai donné le meilleur de moi-même».

«Je suis venu en politique municipale à Boucherville pour apporter à la ville une dimension humaine, pour participer à son développement économique et socio-culturel, pour aussi préserver sa richesse patrimoniale», a poursuivi M. Parent, avant de dresser brièvement le bilan de sept années de mairie.

Un bilan qui évoque la fermeture de la carrière Landreville, en passant par l'assainissement des eaux et le transport en commun. Car M. Parent, comme président du Conseil des maires de la Rive-Sud pendant cinq ans, a eu la responsabilité de susciter, parmi ses six homologues des autres banlieues, certains consensus difficiles sur des projets majeurs. Des consensus à peine imaginables il y a quelques années.

C'est le maire suppléant Jean-Guy Villeneuve qui a remercié l'ancien maire, dont le successeur sera choisi mercredi prochain dans le groupe des huit conseillers. Et ce, à l'occasion d'une assemblée qui permettra de connaître en détail le budget 1986 de Boucherville.

Le prochain maire devrait, selon toute vraisemblance, être Hugues Aubertin. Le conseiller Jacques Saint-Germain était sérieusement pressenti jusqu'à mercredi dernier, jour où il a démissionné du parti municipal pour ajouter une deuxième voix du côté de l'opposition. Ses chances sont pratiquement nulles maintenant.

La raison de sa démission: manque d'objectivité politique de ses anciens collègues.

WESTMOUNT

BIENTÔT

LUXUEUSES RESIDENCES
EN COPROPRIÉTÉ

A proximité de Westmount Square et de
boutiques sélectes
magnifique emplacement

Participez à la conception du projet. Faites-nous part de vos idées.

DRC MARKETING 876-1555

DU LUNDI AU VENDREDI ENTRE 9H ET 17H

SIMPSON

Offrez-lui des cadeaux
de tout confort qu'il
appréciera tout au
long de l'hiver!

1. Économisez 20% à 45%!
Luxueux peignoirs en tissu éponge
coton pur, importés d'Italie. Blanc
ou marine, rehaussé de multiples
rayures. Taille unique.
Ord. Simpson \$75 à \$115
Vente

59⁹⁹

2. Il n'en a jamais assez! Éléantes
cravates "Hunt Club" en tissu
polyester. Tons unis, motifs
fantaisie, rayures, sobres et
géométriques.

Valeur Simpson,

2/9⁹⁹

3. Un cadeau qu'il appréciera à
coup sûr! Gants en cuir de porc,
peau d'agneau ou cuir mégissé.
Modèles variés, tous chaudement
 doublés. Brun, gris, noir, couleur
vison, brun ou tan. Pointures
7½ à 11.

Valeur Simpson,

24⁹⁹

4. Chemises de ville
polyester/coton "BCD" à manches
longues. Variété de tons unis,
motifs fantaisie et tons sur tons de
bleu, tan, gris ou blanc. Coupe
régulière, encolures 14½ à 17½.

Valeur Simpson,

12⁹⁹

Économisez 25% sur chaussettes
sport "Hunt Club". Confortable
tissu coton/nylon. Sélection
imposante de coloris. Pointure
unique. (Non représentées)
Ord. Simpson 3/10.50
Vente

3/7⁹⁹

Achat en personne seulement
Accessoires pour hommes
251/264, centre-ville.
Aussi à Fairview, Anjou, Laval et
St-Bruno.



HEURES D'AFFAIRES DES MAGASINS SIMPSON

Centre-ville

- Du lundi au vendredi:

9h à 21h

Samedi:

9h à 21h

(jusqu'au 23 décembre)

Succursales

- Du lundi au vendredi:

9h30 à 21h

Samedi:

9h à 21h

(jusqu'au 23 décembre)